

# CONSEIL ET COMITÉS

au 20 mars 2001

## CONSEIL D'ADMINISTRATION DE COFLEXIP

### ADMINISTRATEURS

Pierre Marie VALENTIN  
Président du Conseil

Maurice ALLEGRE  
Jacques BURGER  
Daniel BURLIN  
Jean-Pierre CAPRON  
Jean DUNAND  
ISIS représenté par Charles PREVOT  
Pierre JACQUARD  
Michel LEVEQUE  
Roger M. MILGRIM  
Rolf E. ROLFSEN  
Daniel VALOT

### CENSEURS

Torvild AAKVAAG et Jean-Bernard LARTIGUE

## COMITES DU CONSEIL

### COMITE D'AUDIT

M. ALLEGRE  
Président

D. BURLIN  
J.P. CAPRON  
R.M. MILGRIM  
C. PREVOT

### COMITE STRATEGIQUE

PM. VALENTIN  
Président

J. BURGER  
P. JACQUARD  
D. VALOT  
C. PREVOT  
R.E. ROLFSEN

### COMITE DES REMUNERATIONS ET DES NOMINATIONS

J.P. CAPRON  
P. JACQUARD  
D. VALOT

## COMITE EXECUTIF DU GROUPE COFLEXIP STENA OFFSHORE

Pierre Marie VALENTIN  
Président du Conseil d'Administration

- ① Tom EHRET  
Directeur Délégué Général
- ② Svein EGGEN  
Directeur Général Adjoint  
en charge de la Division Mer Profonde CSO Aker Maritime
- ③ Jean-Bernard FAY  
Directeur Général Adjoint, Affaires Groupe
- ④ Claire GIRAUT  
Directeur Exécutif, Directeur Financier  
et de la Communication
- ⑤ Jean-François MATTEI  
Directeur Général Adjoint, Production et Systèmes d'Information,  
Ombilicaux, Applications Forage et Raffinage, Relations Humaines  
et Système Qualité, Sécurité, Santé & Environnement
- ⑥ Kevin WOOD  
Directeur Exécutif, Opérations et Projets, Amérique du Nord,  
Mer du Nord et Asie Pacifique

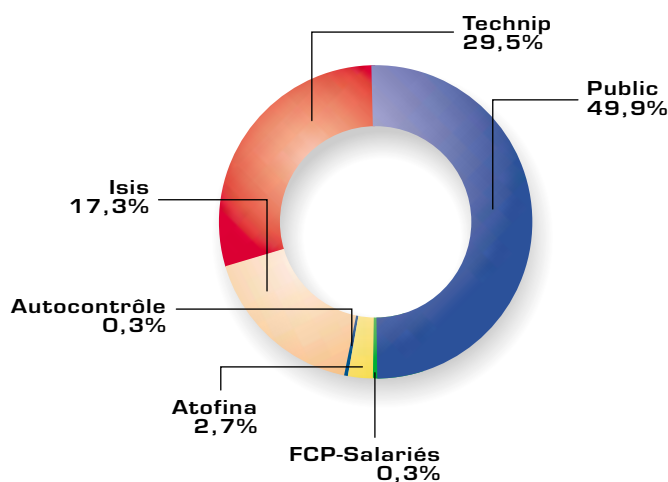
Tom EHRET & Jean-François MATTEI  
Opérations Brésil

## COMITE DE DIRECTION DU GROUPE COFLEXIP STENA OFFSHORE AU 23 MARS 2001

### Membres du Comité Exécutif

Knut BOE  
Donald CARMICHAEL  
David CASSIE  
Frédéric DELORMEL  
Jean-Michel DUMAY  
Dominique HENRI  
Ken HULLS  
Allen LEATT  
Alain MARION  
Gilles de NAUROIS  
Steve ROGERS  
Jean-Louis ROSTAING

## Actionnariat au 31 décembre 2000



## SOMMAIRE

• ALLOCATION DU PRÉSIDENT	1
• UNE ANNÉE DE CROISSANCE EXTERNE POUR CRÉER LE FOURNISSEUR DE RÉFÉRENCE DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE POUR LES SOLUTIONS EN MER PROFONDE	2 & 3
• FAITS MARQUANTS 2000	4 & 5
• ACTIVITÉ 2000 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE	6 & 9
• ACTIFS INDUSTRIELS ET RESSOURCES OPÉRATIONNELLES EN 2000	10 & 11
• LE FOURNISSEUR GLOBAL DE SOLUTIONS EN MER PROFONDE. DEPUIS LA MEILLEURE OFFRE DE SOLUTIONS SPÉCIALISÉES JUSQU'À UNE OFFRE INTÉGRÉE, SELON LES ATTENTES DES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES	12 & 15

# ALLOCUTION DU PRÉSIDENT

**Pour le Groupe Coflexip Stena Offshore, l'année 2001 est celle d'un nouveau départ, d'une stratégie renouvelée et d'un changement d'échelle.**



L'acquisition de la Division Mer Profonde d'Aker Maritime au début du mois de janvier 2001, et la livraison en Corée à la fin du mois de février du navire CSO Deep Blue, bientôt équipé en Hollande d'un système de pose unique dans l'industrie, sont des événements majeurs pour l'avenir du Groupe. Ils sont le résultat d'une stratégie développée de manière continue, visant à faire de CSO le premier fournisseur de technologies pour le développement des gisements offshore d'hydrocarbures. Aujourd'hui, le Groupe propose ses compétences à la fois dans les installations sous-marines et dans la conception et la construction de structures flottantes. Son offre s'est donc considérablement élargie, au moment où les opérateurs pétroliers réfléchissent et décident leurs investissements d'une façon de plus en plus intégrée, notamment en mer profonde et très profonde.

CSO a donc poursuivi une stratégie de croissance complétant les domaines où ses équipes ont excellé dans le passé. Ses engagements sont à la hauteur de ses capacités financières. Une stratégie aussi ambitieuse n'a été possible que grâce à la qualité de ses équipes et aux bons résultats du Groupe.

Démarré dans des conditions difficiles, l'exercice 2000 s'est mieux terminé que nous ne le prévoyions.

Ceci n'a été possible que grâce au respect permanent de quelques principes essentiels :

- sélection prudente des affaires et gestion rigoureuse dans un marché qui reste difficile,
- accentuation du caractère multinational du Groupe,
- respect des impératifs de qualité et de sécurité partout où nos équipes opèrent,
- renforcement de la compétence et de la motivation des équipes, dont il faut souligner le dévouement et la disponibilité.

Le marché de l'offshore a déjà commencé de rebondir. Le "nouveau" Groupe CSO devrait profiter de ce regain d'activité, en s'appuyant sur ses ressources élargies en ingénierie, installation et construction, pour le plus grand bénéfice de ses actionnaires.

**Pierre Marie VALENTIN**  
Président du Conseil d'Administration





## UNE ANNEE DE CROISSANCE EXTERNE POUR CREER LE FOURNISSEUR DE REFERENCE DE L'INDUSTRIE PETROLIERE POUR LES SOLUTIONS EN MER PROFONDE

**Le Groupe le mieux intégré et le plus expérimenté des services sous-marins élargit ses capacités pour donner naissance à l'un des premiers fournisseurs de solutions globales pour l'industrie offshore...**

Aujourd'hui, Coflexip Stena Offshore est le fournisseur de solutions offshore le mieux intégré de l'industrie pétrolière mondiale pour les services et produits de haute technologie, permettant de réduire les coûts d'investissement et d'exploitation des compagnies pétrolières, et de répondre à la croissance des développements de champs sous-marins, difficiles et profonds.

A travers un réseau international, basé sur des équipes de gestion de projets dans chacune de ses filiales locales, le Groupe est présent partout dans le monde, là où sont développés des champs d'hydrocarbures sous-marins et profonds. Cette large couverture géographique est renforcée par des usines de fabrication et des bases d'assemblage locales, et par une flotte de navires de construction et d'installation modernes.

Coflexip Stena Offshore offre des solutions fondées sur des services et produits stratégiques permettant de réduire les coûts d'investissement et d'exploitation des compagnies pétrolières. Le Groupe est spécialisé dans tous les aspects du développement en mer, de l'architecture des champs, l'ingénierie et la direction de projet à la fourniture

de produits, et de l'installation et la construction à l'abandon de champs. Notre vaste programme de Recherche et Développement, axé sur la mer profonde, nous a permis de développer des technologies économiques pour que nos clients opèrent en toute sécurité jusqu'à 2500 m de profondeur.

En 2000, notre stratégie de développement s'est tout d'abord concrétisée par l'acquisition, en mars, des activités de RJ Brown, société d'ingénierie basée à Houston, afin de renforcer les capacités d'ingénierie de la Division Mer Profonde du Groupe. Fin mai, CSO a également acquis Slingsby Engineering Ltd., société spécialisée en robotique, et créé l'ensemble Perry Slingsby Systems, le leader mondial de ce marché.

## ...offrant la plus large gamme de services et de produits pour mieux servir une industrie en rebond.

Avec l'acquisition de la Division Mer Profonde d'Aker Maritime fin octobre 2000 (finalisée le 4 janvier 2001), CSO a substantiellement élargi son offre ainsi que ses capacités, lui permettant ainsi de réaliser des contrats beaucoup plus importants sur une base intégrée ou segmentée pour les projets de développements de champs d'hydrocarbures.

Le Groupe a également renforcé ses ressources dans le domaine de l'architecture de champ, de l'ingénierie conceptuelle et des études détaillées pour offrir des solutions globales aux opérateurs dès les phases les plus précoces de leurs projets. Ces solutions globales s'appuient sur les capacités d'exécution intégrées du Groupe. Cette acquisition a permis au Groupe CSO d'élargir son

offre de moyens d'intervention plus diversifiés et globaux, dans le monde entier.

Au premier plan des nouveaux domaines d'expertise résultant de cette acquisition figurent les systèmes de production flottants. CSO peut maintenant concevoir, fabriquer et installer des systèmes SPAR, une technologie brevetée, dont trois unités conçues et fabriquées par CSO Aker Maritime sont déjà en opération dans le golfe du Mexique.

En outre, le Groupe dispose dorénavant des capacités d'ingénierie et de construction de systèmes flottants de production (FPSO). Nous fournissons également des systèmes d'ancrage et de risers, des ombilicaux et des robots sous-marins télécommandés.

Nous avons également :

- renforcé notre présence sur des marchés porteurs comme le golfe du Mexique,
- ajouté une présence opérationnelle en mer Caspienne et au Nigéria,
- renforcé nos capacités d'ingénierie dans les développements de champs sous-marins et en mer profonde.

Il y a un an, CSO annonçait la reprise de son secteur après une période de concentration due à l'instabilité des prix du pétrole et aux consolidations opérées par ses clients. Cette reprise s'est matérialisée par une reprise des attributions de contrats par nos clients, proches de leur niveau historique.

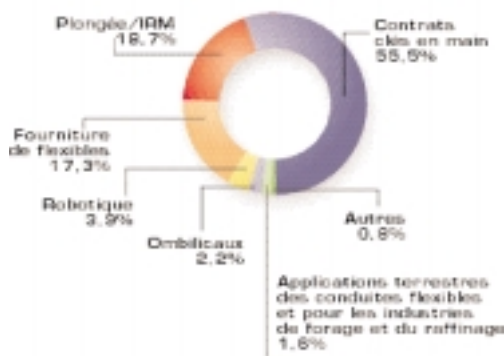
Durant cette période, CSO a maintenu sa rentabilité dans le cadre d'un marché encore affecté par le ralentissement des années précédentes.

En effet, le Groupe est spécialisé dans le segment de l'industrie pétrolière offshore dont la croissance est la plus rapide : la production d'hydrocarbures en mer dans les environnements sous-marins difficiles

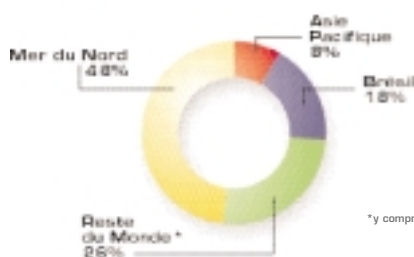
et de mer profonde :

- les développements sous-marins, utilisant des têtes de puits de production situées au fond de la mer, sont des solutions économiques dans de nombreux cas tels que : les développements dits "satellites", dans des régions déjà très développées (ex. mer du Nord), et les développements dits "autonomes" dans de nouvelles régions telles que le Canada. Associés à une structure flottante de production (FPSO) ou raccordés à une plate-forme existante, ces développements sous-marins sont des solutions économiques et éprouvées ;
- la mer profonde constitue pour les opérateurs une occasion unique d'accès à des réserves importantes à très importantes qui, compte tenu de leur taille, permettent la production d'hydrocarbures avec des structures sous-marines ou de surface, à des conditions financières particulièrement compétitives. De telles opportunités existent surtout dans le triangle atlantique (golfe du Mexique, Brésil et golfe de Guinée), mais également en mer du Nord et en Asie Pacifique.

### Chiffre d'affaires 2000 par type d'activité



### Chiffre d'affaires 2000 par zone géographique



\*y compris France



Réunion du management de CSO, mi-janvier 2001, comprenant les représentants de la Division CSO Aker Maritime



## GROUPE CSO : FAITS MARQUANTS DE L'AN 2000



GROUPE CSO

Fournisseur global de référence de solutions et contracteur le plus expérimenté, le Groupe offre une large gamme de services en mer et sous-marins : direction de projet, ingénierie de concept et de détail, fourniture, construction et installation sous-marines, maintenance et abandon de champ. En tant qu'industriel, CSO peut concevoir et fabriquer des structures flottantes (SPAR, FPSO), des conduites flexibles et rigides, des ombilicaux et des robots sous-marins télécommandés.

**7,600  
EMPLOYÉS**



### ACTIVITÉS

CSO, dont le siège est à Paris, offre des produits et services de premier ordre grâce à ses filiales en Angola, en Australie, en Azerbaïdjan, au Brésil, au Canada, en Finlande,

aux Etats-Unis, en France, en Inde, au Nigeria, en Norvège, au Royaume-Uni, en Russie et à Singapour. Les unités d'ingénierie et de fabrication, la flotte et ses équipes en mer sont opérées par près de 7600 employés.

*Réunion de projet sur un site CSO*



La tâche de ces équipes importantes et expérimentées est de fournir aux clients de CSO la plus forte valeur ajoutée possible en termes de services et de technologies. L'accès unique du Groupe à un réservoir mondial de compétences est un atout majeur pour répondre à la demande de ses clients, à l'heure où l'accès au savoir-faire est déterminant.

## FAITS MARQUANTS

### 2000 : DES CHANGEMENTS MAJEURS POUR LE GROUPE

- Mars : CSO acquiert RJ Brown (ingénierie - Houston)
- Mai : CSO achète Slingsby Engineering Ltd. (robotique - Royaume-Uni)
- Septembre : CSO cède ses parts dans Cal Dive International Inc. (services offshore - Houston)
- Octobre : CSO annonce son intention d'acquérir la Division Mer Profonde d'Aker Maritime.

### AVANCÉES TECHNOLOGIQUES ET INVESTISSEMENTS

- Janvier : vente du CSO Installer
- Avril et juin : records du monde pour la pose de conduites flexibles (1 840 puis 1 883 mètres de profondeur) au Brésil sur Roncador
- Septembre : lancement du CSO Deep Blue en Corée.
- Octobre : CSO établit une base d'assemblage de rigide pour le CSO Deep Blue et le CSO Apache dans le golfe du Mexique.

- Novembre : lancement de la conversion du CSO Constructor pour des opérations en mer profonde.

Enfin, l'année 2000 a vu l'attribution de contrats importants sur les plans commercial et technique, et dans tous les secteurs d'activités, signe de la reprise qui devrait se poursuivre en 2001.

### FORTE IMPLICATION DANS LES RESSOURCES HUMAINES

Conscient que son personnel et sa motivation sont des facteurs clé de mobilisation de ses ressources à terre et en mer, le Groupe a pour objectif d'assurer la satisfaction de ses employés, pour la satisfaction ultime de ses clients.

Parmi ces mesures, on peut citer :

- la formation interne et l'élargissement des programmes de "CSO Education" permettant d'améliorer les compétences et d'intégrer les nouveaux collaborateurs. Depuis 1997, près de 300 ingénieurs et cadres ont participé aux sessions dédiées à la technologie et à la direction de projet ;
- les stock-options pour différentes catégories de personnel et la prime de résultat Groupe (PRG);
- la mise en place d'une base de données pour améliorer

l'adéquation des profils des employés aux différents projets et la coordination d'une masse salariale en croissance.

- l'information sur les opportunités de carrière au sein de CSO.

### PERFORMANCE RECORD DANS LE DOMAINE DE LA QUALITÉ, LA SÉCURITÉ ET L'ENVIRONNEMENT

En 2000, le Groupe a poursuivi ses efforts dans l'ensemble de ses unités, de ses usines, et de ses navires, et s'est vu récompensé par ses clients et par les organismes de certification qui le contrôlent :

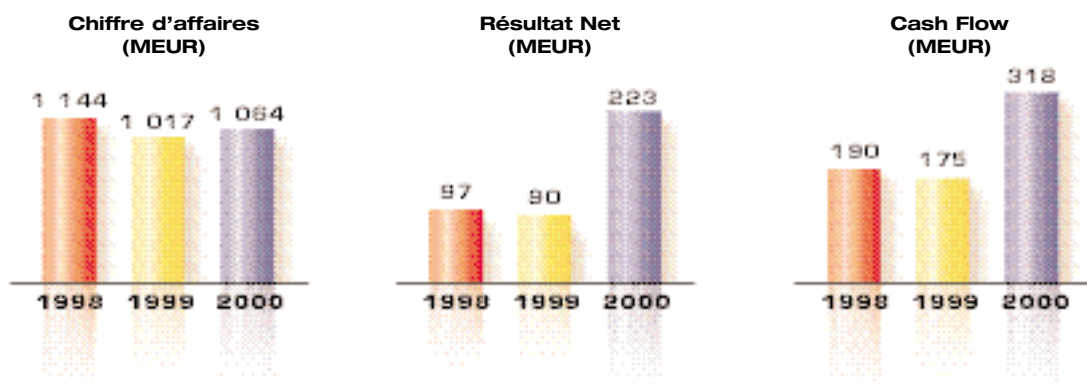
- CSO Ltd. en Ecosse - Distinction "Safety Offshore Excellence"
- CSO Ltd. en Ecosse - Certification à la Norme ISO 14001
- Perry Slingsby Systems Inc. en Floride - Certification SHARP
- DUCO Ltd. en Angleterre - 1er prix pour "Investor in People"

- CSO Le Trait en France - 1er prix décerné par les industries mécaniques et de construction pour les "Défis de sécurité"
- Brasflex au Brésil - Prix Hygiène, Sécurité, Environnement 2000 remis par Petrobras pour les activités en mer
- record de sécurité atteint pour le CSO Wellserver avec près de 1000 jours d'opérations sans incident avec arrêt.

Le nouveau plan d'action du Groupe pour 2001-2002, pour la qualité, la santé, l'hygiène et la sécurité vise à mesurer la satisfaction de nos clients et à atteindre l'objectif zéro accident dans l'ensemble des filiales du Groupe.



Photo de famille d'une session "CSO Education"





## MER DU NORD



Le CSO Orelia sur le contrat T.H.E.

### ACTIVITÉS

La Mer du Nord reste une zone de développements sous-marins dominante pour le Groupe. La gestion rigoureuse des projets au sein des filiales, ses unités d'ingénierie et de Recherche et Développement, et sa flotte, toutes basées à Aberdeen, ses bases d'assemblage à Evanton (Ecosse) et Orkanger (Norvège), son usine de fabrication d'ombilicaux DUCO, à Newcastle Upon Tyne (Angleterre) et sa filiale à Oslo, couvrent les besoins de nos clients en Mer du Nord, et ont permis à CSO de surmonter, d'une part, la baisse d'activité dans la région et, d'autre part, de répondre rapidement aux nombreux appels d'offres lancés en 2000. Depuis 2001, le Groupe compte de nouvelles filiales dans la région à travers l'acquisition de la Division Mer Profonde d'Aker Maritime avec une filiale d'ingénierie, Genesis (Londres, Aberdeen), et le chantier reconnu de Mc Nulty Offshore Ltd. basé à Newcastle Upon Tyne.

### FAITS MARQUANTS

#### SECTEUR BRITANNIQUE

L'activité 2000 a été marquée par l'effet de la baisse des investissements des compagnies pétrolières due à la chute des cours du pétrole en 1998. Ce ralentissement a essentiellement affecté les grands projets. Néanmoins, grâce à nos efforts commerciaux, appuyés par des performances

opérationnelles remarquables, le Groupe a maintenu ses parts de marché.

Succès dans les contrats intégrés de raccordements sous-marins avec près de 147 km de conduites posées sur 4 projets :

- ENTERPRISE Cook : installation d'un système pipe-in-pipe pour répondre aux contraintes d'isolation
- TEXACO Captain B
- CONOCO Vixen : projet de raccordement
- RANGER Kyle: installation réussie

de 19 km de conduites de 12" dans les conditions difficiles du mois de décembre.

Les contrats intégrés ont été complétés par les activités d'inspection, réparation et maintenance (IRM), la majorité faisant partie du contrat cadre T.H.E. (TEXACO, AMERADA HESS et ELF), contribuant à l'utilisation des navires pour plus de 500 jours.

Les activités d'intervention sur puits se sont encore renforcées avec une forte utilisation du CSO Seawell. 37 interventions sur puits ont été enregistrées et un contrat supplémentaire de 3 ans a été signé avec SHELL, étendant le précédent accord qui courait sur 4 ans. Le Groupe conserve également sa position de leader dans le domaine des abandons de puits grâce à un contrat de 5 ans signé avec BP.

#### SECTEUR NORVÉGIEN

Amélioration de l'activité en 2000, marquée par des innovations technologiques dans le domaine des interventions sur puits. La fourniture importante de conduites montantes (risers) et une forte demande d'installation ont augmenté les parts de marché et consolidé le carnet

de commandes. Bonne utilisation de la base d'assemblage d'Orkanger.

#### STATOIL Aasgard

Introduction d'un procédé de chauffage (direct heating) pour améliorer le débit des conduites déroulées, suivi par l'utilisation de la même technologie sur le champ Huldra.

#### STATOIL Tommeliten et Heidrun

Première ré-entrée sur puits sous-marin en activité, sans l'aide de plongeurs, et record de profondeur pour le CSO Seawell.

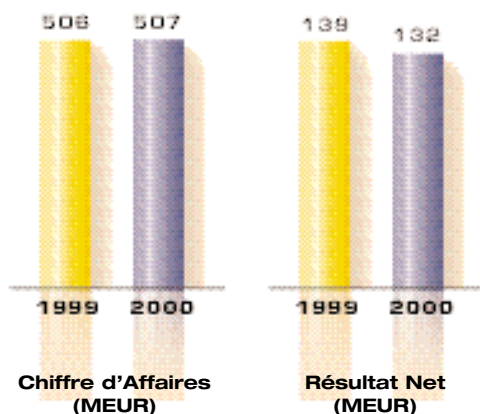
#### NORSK HYDRO Njord et Snorre

Une forte demande d'installation de risers a permis à CSO de démontrer son expérience inégalée dans le domaine des risers haute pression et haute température.

#### ESSO Ringhorne

Contrat intégré comprenant la fourniture de conduites flexibles et rigides, des raccordements sans l'aide de plongeurs, et du tranchage ont démontré les compétences du Groupe dans la direction de projet.

## 48% DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE



### FOCUS

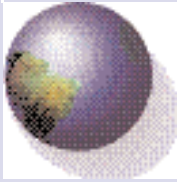
#### STATOIL TOMMELITTEN

STATOIL Tommelitten au large de la Norvège a été un projet significatif pour le Groupe dans l'introduction des services d'intervention d'un navire monocoque, le CSO Seawell, sur les puits sous-marins du plateau continental norvégien. Ce contrat a démontré la capacité de CSO à fournir un système capable d'intervenir sur des puits sous-marins en activité. Comparé à des solutions conventionnelles utilisant des installations de forage, le CSO Seawell est plus économique, plus versatile, mobile et efficace puisque ce type d'intervention peut être pratiqué sans interrompre la production.

Récupération d'une structure sous-marine sur Tommelitten







# BRÉSIL

## ACTIVITÉS

Après la crise financière qui avait affecté le Brésil en 1999, ce marché, et particulièrement les opérations en mer, a redémarré en 2000. Les compagnies pétrolières étrangères ont commencé à pénétrer ce marché ouvert depuis peu, PETROBRAS en demeurant le principal acteur.



Fabrication de conduites flexibles à l'usine CSO de Vitoria

## FAITS MARQUANTS

CSO a remporté les contrats de Espadarte, Marlim 2000, Marlim Sud et surtout le Roncador "Bidao" pour le compte de PETROBRAS.

### Usine de Vitoria

L'augmentation de 50% des capacités de l'usine de Vitoria est achevée. Le plan de charge de l'usine a été rempli tout au long de l'année, essentiellement grâce à la fabrication de conduites statiques pour les eaux profondes des champs Espadarte, Marlim et Roncador. L'usine a réalisé la première fabrication de conduites de 6" isolées, et qualifiées pour 2 000 m de profondeur.

### PETROBRAS Roncador

La position du Groupe sur le marché de la mer profonde a été une fois encore reconnue lorsque CSO s'est vu confier le contrat intégré "Bidao" de Roncador. Ce contrat, l'un des plus importants signés à ce jour, comprend la conception, la fourniture, l'installation et la mise en service de près de 566 km de conduites flexibles, statiques et dynamiques et d'ombilicaux. Situé par des profondeurs d'eau de 1400-1900 m, le champ de Roncador est aujourd'hui le plus profond au monde.

### QUALITE, HYGIENE, SECURITE ET ENVIRONNEMENT

Les filiales brésiliennes et les navires du Groupe ont reçu nombre de distinctions de PETROBRAS en matière de sécurité, qualité et environnement, récompensant les performances atteintes au cours de l'année 2000.



Le Sunrise 2000 au large du Brésil

## FOCUS

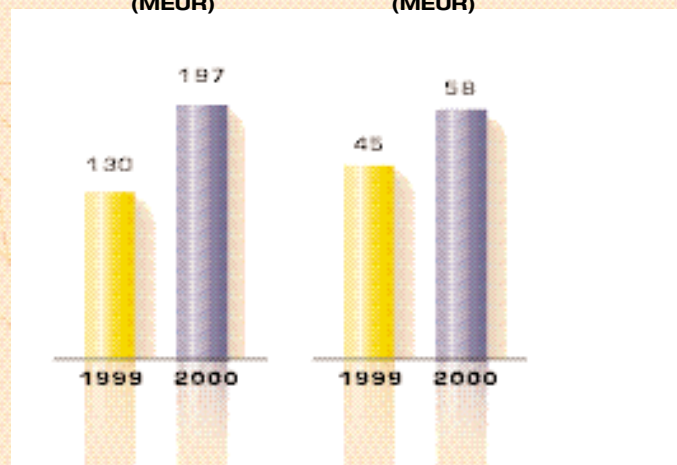
### SUNRISE 2000

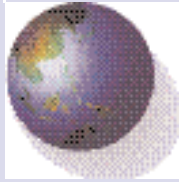
Après l'augmentation de ses capacités de pose pour 2 000 m de fond, le Sunrise a battu successivement son propre record du monde de profondeur pour la pose de conduites par 1 840 et 1 883 m dans les eaux profondes du Brésil.

**18%**  
**DU CHIFFRE D'AFFAIRES  
DU GROUPE**

Chiffre d'Affaires  
(MEUR)

Résultat Net  
(MEUR)





## ASIE PACIFIQUE



Installation d'une bouée CALM par le navire Seamec III sur Bongkot

### ACTIVITÉS

Avec son centre opérationnel principal à Fremantle (Australie de l'Ouest) et ses filiales à Singapour et en Inde, l'Asie Pacifique représente une part importante de la couverture géographique du Groupe. Ce marché a cependant répondu tardivement aux signes de reprise de l'économie asiatique et à la hausse du prix du pétrole. CSO y a poursuivi ses objectifs stratégiques en diversifiant ses axes de développement et a remporté des contrats en Inde, en Chine, en Thaïlande et en Indonésie. L'acquisition des filiales de la Division Mer Profonde d'Aker Maritime (Perth, Berrimah, Dampier et Henderson) a permis, début 2001, de renforcer l'activité en Australie.

### WOODSIDE's Echo/Yodel

Installation par le CSO Venturer et le CSO Apache de 23 km de conduites de 12" à 13% de chrome, d'un ombilical électro-hydraulique et d'un caisson.

### INDE

#### ONGC Bombay High Field

CSO s'est vu confier le premier contrat de fourniture de conduites flexibles d'injection d'eau en Inde, et a installé près de 20 km de conduites sur le champ CRMP 2. Sur ONGC CRMP 1, CSO a installé des colliers de serrage lors de la pose de conduites rigides.

#### ONGC

SEAMEC (anciennement Peerless), l'autre filiale du Groupe CSO en Inde, a poursuivi l'affrètement de long terme de ses deux navires de support de plongée auprès de son client ONGC. Son troisième navire, Seamec III, a été utilisé de façon intensive sur les marchés "spot" en Inde et dans d'autres pays de la région Asie Pacifique.

### FAITS MARQUANTS

#### AUSTRALIE

##### PHILLIPS Elang

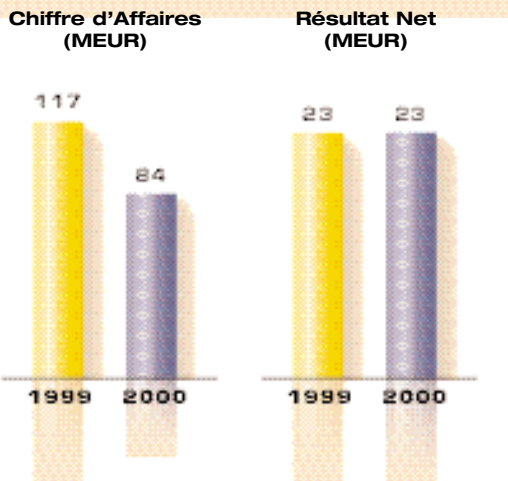
Réparation d'ombilicaux endommagés par une tempête dans la Zone de Coopération Est de la mer de Timor (ZOCA).

##### WOODSIDE Legendre

Conception, fourniture et installation d'un système d'export, l'ingénierie et la fourniture étant effectuées au début de 2001.



Le CSO Venturer



### FOCUS

#### THAÏLANDE - PTT BONGKOT

PTT Exploration & Production Plc a confié à l'alliance CSO - Technip un contrat pour le remplacement temporaire d'un système flottant de stockage et de déchargement (FSO) sur le champ de Bongkot, le plus important champ offshore de Thaïlande.

Ce projet à exécution rapide (fast track) est le premier contrat remporté par l'alliance stratégique formée par les deux groupes. Cette alliance couvre l'ensemble des régions où les deux sociétés travaillent et offrent une large gamme de solutions intégrées.

**8%**  
DU CHIFFRE D'AFFAIRES  
DU GROUPE



## RESTE DU MONDE



Projet BP Nile

### ACTIVITÉS

Le Groupe a de nombreuses activités dans la région Reste du Monde, notamment dans le golfe du Mexique, au Canada et en Afrique de l'Ouest. Des années d'efforts et d'engagement nous ont permis de remporter d'importants contrats de pose de conduites dans le golfe du Mexique en 2000, année charnière pour CSO. L'établissement d'une base d'assemblage locale mi-2000 et l'acquisition, début 2001, des filiales commerciales et d'ingénierie, et des chantiers de construction de la Division Mer Profonde d'Aker Maritime vont augmenter significativement l'activité de services de CSO sur cette zone de mer profonde à croissance rapide. En Afrique de l'Ouest, le succès du développement Kuito, en Angola, allié à l'expertise de la Division Mer Profonde CSO Aker Maritime dans les systèmes flottants de production, renforcera la présence du Groupe là où les grands projets, aujourd'hui reportés, sont attendus.

### FAITS MARQUANTS

#### AMÉRIQUE DU NORD

##### CANADA

##### PETROCANADA Terra Nova

Toutes les conduites flexibles (statiques et dynamiques) et les ombilicaux ont été installés, et la 1<sup>ère</sup> huile est maintenant prévue pour 2001.

##### GOLFE DU MEXIQUE

Fin d'année riche en appels d'offres qui ont déjà porté leurs fruits, impliquant notamment l'installation de conduites,

dont des conduites à double enveloppe pour des profondeurs supérieures à 2 000 m.

- Les larges capacités et la rapidité d'intervention du CSO Deep Blue seront bientôt l'alternative incontournable pour des opérations en eaux profondes et peu profondes faisant appel à ses technologies (voir encadré des opérations prévues pour l'été 2001).
- Acquisition de RJ Brown en mars 2000, et construction d'une base d'assemblage à Mobile, Alabama, pour servir de support aux travaux de pose et de construction dans le golfe du Mexique ont renforcé la présence de CSO.

#### CHEVRON Typhoon

Projet clé pour CSO dans la région permettant une démonstration de la technologie flexible.

#### WILLIAMS FIELD SERVICES INC.

##### Boomvang Nansen

Contrat intégré de fourniture de conduites d'export. Le plus important contrat de conduites rigides remporté à ce jour par le Groupe (voir encadré).

#### BP Nile

Conception et installation d'un système de conduites double enveloppe (pipe-in-pipe). L'acquisition de RJ Brown a permis à CSO de prendre en charge ce projet, de la conception à la mise en service. Premières mondiales dans l'installation d'un riser caténaire en acier déroulé dans sa totalité, et de colliers de serrage.

#### AFRIQUE DE L'OUEST

CSO est bien positionné pour profiter de la croissance du marché de la mer profonde, particulièrement en Angola et au Nigéria, où de nombreux appels d'offres sont attendus en 2001.

#### FRANCE

##### TOTALFINAELF Opérations de pompage du tanker Erika

CSO a achevé avec succès les opérations de neutralisation de la cargaison de l'Erika qui avait coulé, en décembre 1999, au large des côtes bretonnes. Ces opérations ont été conduites dans des délais très courts, et dans des conditions exemplaires de sécurité et de protection de l'environnement.

#### MÉDITERRANÉE, MOYEN ORIENT ET CEI

Percée sur ces marchés avec des contrats remportés en Tunisie, en Espagne et en Iran.

#### SECTEUR HOLLANDAIS

Activité en hausse, notamment avec Elf Petroland K4 BE et K1A.

### FOCUS

#### WILLIAMS FIELD SERVICES BOOMVANG & NANSEN

Avec cet important contrat, CSO délivre, pour la première fois dans le golfe du Mexique, une prestation de services complète couvrant la conception, la fourniture, l'installation et la mise en service de conduites d'export. Ce contrat utilisera les capacités du CSO Deep Blue, spécialement conçu pour les développements en mer profonde, qui posera près de 150 km de conduites et de risers caténaux en acier par 1 100 m de fond.

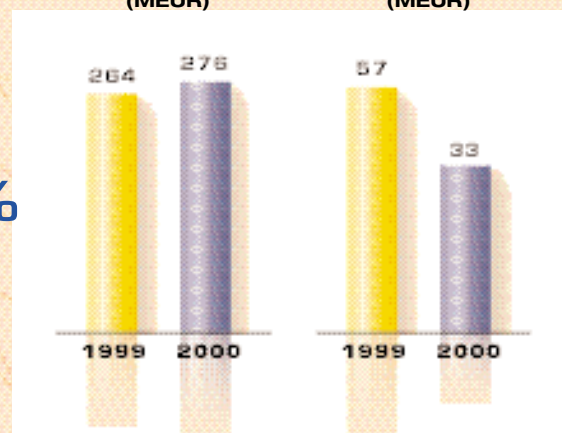


Nouvelle base d'assemblage de CSO près de Mobile, Alabama

**26%**  
DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE

Chiffre d'Affaires (MEUR)

Résultat Net (MEUR)





## ACTIFS INDUSTRIELS ET RESSOURCES OPÉRATIONNELLES EN 2000

### ACTIFS INDUSTRIELS ET PRODUITS-CLÉS

#### CONDUITES FLEXIBLES

Le niveau de production a baissé en 2000, comparativement aux années précédentes, conséquence de la baisse, amorcée en 1998, des activités liées aux développements sous-marins. La production, consacrée précédemment à quelques grands projets, s'est orientée vers la fourniture de nombreux projets, plus petits ou d'importance moyenne, à livraison rapide dans les quelques mois suivant l'attribution des contrats. Face à cette tendance, l'usine du Trait, en France, a mis en place une stratégie de réponse et a fourni les conduites flexibles de PETROBRAS Marlim, les conduites haute pression - haute température de STATOIL Asgard B, les risers de NORSK HYDRO/SAGA Snorre B et les conduites statiques et dynamiques de PETROCANADA Terra Nova.

#### CONDUITES RIGIDES DÉROULÉES

Nos bases d'assemblage norvégienne et écossaise ont vu leur niveau d'activité augmenter en 2000, avec près de 240 km de conduites rigides fabriquées. Evanton a assemblé 160 km de conduites et fabriqué sa première conduite à double enveloppe, le premier riser caténaire en acier déroulé, et vu la première utilisation d'un système automatique à ultrasons. Orkanger a fabriqué environ 80 km de lignes et introduit le système de chauffage direct (Direct Heating\*) sur l'ensemble des conduites du contrat STATOIL Asgard. L'activité de pose de conduites rigides devrait encore augmenter en 2001, notamment en Mer du Nord, et le Groupe a établi une nouvelle base d'assemblage permanente dans le golfe du Mexique, à Mobile en Alabama (printemps 2001). CSO utilisera également une nouvelle base d'assemblage temporaire à Dampier en Australie, où

#### FOCUS

Début 2000, les flexibles de CSO ont reçu une reconnaissance officielle pour leur qualité et leur fiabilité. Ainsi, le Bureau Veritas a étendu

la portée du "Certificate of Type Approval" aux flexibles dynamiques. Il était auparavant décerné aux seules conduites statiques. CSO est également le premier fabricant de conduites flexibles à pouvoir apposer la certification API sur la gamme complète de ses produits, des conduites statiques sous-marines aux conduites dynamiques, en passant par les applications des flexibles au forage. Le Groupe peut dorénavant apposer les monogrammes API 17J et 16C sur toute la gamme de ses produits.



Pose de conduites à double enveloppe sur BP Nile

le CSO Apache chargera les conduites de 12" à 13% de chrome pour WOODSIDE Echo-Yodel.

#### APPLICATIONS TERRESTRES DES CONDUITES FLEXIBLES POUR LES INDUSTRIES DU FORAGE ET DU RAFFINAGE (DRAPS)

Cette ligne de produits du Groupe est basée et fabriquée au Trait, en France.

\*Un courant électrique circule à l'intérieur de la conduite

Navire équipé  
de treuils  
et flexibles CSO



L'assemblage final et les tests sont réalisés au Trait et à Channelview, au Texas, qui fournit les marchés sud et nord américains.

Les conduites pour le "forage et le service" ("choke et kill", test de puits et acidification) peuvent être soumises à des pressions de service de 1000 bars, et sont souvent associées à des débits importants de fluides abrasifs et corrosifs. Les conduites pour le Raffinage correspondent aux drains de toits flottants ainsi qu'aux très efficaces systèmes de protection incendie, dits RFPS, qui permettent l'application de mousses anti feu sur les toits flottants des réservoirs de stockage des raffineries.

En 2000, cette entité a augmenté le nombre de conduites flexibles d'acidification et de treuils fournis aux quelques 30 navires dans le monde qui utilisent les flexibles de CSO pour leurs opérations de stimulation de puits. Nombre de ces fournitures ont pour but d'augmenter le potentiel d'intervention de ces navires.

## OMBILICAUX

Premier fabricant au monde d'ombilicaux (acier et thermoplastique), DUCO, basé à Houston et à Newcastle Upon Tyne, est l'un des piliers de la stratégie mer profonde de CSO. Son expérience et ses technologies éprouvées en font l'un des principaux acteurs du marché.

L'usine de DUCO à Newcastle a une réputation de longue date dans la fabrication de produits complexes et dédiés à des environnements



Ombilical thermoplastique de DUCO

de plus en plus difficiles. Elle est bien positionnée pour bénéficier de la tendance du marché qui s'oriente vers l'utilisation de structures flottantes dans des eaux plus profondes et vers des produits encore plus complexes en terme de composants.

Ainsi, DUCO a fabriqué :

- les premiers ombilicaux dynamiques comportant des fibres optiques pour BHPP Buffalo en Australie ;
- le premier ombilical hybride composé de tubes en acier et thermoplastiques pour NORSK HYDRO en Norvège ;
- deux ombilicaux dynamiques capables de supporter des typhons pour CNOOC en Chine.

Notre filiale américaine, DUCO Inc. à Houston, a continué à produire des ombilicaux de très grande longueur et dédiés à la mer très

profonde, essentiellement pour les eaux du golfe du Mexique, où DUCO a fourni un ombilical dynamique pour des profondeurs de 1 000 à 1 600 m.

## ROBOTIQUE

L'acquisition par le Groupe, mi-2000, du spécialiste britannique de la robotique Slingsby Engineering Ltd. a renforcé les capacités de CSO ainsi que sa stratégie pour les développements en mer profonde. Cette nouvelle acquisition alliée à Perry Tritech Inc. forme aujourd'hui Perry Slingsby Systems. Elle a renforcé sa position de premier fabricant au monde de robots sous-marins télécommandés, accru ses capacités de production et sa situation financière. La nouvelle Division opère aujourd'hui à partir de ses usines basées aux Etats-Unis et en Angleterre, avec près de 270 employés.

En 2000, la demande de l'industrie des télécommunications a constitué 80 % des ventes de Perry Slingsby Systems, qui se concentre sur le marché du tranchage et de l'ensouillage pour l'installation et la maintenance de fibres optiques et de câbles sous-marins.

En 2000, la Division a également répondu à une forte demande du Groupe CSO, dont les activités robotisées sont en croissance sur les cinq continents.



Robot sous-marin  
de Perry Slingsby Systems

## RESSOURCES NAVALES

Avec 15 navires, le Groupe opère la flotte de navires de support de plongée, de construction et d'installation sous-marines qui sert de référence à notre industrie.

Au cours de l'année 2000, le Groupe a poursuivi sa stratégie visant à maintenir sa flotte à la pointe de la technologie et à conforter sa position de leader du marché. La construction du CSO Deep Blue, l'amélioration des capacités du CSO Constructor et la vente du CSO Installer et du Flexservice 1 sont des étapes clés de cette stratégie.

Des programmes de formation permanente permettent d'assurer la sécurité de nos hommes et que les compétences de chacun répondent aux besoins de chaque projet en mer. Notre personnel naval a la connaissance et le savoir-faire permettant de maintenir l'ensemble de nos navires aux standards requis (DNV et ISO 9001) et d'assurer ainsi à nos clients un service de premier ordre en terme de fiabilité.

La construction du CSO Deep Blue s'est effectuée en étroite collaboration

avec nos personnels offshore afin d'assurer son intégration rapide dans notre flotte ainsi qu'une formation spécifique pour nos équipes.

Après son importante amélioration réalisée en Europe, le CSO Constructor verra ses capacités élargies et deviendra un navire de support de construction sous-marine en mer profonde, comportant un carrousel situé sous le pont pour les conduites flexibles, des robots sous-marins télécommandés et

une grue d'une capacité de 300 tonnes. La fin des travaux d'amélioration est prévue pour le printemps 2001.

Ainsi, la flotte du Groupe soutient activement les opérations du Groupe dans toutes les régions du monde où les champs sous-marins d'hydrocarbures sont développés, de Terre Neuve au Canada, au détroit de Bass en Australie, en passant par la mer du Nord, le golfe du Mexique et l'Afrique de l'Ouest.

*1 000 jours sans incident  
pour le CSO Wellservicer*



## CSO : LE FOURNISSEUR GLOBAL DE SOLUTIONS EN MER PROFONDE. DEPUIS LA MEILLEURE OFFRE DE SOLUTIONS SPÉCIALISÉES JUSQU'À UNE OFFRE INTÉGRÉE, SELON LES BESOINS DES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES

La participation de CSO aux développements en mer profonde lui permet d'offrir à ses clients les meilleurs produits et services opérant jusqu'à 2 500 m de profondeur et au delà.

Le programme de Recherche et Développement du Groupe, centré sur les défis liés aux développements de champs d'hydrocarbures en mer et sous-marins, est soutenu par une solide équipe d'ingénierie d'amont, récemment renforcée début 2001, une interface globale avec nos implantations locales partout dans le monde, et des actifs solides pour proposer à nos clients les meilleures solutions économiques comment et où ils le souhaitent.

### LA PLUS LARGE EXPÉRIENCE DANS LES TECHNOLOGIES FLEXIBLES ET RIGIDES...

En 2000, les efforts du Groupe sur les développements en mer très profonde (2 500m) ont porté leurs fruits. Les technologies rigides et flexibles ont remporté de nombreux succès commerciaux en mer profonde, confirmant ainsi qu'il n'existe pas une solution unique aux défis de cette nouvelle frontière. C'est bien une gamme complète de solutions intégrées qui nous permet d'aider nos clients à aller toujours plus profond. Ainsi, début 2000, CSO a annoncé qu'il offrait la plus large gamme d'architectures de risers sous-marins pour les développements en mer profonde et ultra profonde.

Ces développements sont caractérisés par des contraintes techniques particulièrement complexes qui nécessitent une large gamme de technologies et solutions. CSO est aujourd'hui le seul fournisseur capable d'offrir, avec le même degré de compétence, des systèmes de conduites et de risers basés sur les deux principales solutions génériques que sont le rigide et le flexible.

Notre programme de Recherche et Développement, lancé en 1997 afin de coordonner toutes les innovations technologiques pour la mer profonde, livre maintenant au marché de nouvelles applications, telles ces architectures de risers qui représentent des alternatives dans certaines configurations de champs et dans certaines conditions techniques.



Experts mer profonde de CSO en séance de travail sur les avancées de la technologie flexible

## ...SOUTENUE PAR UNE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT ACTIVE, ET DE NOUVEAUX PRODUITS DISPONIBLES POUR NOS CLIENTS

En Recherche et Développement, l'équipe mer profonde du Groupe, a développé un concept de conduite flexible capable d'atteindre 2 500 m de profondeur, objectif fixé il y a 3 ans. Ce concept répond à trois défis : la résistance à l'écrasement, un poids suspendu réduit et le maintien du débit interne grâce à une nouvelle voûte de pression, des armures en fibre de carbone et un concept de ligne de production intégrée (IPB).

*Échantillon d'IPB*



Ces produits sont maintenant qualifiés et la phase d'industrialisation sera achevée en 2001.

### Nouveaux Matériaux pour les Carcasses

La sélection de nouveaux matériaux a également contribué à l'augmentation de la résistance à l'écrasement. Ils sont déjà utilisés, notamment au Brésil, où les conduites flexibles ont atteint des records du monde de profondeur, à 1 883 m, sur le champ de Roncador pour PETROBRAS.

### Conduites de Transfert de gaz liquéfié

CSO a également développé une conduite de transfert et de déchargement de gaz naturel liquéfié basé sur la technologie flexible, mais comprenant d'importantes innovations pour résister aux très basses températures des fluides.

### Risers caténaire en acier déroulés (RSCR) et conduites à double enveloppe (pipe-in-pipe)

Les technologies des risers caténaire en acier déroulés et des conduites à double enveloppe, lancées en 1999, ont vu leurs premiers débouchés commerciaux dans le golfe du Mexique pour BP et WILLIAMS. Ces technologies permettent d'atteindre les niveaux

d'isolation nécessaires pour permettre de garantir les débits de production nécessaires en mer profonde et très profonde, tout en étant économiques au niveau de l'installation. En parallèle, des travaux de développement sont en cours pour étendre les applications des risers caténaire en acier déroulé, particulièrement pour les aciers "plaqués", et pour améliorer encore les performances des pipe-in-pipe, avec introduction de chauffage actif

direct dans l'annulaire entre les deux enveloppes.

CSO est en pointe dans la conception de ces conduites flexibles et des architectures de risers qui seront déployées par son nouveau navire pour la mer profonde le CSO Deep Blue (voir encadré).



## Le CSO Deep Blue, Le système d'installation des développements en mer profonde

Le CSO Deep Blue, le plus grand navire de l'industrie spécialement conçu pour la pose et la construction en mer profonde, est la plus récente addition à la flotte de CSO.

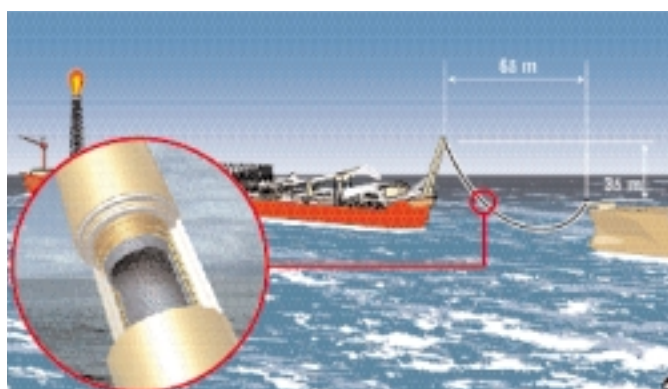
Né du vaste programme de Recherche et Développement du Groupe, il offre à nos clients des capacités techniques uniques et économiques pour leurs développements de champs en mer profonde et très profonde ou dans des environnements difficiles. Le navire livré en Corée après le succès de ses essais en mer, sera opérationnel mi-2001.

Ce navire monocoque sera le fleuron d'une flotte, dont les capacités et l'expérience de ses équipes ont permis à CSO de battre régulièrement des records du monde de profondeur au large du Brésil (le Sunrise 2000 pour la pose de flexibles et le CSO Apache pour les conduites rigides déroulées). Il a été conçu pour offrir les dernières avancées technologiques de CSO, et pour répondre aux enjeux techniques de ses clients souhaitant développer leurs champs profonds et très profonds au meilleur coût. Ce navire est particulièrement bien adapté au golfe du Mexique, au Brésil, à l'Afrique de l'Ouest et à des exigences telles que celle de la mer du Nord, grâce à sa capacité de tensionnement unique et une grande capacité de stockage et d'installation pour une très large gamme de conduites, et enfin grâce à sa vitesse de transit.

Ce navire polyvalent est dédié aux développements en mer profonde et à l'installation de tous types de conduites, flexibles et rigides, conduites statiques et dynamiques et ombilicaux dans des profondeurs d'eau de 75m à 2 500m.

Un autre élément clé de ce navire est sa capacité à poser des conduites rigides caténaire en acier déroulé (RSCRs) et des risers caténaire hybrides (HCRs).

Au cours de l'été 2001, le CSO Deep Blue opérera dans les eaux profondes du golfe du Mexique pour le compte de WILLIAMS.



*Conduite de transfert  
et de déchargement  
de gaz naturel liquéfié (LNG)*

## UNE INGÉNIERIE D'AMONT OFFRANT DES SOLUTIONS INNOVANTES ET ÉCONOMIQUES AUX COMPAGNIES PÉTROLIÈRES

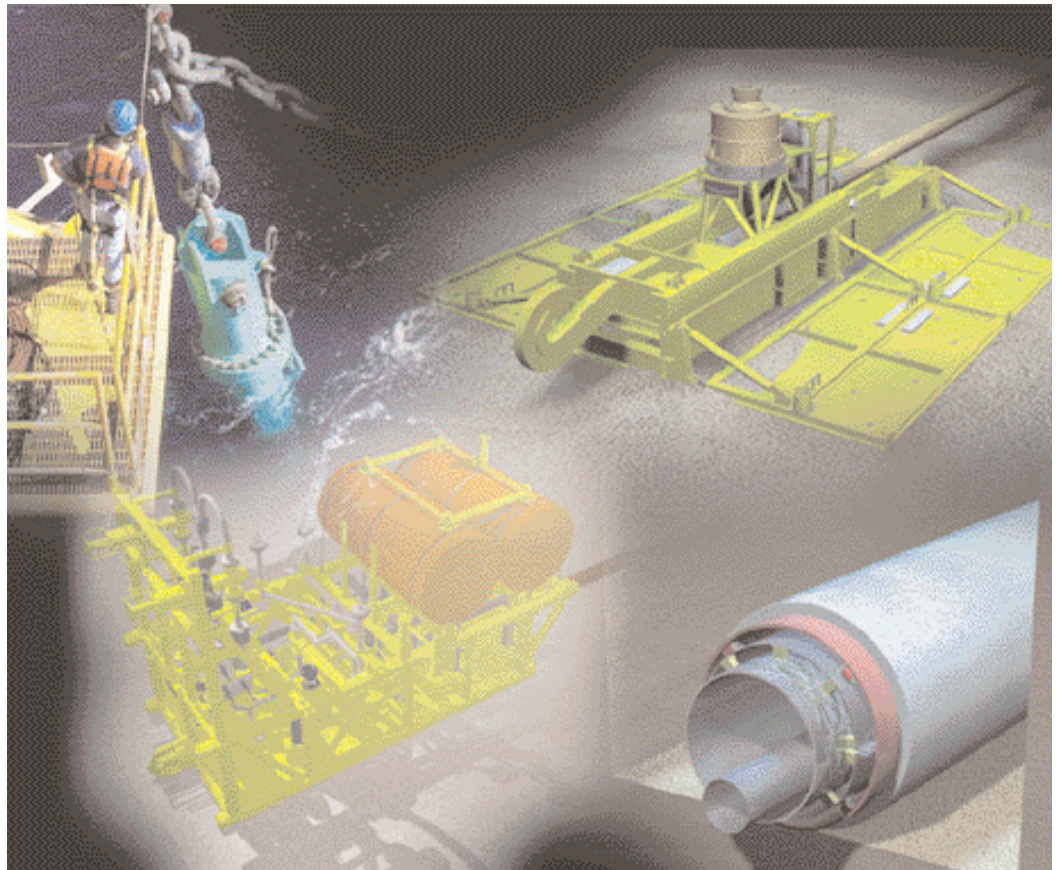
### Division développement de champs en mer profonde

Cette Division, lancée par CSO en mars 1999, est en liaison permanente avec nos clients et leur propose des solutions innovantes et économiques dès le stade le plus précoce de leurs projets de développement en mer profonde.

Au sein de la Division, les services d'ingénierie d'amont et d'ingénierie conceptuelle sont proposés par RJ Brown Deepwater (RJBD), depuis avril 2000, suite à l'acquisition par le Groupe de cette activité d'ingénierie basée à Houston.

Les services de RJBD vont de l'architecture de champs sous-marins à la conception de détail, et des études de trajectoire et tests thermiques à la direction de projet.

RJBD offre la gamme complète des solutions de lignes en faisceau, conduites statiques et dynamiques,



et lignes d'export. Celles-ci peuvent être flexibles, rigides ou en combinaison hybride et intégrer des éléments d'isolation passive ou de chauffage actif.

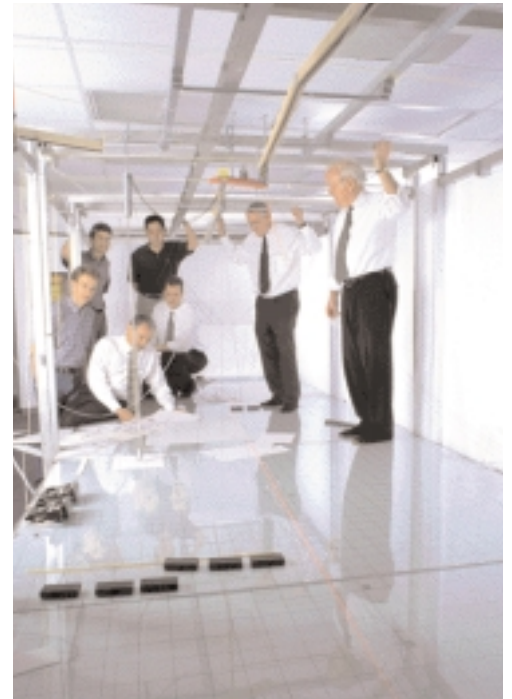
RJBD propose, de façon indépendante, les meilleures solutions pour tous les projets. Elle s'appuie sur l'expertise d'ingénierie et l'expérience de gestion de projet de CSO, afin d'offrir des solutions éprouvées avec une évaluation précise des coûts et des risques.

En 2000, RJBD a fourni des services d'ingénierie d'amont à EXXON MOBIL et TOTALFINAELF pour des développements dans le golfe du Mexique et dans d'autres régions du monde.

La Division Mer Profonde intervient également sur de nombreux projets du Groupe, en particulier

dans les appels d'offres d'ingénierie conceptuelle, lorsque les compagnies pétrolières demandent aux entreprises de proposer leurs meilleurs concepts et leurs propositions de coût pour des développements profonds particulièrement complexes.

En 2000, CSO a participé aux compétitions de design pour les parties "conduites statiques et dynamiques" de projets en Afrique de l'Ouest (EXXON Kizomba) et au Brésil (ENTERPRISE Bijupira-Salema).



*Une approche pratique  
de l'architecture de champs  
en 3 Dimensions  
chez RJBD à Houston.*





Structure flottante SPAR de CSO Aker Maritime dans le golfe du Mexique

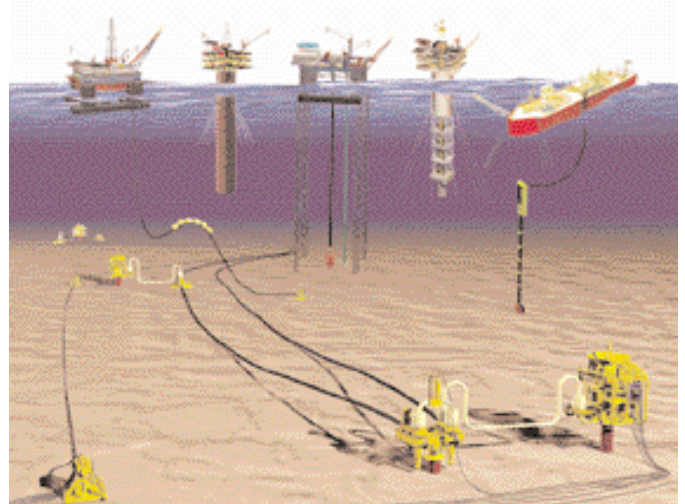
### De fortes capacités d'ingénierie d'amont renforcées début 2001

Après l'acquisition de la Division Mer Profonde d'Aker Maritime, et notamment des unités d'ingénierie Genesis et CSO Aker Ingeniering Inc., le Groupe CSO offre dorénavant des services globaux d'ingénierie d'amont et de concept couvrant l'ensemble du développement d'un champ. Ces services comportent des études comparatives des solutions au stade conceptuel, basées sur leur évaluation économique et les techniques de gestion des risques, des études d'architecture de champ et des études d'amont, portant sur les structures flottantes de production, les conduites statiques et dynamiques et les équipements sous-marins, ainsi que la direction de projet pour des développements intégrés, tels les raccordements de champs.

Ces services sont soutenus par une expertise de premier ordre en matière de process, d'architecture navale et de maintien du débit, et par des technologies propres, pour la conception des SPARs et d'autres structures flottantes de production, ainsi que dans les risers tendus en fête qui y sont associés. Cette expertise vient compléter la gamme déjà existante de CSO en matière d'ingénierie, de produits et d'installation.

Au total, le Groupe emploie plus de 500 spécialistes en ingénierie d'amont à travers le monde, avec deux bases principales à Londres et à Houston. Elles proposent une expertise unique spécifiquement au service des développements en mer profonde et ultra profonde.

### DES ACTIFS ET CAPACITÉS COMBINÉS POUR OFFRIR DES SOLUTIONS INTÉGRÉES SELON LES BESOINS



Nouvelle gamme de solutions du Groupe CSO

Les capacités et les actifs de CSO lui ont permis de remporter un important contrat intégré pour la conception, la fourniture, l'installation et la mise en service des conduites d'export reliant les champs Boomvang\* et Nansen\*, situés par 1 100 mètres de fond, à une plate-forme installée dans le région de Galveston, dans le golfe du Mexique pour WILLIAMS Field Services. Ce contrat comprend la gestion de projet, l'ingénierie et l'installation de plus de 160km de conduites rigides et de risers caténaires en acier (SCRs), de 12 à 18 pouces de diamètre,

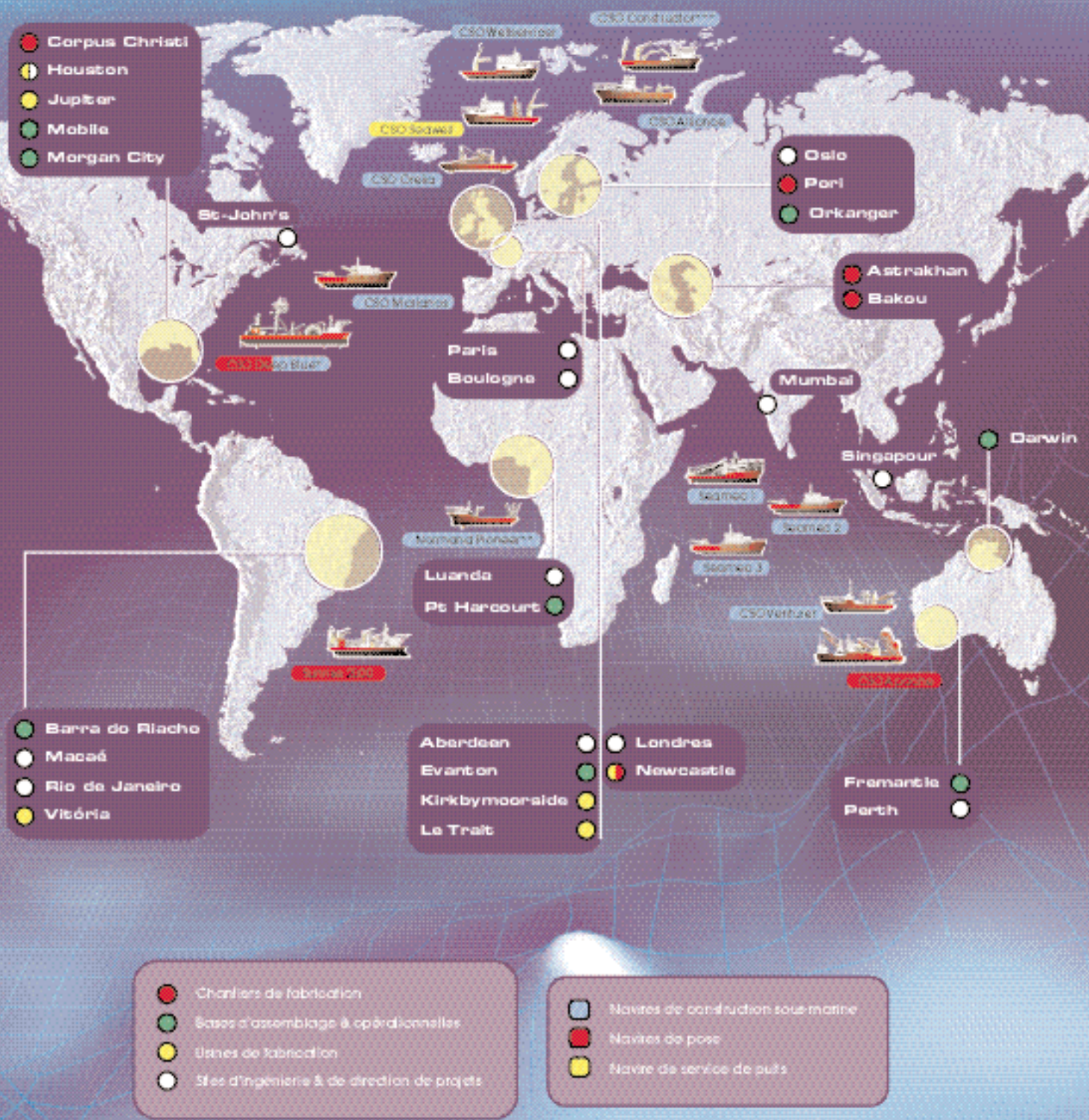
ainsi que leur raccordement aux plates-formes SPAR des deux champs à l'aide des SCRs. CSO installera également toutes les structures sous-marines associées. La conception du système de conduites sera réalisée par RJ Brown Deepwater Inc., une autre filiale de CSO basée à Houston. Par ailleurs, le projet fera appel au nouveau navire de pose et de construction sous-marine en mer profonde du Groupe, le CSO Deep Blue, qui déploiera ses capacités uniques, spécialement conçues pour les développements en mer profonde. Ce contrat bénéficiera de l'expertise et de l'expérience de CSO Inc. dans la conception et la pose de risers caténaires en acier, et dans l'installation de conduites en mer profonde. Il s'ajoute à d'autres projets de pose de conduites en acier, de risers flexibles et de flowlines récemment remportés par CSO Inc. dans le golfe du Mexique.



\* La conception et la fabrication des coques et des ancrages des deux SPARs prévues pour les champs de Boomvang et Nansen ont été attribués par KERR Mc GEE à la Division Mer Profonde d'Aker Maritime au cours de l'année 2000. Les coques sont en cours de fabrication dans le chantier de la Division Mer Profonde de CSO Aker à Pori, en Finlande.

Le CSO Deep Blue à Ulsan, en Corée, après ses essais en mer et avant l'installation de sa rampe de pose en Hollande

# IMPLANTATION INTERNATIONALE DU GROUPE AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2001



\* Opérationnel en 2001. \*\* Mobilément de long terme. \*\*\* Actuellement en cours d'opération

# INFORMATIONS FINANCIÈRES

## BOURSE

Une partie du capital de Coflexip est cotée sur le Nasdaq de New York depuis le 17 novembre 1993 sous forme d'ADS\* (American Depositary Shares). Le symbole de Coflexip est CXIPY sur le Nasdaq. Les actions ordinaires de Coflexip sont cotées au Premier Marché à Règlement Mensuel de la Bourse de Paris (symbole : CFI FP) et négociées sur ce marché depuis le 8 décembre 1994.

Le nombre moyen d'actions ordinaires s'est élevé à 18 891 262 en 2000.

Au 29 décembre 2000, l'ADS valait 62,875 USD sur le Nasdaq et une action valait 135,4 EUR (soit 888 FRF) à la Bourse de Paris.

\*Chaque ADS représente la moitié d'une action ordinaire. Le 10 avril 2001, l'ADS valait 70,65 USD sur le Nasdaq, et la valeur d'une action 157,5 EUR à la bourse de Paris.

## CAPITAL

Au 31 décembre 2000, le capital de Coflexip était composé 18 685 769 actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 1,60, soit un montant de EUR 29 897 230,4 (soit FRF 195 112 975,6).

## DIVIDENDE

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Mixte la mise en paiement d'un dividende net de 1,16 euro par action payable en numéraire le 5 juin 2001.

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2001

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires se tiendra le 29 mai 2001 à 10 heures au : Centre de Conférence Etoile Saint-Honoré - 21-25, rue Balzac - 75008 Paris.

## COMMUNICATION FINANCIÈRE

Un exemplaire du Rapport Annuel comportant les états financiers, le 20 F requis par la Securities and Exchange Commission (SEC) et le Rapport sur l'exercice 2000 visé par la Commission des Opérations de Bourse (COB), ainsi que toute la documentation disponible sur le Groupe seront adressés gratuitement sur demande écrite envoyée au : Responsable relations actionnaires et investisseurs

Miranda Weeks

Tel. : (33) 1 40 67 60 42

e-mail : miranda.weeks@coflexip.com

23, Avenue de Neuilly - 75116 Paris, France.

## AUTRES INFORMATIONS

Pour obtenir toutes informations relatives au paiement des dividendes aux porteurs d'ADSs, à l'achat ou à la vente d'ADSs, ainsi qu'au régime fiscal qui leur est applicable, il convient de s'adresser à la banque dépositaire de Coflexip : The Bank of New York, 101 Barclay Street, NY 10286, Etats-Unis, Tél. : 212 815 2207, Fax : 212 571 3050.

## COMMISSAIRES AUX COMPTES

Ernst and Young Audit, 4, rue Auber, 75009 Paris, France.

Amyot Exco Audit, Membre de Grant Thornton International, 104, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, France.

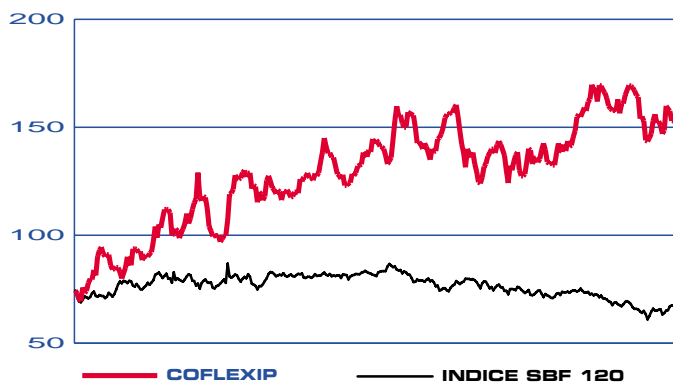
## CABINET D'AVOCATS-CONSEILS

Barbé-Carpentier-Thibault-Groener, 14, av. Gourgaud, 75017 Paris, France.

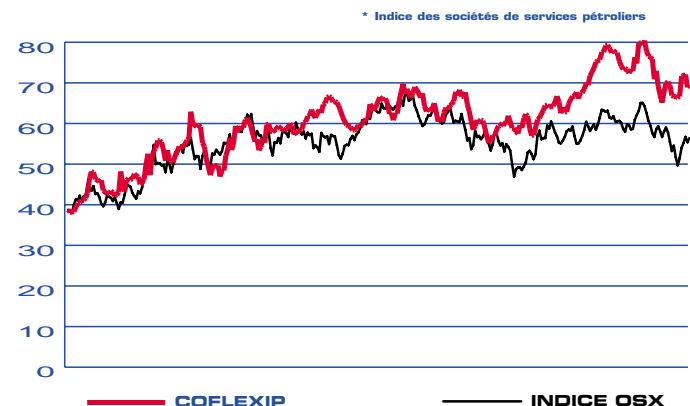
## Actionnariat au 31 décembre 2000

	Nombre d'actions	Pourcentage d'actions
<b>Atofina</b>	508 521	2,72
<b>Isis</b>	3 238 356	17,33
<b>Technip</b>	5 518 195	29,53
<b>Autocontrôle</b>	49 615	0,27
<b>Public</b>	9 322 011	49,89
<b>FCP Salariés</b>	49 061	0,26
<b>Total</b>	18 685 769	100,00

## Évolution du titre Coflexip (Premier Marché : CFI FP) en comparaison avec l'indice SBF 120 du 3 janvier 2000 au 12 avril 2001



## Évolution du titre Coflexip (Nasdaq : CXIPY) en comparaison avec l'indice OSX\* du 3 janvier 2000 au 12 avril 2001



## GLOSSAIRE

**EPCI** : Engineering, Procurement, Installation, Commissioning (Ingénierie, Approvisionnement, Installation, Mise en service). Un contrat EPCI ou "clé en main" couvre toutes les phases de la conception à la réception finale d'un système sous-marin. Ce contrat peut être signé pour tout ou partie du développement d'un champ sous-marin.

**Flexible flowline** : conduite flexible posée au sol. Conduite flexible reposant sur le fond marin pour le transport des fluides de production ou d'injection. Il s'agit généralement d'une conduite raccordant une structure sous-marine (tête de puits, base de raccordement, collecteur ou base de conduites montantes) à une autre structure sous-marine ou un équipement de production. Sa longueur varie de quelques centaines de mètres à plusieurs kilomètres, son diamètre interne variant de 4 à 19 pouces.

**FPSO** : Floating, Production, Storage and Offloading (support flottant de production, stockage et transfert). Navire converti ou unité flottante spécifique servant à traiter le gaz ou le pétrole brut, et au stockage temporaire du pétrole avant transfert à terre.

**FPU** : Floating Production Unit (unité flottante de production).  
Unité flottante de type navire ou plate-forme semi-sous-marine servant à traiter et exporter le gaz ou le pétrole brut.

**IPB** : Integrated Production Bundle : Ligne de production intégrée  
Type de conduite flexible brevetée par CSO et basée sur la technologie éprouvée de l'ISU®, intégrant à la fois un système de chauffage actif et une isolation thermique passive. Permet d'assurer un écoulement constant dans des conditions difficiles.

**IRM** : Inspection, Repair and Maintenance (inspection, réparation et maintenance).  
Terme générique décrivant les activités d'inspection et de maintenance des installations offshore et des infrastructures sous-marines.

**Jumper** : Conduite flexible de courte longueur utilisée pour raccorder une conduite à une structure sous-marine ou pour connecter deux structures sous-marines proches l'une de l'autre.

**MJ-Lay** : Système modulaire de pose verticale de conduite rigide, breveté par CSO. Ensemble de modules facile à transporter et à déployer sur un navire à positionnement dynamique, permettant la pose

de conduites rigides de 4 à 14 pouces de diamètre par 1500 m de fond.

**Moonpool** : Puits central. Puits dans un navire ou une plate-forme, permettant des opérations de forage, de pose de conduite ou de déploiement d'équipement. Plusieurs navires CSO en sont équipés, notamment pour permettre l'utilisation du VLS ou du MJ-Lay.

**Offshore** : En mer par opposition à onshore, à terre.

**Pipe-in-pipe** : Conduite à double enveloppe.  
Assemblage de 2 tubes en acier comprenant une conduite centrale de production entourée par une conduite-enveloppe. L'espace entre les deux conduites peut être rempli d'un isolant thermique. Ce dernier étant protégé de la pression externe par la conduite-enveloppe, des matériaux à hautes caractéristiques peuvent être utilisés.

**Reeled Pipe** : rigide déroulé.  
Technique de pose de conduites rigides. Des tronçons d'environ 1 km de conduite rigide sont assemblés à terre puis enroulés sur une bobine de pose installée sur un navire puis re-déroulés sur le fond marin après transit jusqu'à la zone de pose permettant ainsi une pose à coût réduit, aucune soudure n'étant faite en mer.

**ROV** : Remotely Operated Vehicle (sous-marin télécommandé).  
Sous-marin télécommandé depuis un navire ou une plate-forme, et équipé de bras manipulateurs. Système utilisé pour réaliser des opérations sous-marine simples.

**SCR** : Steel Catenary Riser (conduite montante rigide en chaînette).  
Conduite montante rigide suspendue à une unité flottante et connectée horizontalement sur le fond marin en adoptant une forme de chaînette comme dans le cas d'une conduite flexible. En raison de la courbure imposée à la conduite, ce type de configuration n'est réalisable que pour de grandes longueurs en mer profonde.

**RSCR** : Riser caténaire en acier déroulé.  
SCR installé par CSO grâce à sa méthode de pose de rigide déroulé qui, comparée aux méthodes classiques d'installation, garantit une solution de haute qualité et un temps réduit d'installation.

**HCR** : Riser caténaire hybride. Nouvelle configuration de risers constituée de deux sections de conduite flexible (au sommet et à la base) et d'une conduite rigide (au centre).

**SPAR** : Type de Flotteur de forme "colonne", à grand tirant d'eau, particulièrement bien adapté aux grandes profondeurs, permettant le forage, l'utilisation de risers verticaux tensionnés et de puits secs.

**Subsea technology** : technologie sous-marine.  
Terme générique regroupant tous les produits et services utilisés pour l'installation et le fonctionnement de puits sur le fond marin.

**Teta wire** : fil Teta  
Fil breveté en forme de T utilisé dans les conduites flexibles pour résister aux efforts radiaux dus à la pression interne, surtout recommandé pour les applications haute pression et les environnements difficiles.

**Tie-back** : Connexion d'un champ satellite aux infrastructures d'un champ principal voisin.

**TLP** : Tension Leg Platform (plate-forme à câbles tendus)  
Unité de production flottante ancrée par des câbles tendus qui limitent les mouvements verticaux dus à la houle. Permet la présence de têtes de puits en surface, sur la plate-forme.

**Ombilical** : Assemblage de canalisations hydrauliques, de câbles électriques et optiques. Ce type d'assemblage est utilisé pour le contrôle des installations sous-marines et des ROV.

**Rigide 13 % chrome** : Conduite rigide acier contenant 13 % de chrome offrant une meilleure résistance à la corrosion que les aciers au carbone, à un prix très inférieur à celui des alliages classiques anti-corrosion (Duplex, Super Duplex).

**Well servicing** : intervention sur puits.  
Interventions sur les puits à partir d'une plate-forme ou d'un navire à positionnement dynamique.

Ce Rapport Annuel est une publication  
du Département Communication  
du Groupe Coflexip Stena Offshore,  
23, avenue de Neuilly - 75116 Paris - France  
Tel. : + 33 1 40 67 60 74 - Fax : + 33 1 40 67 60 03

Photographes : J. Bodère, A. Papillon, X -  
Imprimé en France - Avril 2001

Le Rapport Annuel 2000  
du Groupe Coflexip Stena Offshore  
est composé de deux documents :  
le Rapport Annuel et le Rapport sur l'Exercice.

# GROUPE COFLEXIP STENA OFFSHORE

## PRINCIPALES ADRESSES AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2001



COFLEXIP  
GROUPE COFLEXIP STENA OFFSHORE

### SIÈGE SOCIAL

**Coflexip Stena Offshore**  
23, Avenue de Neuilly  
75116 Paris - France  
T : +33 1 40 67 60 00 - F : +33 1 40 67 60 03

### EUROPE

#### Finlande

**CSO Aker Rauma Offshore OY (Finland)**  
Pripoli, Building B - P.O. Box48  
28601 PORI  
T : +358 2 528 2811 - F : +358 2 528 2819

#### Mäntyluoto Works OY

28880 PORI  
T : +358 2 528 2411 - F : +358 2 528 2419

#### Ancienne Union Soviétique

**CSO Aker Maritime Offshore Ltd**  
Nizami St. 137/102  
370010 Baku - Azerbaijan  
T : +994 12 98 33 26 - F : +994 12 98 95 80

#### France

**Coflexip Stena Offshore International**  
88 ter, Avenue du Général Leclerc  
92100 Boulogne Billancourt  
T : +33 1 47 12 80 00  
F : +33 1 47 12 80 69

#### Coflexip Stena Offshore

22, Rue Jean Huré  
BP N°7  
76580 Le Trait  
T : +33 2 35 05 50 00  
F : +33 2 35 37 49 60

#### Coflexip Stena Offshore

*Drilling and Refining Applications (DRAPS)*  
22, Rue Jean Huré  
BP N°7  
76580 Le Trait  
T : +33 2 35 05 50 00 - F : +33 2 35 37 49 60

#### Norvège

**Coflexip Stena Offshore Norge AS**  
Holtet 45, 1368 Stabekk  
Po Box 193  
1321 Stabekk  
T : +47 67 58 85 00 - F : +47 67 58 85 85

#### Coflexip Stena Offshore Norge AS

Orkanger Spoolbase  
Grønøra Industriområde  
7301 Orkanger  
T : +47 72 46 60 00  
F : +47 72 46 60 01

#### Royaume-Uni

**Coflexip Stena Offshore Ltd**  
Stena House- Entreprise Drive  
Westhill  
Aberdeenshire AB32 6TQ  
T : +44 1224 744 044  
F : +44 1224 744 038/9

#### Coflexip Stena Offshore Ltd

Greybrook House  
28 Brook Street  
London W1Y 1AG  
T : +44 20 7495 4585  
F : +44 20 7491 2210

#### Coflexip Stena Offshore Ltd

Evanton Spoolbase  
Highland Deephaven  
Industrial Estate - Evanton  
Ross-Shire IV16 9XJ  
T : +44 1349 863 336  
F : +44 1349 830 959

#### Duco Ltd

Walker Riverside  
Nelson Road - Walker  
Newcastle-Upon-Tyne  
NE6 3NL  
T : +44 191 295 0303  
F : +44 191 295 0842

#### Perry Slingsby Systems Ltd

Ings Lane  
Kirkbymoorside  
York YO62 6EZ  
T : +44 1751 431 751  
F : +44 1751 431 388

#### McNulty Offshore Ltd

Commercial Road - South Shields  
Tyne & Wear NE33 1RZ  
T : +44 191 401 5800  
F : +44 191 401 5802

#### Genesis Oil & Gas Consultants Ltd

262 High Holborn  
London, WC1V 7NA  
T : +44 207 611 5555  
F : +44 207 611 5550

### AFRIQUE

#### Angola

**Angoflex**  
Rua Major Kanhangulo,  
134 - "Casa Inglesa", 2e Andar  
Caixa Postal 1214  
Luanda  
T : +244 2 33 71 84  
F : +244 2 33 56 02

### AMÉRIQUES

#### Brésil

**Brasflex Tubos Flexiveis Ltda**  
Rua Da Gloria 290 - 7º Andar - Glória  
CEP 20241-180 - Rio de Janeiro - RJ  
T : +55 21 3806 4334  
F : +55 21 509 16 48 / 507 2251

#### Marflex Navegação Ltda

Sigma Importação e Exportação Ltda  
Rua Maria Braga Lima, 62 - Cajueiro  
CEP 27915-220 - Macaé - RJ  
T : +55 24 763 3900  
F : +55 24 772 69 19/7545

#### Flexibras Tubos Flexiveis Ltda

Sigma Importadora e Exportadora Ltda  
Siga Jurema Barroso, 35 - Ilha Do Principe  
CEP 29020-490 - Vitória - ES  
T : +55 27 331 34 44  
F : +55 27 322 61 33

#### Canada

**Coflexip Stena Offshore Newfoundland Ltd**  
Suite 906, Scotia Centre  
235 Water Street  
St-John's - NF A1C1B6  
T : +1 709 724 1852  
F : +1 709 724 1855

#### États-Unis

**Coflexip Stena Offshore, Inc.**  
7660 Woodway - Suite 390  
Houston  
Texas 77063  
T : +1 713 789 8540  
F : +1 713 789 7367

#### Coflexip Stena Offshore, Inc.

Mobile Spoolbase  
7323 Dauphin Island Parkway  
Theodore  
Alabama

#### RJ Brown Deepwater, Inc.

7001 Corporate Drive  
Suite 200  
Houston  
Texas 77036  
T : +1 713 596 4300  
F : +1 713 596 4350

#### Duco Inc.

Coflexip Stena Offshore Inc. - Draps  
Umbilical Factory  
16661 Jacintoport Boulevard  
Houston  
Texas 77015  
T : +1 281 457 9300  
F : +1 281 457 1537

#### Perry Slingsby Systems Inc.

821 Jupiter Park Drive  
Jupiter Florida 33458  
T : +1 561 743 7000  
F : +1 561 743 1313

#### CSO Aker Engineering, Inc. {1}

#### CSO Aker Marine Contractors, Inc. {2}

#### CSO Aker Maritime, Inc. {3}

11700 Old Katy Road,  
#150 Houston, Texas 77079  
T : +1 281 870 1111  
(1) F : +1 281 588 8982  
(2) F : +1 281 531 1291  
(3) F : +1 281 588 7599

#### Gulf Marine Fabricators

P.O. Box 3000 - 1982 FM 2725  
Aransas Pass, Texas 78336  
T : +1 361 776 7551  
F : +1 361 776 7245

### ASIE PACIFIQUE

#### Australie

**Coflexip Stena Offshore Asia Pacific Pty Ltd**  
PMB N°10  
2 Birksgate Road - North Fremantle  
6159 Western Australia  
T : +61 89 431 8500 - F : +61 89 430 8520

#### CSO Aker Maritime Pty Ltd

Level 6, 2 Mill St - Perth  
6000 Western Australia  
T : +61 89 320 0100 - F : +61 89 320 0180

#### Inde

**CSO CBV / CSO (INDIA) Private Ltd**  
401 404, 4th Floor  
The Eagles Flight  
Off Andheri Kurla Road  
Andheri (East)  
Mumbai - 400 093  
T : +91 22 826 4178/70/72/74  
F : +91 22 826 4176

#### SEAMEC Ltd

(South East Asia Marina Engineering & Construction Ltd)  
401 404, 4th Floor  
The Eagles Flight  
Off Andheri Kurla Road  
Andheri (East)  
Mumbai - 400 093  
T : +91 22 826 4160/63/65/67/69  
F : +91 22 826 4158

#### Singapour

**Coflexip Stena Offshore Singapore Pty Ltd**  
Loyang offshore Supply Base  
Box 5161, Jetty Drive - Loyang Crescent  
Singapore 508988  
T : +65 546 9100 - F : +65 546 9122

# COFLEXIP STENA OFFSHORE

RAPPORT SUR L'EXERCICE 2000



COFLEXIP

GRUPE COFLEXIP STENA OFFSHORE

## SOMMAIRE

<b>I. COFLEXIP EN 2000 : ACTIVITE ET RESULTATS EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR</b>	<b>3</b>	<b>II. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT COFLEXIP ET SON CAPITAL</b>	<b>31</b>
<b>I.1. Organisation du Groupe et description des principales activités de Coflexip au 31/12/2000</b>	<b>3</b>	<b>II.1. Renseignements de caractère général concernant Coflexip</b>	<b>31</b>
Solutions pour le développement des champs sous-marins d'hydrocarbures	3	II.1.1. Dénomination sociale, siège social	31
<b>I.2. Présentation de la société et du Groupe</b>	<b>6</b>	II.1.2. Forme juridique de Coflexip	31
I.2.1. Historique et évolution du Groupe	6	II.1.3. Législation s'appliquant à Coflexip	31
I.2.2. Organigramme des principales sociétés du Groupe	7	II.1.4. Date de constitution et durée	31
<b>I.3. Coflexip en 2000 : l'activité</b>	<b>8</b>	II.1.5. Objet social (Article 2 des statuts)	31
I.3.1. Evolution par branches d'activités	8	II.1.6. Registre du commerce et des sociétés - Code APE	31
I.3.2. Ventilation des ventes aux tiers	11	II.1.7. Lieux où peuvent être consultés les documents juridiques relatifs à Coflexip	31
I.3.3. Moyens immobiliers, industriels et navals	13	II.1.8. Exercice social	32
I.3.4. Caractéristiques de l'activité - Relations entre Coflexip et certains clients et fournisseurs - Brevets	14	II.1.9. Répartition statutaire des bénéficiaires (Article 20 des statuts)	32
I.3.5. Litiges	15	II.1.10. Assemblées générales - Mode de convocation - Forme des actions - Droits de vote multiples - Seuils statutaires	32
I.3.6. Effectifs	15	<b>II.2. Renseignements de caractère général concernant le capital</b>	<b>32</b>
I.3.7. Recherche et développement - Principaux investissements	16	II.2.1. Conditions de modification du capital social	32
I.3.8. Création de sociétés	17	II.2.2. Montant du capital social	32
I.3.9. Caractéristiques de l'activité des principales filiales	17	II.2.3. Capital autorisé mais non émis - Engagement d'augmentation de capital	33
<b>I.4. Coflexip : les résultats</b>	<b>17</b>	II.2.4. Parts de fondateurs, certificats de droits de vote	33
I.4.1. Résultats financiers du Groupe	17	II.2.5. Autorisation d'opérer en bourse sur ses propres actions	33
I.4.2. Résultats de la société mère Coflexip	26	<b>II.3. Répartition actuelle du capital et des droits de vote</b>	<b>33</b>
<b>I.5. Evolution récente - Perspectives d'avenir</b>	<b>28</b>	II.3.1. Répartition du capital au 31 décembre 2000	33
I.5.1. Evolution récente	28		
I.5.2. Perspectives d'avenir	28		
I.5.3. Risques de marché	29		

II.3.2. Modifications de la répartition du capital au cours des trois dernières années - Evolution du capital au cours des cinq derniers exercices	34	III.2.2. Options de souscription ou d'achat d'actions	43
II.3.3. Participation des salariés au capital	36	III.2.3. Participation détenue par des membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif	44
<b>II.4. Titres donnant accès au capital de la société</b>	<b>36</b>	III.2.4. Opérations conclues entre Coflexip et ses dirigeants	44
II.4.1. Obligations convertibles en actions - Obligations remboursables en actions	36	III.2.5. Prêts et garanties accordés aux dirigeants	44
II.4.2. Plans d'options de souscription d'actions	36	<b>III.3. Schéma d'intéressement du personnel</b>	<b>44</b>
<b>II.5. Marché des titres de Coflexip</b>		III.3.1. Contrats d'intéressement, participation et prime de résultat	44
II.5.1. Places de cotation	36	III.3.2. Options de souscription ou d'achat d'actions	45
II.5.2. Volumes traités en titres et en capitaux	37	<b>IV. ETATS FINANCIERS 2000</b>	<b>46</b>
<b>II.6. Dividendes versés lors des cinq derniers exercices - Dividende relatif à l'exercice 2000</b>	<b>39</b>	IV.1. Etats financiers consolidés au 31 décembre 2000	46
II.6.1. Dividendes des cinq derniers exercices	39	IV.2. Informations financières résumées sur la société mère	75
II.6.2. Dividende relatif à l'exercice 2000	39	<b>V. RESPONSABLE DU PRESENT DOCUMENT ET RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES</b>	<b>79</b>
II.6.3. Délais de prescription des dividendes	39	V.1. Responsable du présent document	79
<b>III. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE GESTION</b>	<b>40</b>	V.2. Attestation du responsable du présent document des comptes	79
<b>III.1. Conseil d'Administration - Comité Exécutif - Comité de Direction</b>	<b>40</b>	V.4. Table de correspondance	80
III.1.1. Conseil d'Administration (au 20 mars 2001)	40		
III.1.2. Censeurs	41		
III.1.3. Réunions du Conseil d'Administration	41		
III.1.4. Comités au 23 mars 2001	42		
III.1.5. Comité Exécutif	42		
III.1.6. Comité de Direction	42		
<b>III.2. Intérêts dans le capital de l'émetteur et rémunération des dirigeants</b>	<b>43</b>		
III.2.1. Rémunérations des membres du Conseil d'Administration et du Comité de Direction versées au cours de l'exercice 2000	43		



# I. COFLEXIP EN 2000 : ACTIVITE ET RESULTATS - EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

## I.1. ORGANISATION DU GROUPE ET DESCRIPTION DES PRINCIPALES ACTIVITES DE COFLEXIP AU 31/12/2000

### SOLUTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT DES CHAMPS SOUS-MARINS D'HYDRO- CARBURES

Coflexip est l'une des rares sociétés parapétrolières au monde offrant aux compagnies pétrolières, au plan international, une gamme complète de produits et services sous-marins intégrés. Sa stratégie, basée sur la différenciation technologique, lui permet de proposer à ses clients les meilleures solutions en terme d'innovation, de qualité, de prix et de rapidité, en particulier en mer profonde, dans un contexte de plus en plus compétitif. Cette différenciation repose essentiellement sur un solide programme pluri-annuel de Recherche et Développement au plan mondial et une politique de protection de ses innovations. Les schémas contractuels de Coflexip sont diversifiés et permettent d'offrir localement à ses clients, et selon leurs besoins, des contrats clés en main au forfait, des contrats de fourniture ou des contrats de services offshore et sous-marins. Les besoins des opérateurs pétroliers pour les produits et services de Coflexip proviennent de leur décision d'investir dans des développements en mer, elle-même influencée par les prix du pétrole et du gaz, l'importance des découvertes dans le sous-sol marin, les conditions économiques et politiques locales et internationales, et la capacité des compagnies à financer leurs investissements.

#### ***Événement post-clôture:***

Aboutissement de sa stratégie de développement établie en 1996, Coflexip a annoncé le 30 octobre 2000 son intention d'acquérir la Division Mer Profonde du groupe norvégien Aker Maritime, basée à Houston, acquisition finalisée le 4 janvier 2001. Coflexip vient ainsi d'intégrer des capacités reconnues en matière d'ingénierie pour l'architecture et les études conceptuelles des champs pétroliers en mer, de renforcer sa présence géographique dans les marchés de mer profonde (particulièrement dans le golfe du Mexique), et d'étendre considérablement la gamme de ses produits et services, tels les supports de production en mer (plates-formes SPAR, systèmes flottants de production, etc.). A son expertise dans les liaisons sous-marines et fond-surface, Coflexip ajoute donc celle des structures de production flottantes

en mer (offshore) et d'ingénierie de champs. Coflexip devient ainsi le groupe mondial de référence capable d'offrir la gamme complète des solutions de développement de champs en mer profonde.

#### ***A) CONTRATS INTEGRES ET SERVICES OFFSHORE***

##### ***Gestion de projets clés en main et services d'ingénierie***

Grâce à son offre intégrée et à son organisation fondée sur des équipes de gestion de projets locales, Coflexip se voit de plus en plus confier par ses clients des projets clés en main ou EPIC (Ingénierie, Fourniture, Installation et Mise en service) afin d'assurer la mise en production d'un champ sous-marin. Ces projets sont souvent à exécution rapide (fast track).

Les solutions clés en main du Groupe comprennent l'ingénierie et la gestion de projet, les travaux d'installation offshore, la mise en route, la maintenance et l'abandon des champs (structures sous-marines et de surface). Coflexip conçoit, fabrique et installe des systèmes de conduites flexibles, rigides déroulées ou rigides (pose en J) sous-marines, des liaisons fond-surface (risers), des ombilicaux (thermoplastiques et rigides) et des robots sous-marins télécommandés.

Coflexip peut également assurer des services d'ingénierie et de gestion de projet en tant que leader d'un consortium de sociétés de services, tout en assurant ses propres prestations. Par ailleurs, le Groupe est régulièrement choisi comme partenaire au sein d'alliances de contracteurs à qui sont confiés le développement clés en main de champs importants.

A la suite de l'entrée du groupe d'ingénierie Technip dans son capital en avril 2000 (29,8%), Coflexip a conclu une alliance stratégique avec cet actionnaire en vue de signer ensemble, et selon la convenance de leurs clients des contrats intégrés de développement de champs en mer que les deux groupes n'auraient pu conclure séparément. L'acquisition par Coflexip de la Division Mer Profonde en janvier 2001 renforce encore la capacité de la société à proposer aux compagnies pétrolières, qui le lui sous-traite, des parts importantes de l'ingénierie de développement de leurs champs pétroliers en mer. Cette capacité à répondre à leur demande au plan mondial est déterminante alors que les ressources humaines dans ce secteur de l'économie sont aujourd'hui en deçà des besoins.

##### ***Travaux de construction sous-marine***

L'activité d'entreprise de travaux sous-marins comprend la construction et l'installation de têtes de puits sous-marines et de systèmes de conduites destinés à transporter le pétrole et le gaz d'un puits à une plate-forme existante ou d'une plate-forme à une conduite (intra-champ ou in-field); les conduites peuvent également servir à réinjecter de l'eau ou du gaz dans

un réservoir ou à réaliser diverses opérations de test. Coflexip installe également d'autres équipements sous-marins tels que des ombilicaux de contrôle de têtes de puits, des collecteurs (manifold) et des structures de protection (template). Les travaux portent également sur la réalisation de soudures hyperbares automatiques ou semi-automatiques, l'installation de flexibles dynamiques (risers) et la connexion de conduites de courte longueur (jumpers).

Le Groupe utilise, pour la plupart de ses opérations de pose, des navires à positionnement dynamique permettant un suivi précis et sécurisé des travaux sous-marins et des opérations de pose, et une approche contrôlée des installations offshore. La qualité de la flotte de Coflexip, l'expérience de ses équipes en matière d'installation et de construction sous-marine, et les certifications et résultats obtenus en matière de sécurité lui confèrent un avantage compétitif déterminant sur l'ensemble de ses marchés. En effet, les performances des sociétés parapétrolières en matière de sécurité en mer sont de plus en plus souvent des critères de sélection, et au même titre que les solutions ou contrats proposés. Cette flotte, l'une des plus importantes et les plus modernes de l'industrie, fait l'objet d'un programme permanent d'évolution qui permet à Coflexip de se séparer de certains de ses navires, à l'extérieur de l'activité parapétrolière, tandis qu'elle en construit ou en améliore d'autres.

### **Pose de conduites flexibles et rigides**

#### *1) Systèmes de pose*

Dans le cadre de son offre diversifiée et intégrée, Coflexip a développé ses activités d'installation au delà de sa capacité à fabriquer ou assembler des conduites. Le Groupe a ainsi conçu, grâce à ses équipes d'ingénierie offshore, des équipements spécialement adaptés à la pose des conduites, dont le système breveté VLS (Vertical Lay System) particulièrement performant pour la pose de flexibles en mer profonde, le système modulaire de pose de conduites rigides en J (MJ Lay), d'un diamètre pouvant atteindre 14", jusqu'à 1500 m de profondeur, ainsi que breveté de nombreuses innovations pour la pose de conduites rigides en déroulé par ses navires spécialement conçus CSO Apache et CSO Deep Blue (en opérations pendant l'été 2001).

Dans ce cas, les conduites sont soudées dans des bases d'assemblage à terre, puis enroulées en continu sur le tambour du navire. Ce système permet de réaliser l'assemblage (soudures) et les contrôles de qualité à terre, où les coûts sont très inférieurs comparé à l'offshore (coût de la barge de pose et des interruptions météo). Le travail peut être donc effectué dans un environnement stable, mieux contrôlé, moins coûteux et dans de meilleures conditions de sécurité.

Concevoir les systèmes de pose permet à Coflexip de parfaitement

maîtriser la chaîne de réalisation des opérations en mer, les plus coûteuses et les plus risquées, au bénéfice de ses clients.

Le navire de pose de conduites flexibles Sunrise 2000 a encore battu en avril et juin 2000 son propre record du monde de profondeur par 1883M de fond au large du Brésil pour PETROBRAS. Le CSO Apache a, de son côté, détenu 2 records du monde, également au Brésil.

#### *2) Configurations de risers (flexibles dynamiques)*

Coflexip a par ailleurs inventé et breveté des configurations spécifiques pour ses flexibles dynamiques (liaison fond-surface) telles que Pliant Wawe et Pliant S pour apporter des solutions techniques et économiques à ses clients, en particulier en mer du Nord norvégienne.

Coflexip fournit également des services d'ensouillage dans les zones où il est nécessaire de protéger les conduites flexibles, et ce particulièrement en mer du Nord en raison de la réglementation locale et des accords avec l'industrie de la pêche. Le Groupe a développé ses propres machines d'ensouillage afin d'opérer sur des sols meubles (sable, argile) ou durs (corail, calcaire), et creuser des tranchées pouvant atteindre 2,50 m de profondeur.

#### **Abandon de champs**

Coflexip assure pour ses clients les travaux d'abandon de champs arrivés au terme de leur exploitation. La désinstallation s'applique aussi bien aux structures sous-marines qu'à celles de surface (plates-formes).

Ce marché, largement conditionné par les obligations réglementaires, est particulièrement développé dans les zones matures, telle la mer du Nord.

#### **B) FOURNITURE DE CONDUITES FLEXIBLES**

Coflexip est le principal concepteur et fabricant mondial de conduites flexibles destinées au transport des hydrocarbures, constituées de couches d'acier et de thermoplastique. Les gaines thermoplastiques assurent l'étanchéité et réduisent de façon significative les déperditions de chaleur, ce qui rend les conduites flexibles particulièrement appropriées au transport de certains hydrocarbures à haute température avec des gaz corrosifs.

Les couches d'acier, spiralées, assurent la flexibilité de la conduite. Contrairement aux conduites rigides en acier, les conduites flexibles s'adaptent aisément à tout type de fond sous-marin. En configuration dynamique, leur flexibilité a permis le développement des systèmes flottants de production, dont l'utilisation s'est généralisée, et particulièrement dans les zones de mer difficile ou profonde. La découverte/développement des

champs en eaux profondes et ultra profondes est en expansion notamment au Brésil, en Afrique de l'Ouest et dans le golfe du Mexique, où la solution flexible poursuit sa conquête des profondeurs, notamment au Brésil.

Bien que le coût de fabrication des conduites en acier soit plus bas que celui des conduites flexibles, l'un des avantages des conduites flexibles réside dans des coûts d'installation et de maintenance nettement moins élevés, ce qui les rend compétitives par rapport aux rigides dans certains environnements. De surcroît, les conduites flexibles peuvent être aisément relevées en vue de leur réutilisation sur un autre site (particulièrement pratiqué au Brésil) ou en cas d'abandon de champ (mer du Nord britannique).

#### **C) PLONGEE ET IRM (INSPECTION, REPARATION & MAINTENANCE)**

Coflexip inspecte, répare et assure la maintenance des plates-formes offshore, et des conduites et équipements sous-marins de ses clients. Toutes ces opérations sont effectuées par des plongeurs et/ou des robots sous-marins télécommandés (ROV) selon la profondeur et les structures concernées.

La demande dans ce secteur étant largement conditionnée par des obligations en matière d'assurance et de sécurité, le marché de l'IRM est très variable d'une région à l'autre. En mer du Nord, le marché est soumis à des réglementations strictes en matière de protection de l'environnement. L'expérience de Coflexip lui a permis de se voir confier des contrats-cadre par des opérateurs du secteur britannique.

#### **D) OMBILICAUX**

Coflexip est le premier fabricant mondial d'ombilicaux permettant de relier des équipements sous-marins à des plates-formes fixes ou à des systèmes flottants de production, et d'en assurer le contrôle depuis la surface. Coflexip dispose de deux sites de production, l'un situé à Newcastle en Angleterre (Duco Ltd.) pour les ombilicaux thermoplastiques et, depuis 1996 d'un second, à Houston (Duco Inc.), pour les ombilicaux en acier.

#### **E) ROBOTS**

L'activité Robotique de Coflexip, premier fabricant mondial de robots sous-marins télécommandés (ROV) grâce à sa filiale américaine, Perry Tritech Inc. basée en Floride, s'est considérablement renforcée en 2000 avec l'acquisition de la société spécialisée dans ce secteur, Slingsby Engineering Ltd., basée à Kikbymoorside en Angleterre. La nouvelle Division créée à l'occasion, Perry Slingsby Systems, permet aujourd'hui à Coflexip de concevoir et fournir la plus large gamme de robots sous-marins télécommandés au monde depuis les ROVs intervenants pour les compagnies pétrolières pour des travaux sous-marins de construction en mer

profonde et très profonde pour des travaux de plus en plus lourds, et pour l'industrie des télécommunications, en forte expansion, avec des machines de tranchage et d'ensouillage de grande puissance afin d'installer les câbles sous-marins de télécommunications. Ces machines permettent également d'installer les conduites flexibles dans les fonds sous-marins.

#### **F) APPLICATIONS DERIVEES DES FLEXIBLES AU FORAGE, AU RAFFINAGE ET APPLICATION TERRESTRE**

Coflexip conçoit et fabrique des conduites flexibles de courte longueur à haute pression destinées au forage, ainsi que des conduites flexibles basse pression utilisées dans les raffineries. Ces conduites, appelées "DRAPs" ("Drilling and Refining Applications"), sont fabriquées selon la même technique que les conduites flexibles. Les applications raffinage des DRAPs sont utilisées pour le drainage des eaux de pluie du toit des citernes de stockage et la dispersion de mousses anti-incendie à l'intérieur des citernes. En matière de forage, les DRAPs sont utilisées pour le transport des boues de forage et des acides ainsi que pour l'injection de boues de forage à très haute pression destinées à éteindre ou à maîtriser les explosions survenant dans les puits (chock and kill lines). Les conduites flexibles (thermoplastiques renforcées - RTP) sont également utilisables à terre, notamment lorsque le sol se prête mal à l'installation de conduites en acier et/ou lorsque le climat est particulièrement rude (désert ou permafrost).

#### **G) DIVISIONS TECHNIQUES ET RECHERCHE & DEVELOPPEMENT**

Les activités industrielles et de service du Groupe s'appuient sur les solutions innovantes mises au point par les Divisions Techniques, Produits et Offshore. Elles ont en charge non seulement les opérations de R&D, mais assurent également un support aux équipes de projet à travers le monde. Elles fournissent ainsi une expertise technique permanente aux opérations de par le monde, grâce à la mobilité de leurs ingénieurs, tout en définissant les procédures d'ingénierie et d'opérabilité des produits et solutions qu'ils développent. Lorsque les produits et solutions ont été qualifiés, ils font souvent l'objet de projets de test en commun avec les clients (Joint Industry Projects). En 2000, le Programme Mer Programme lancé en 1996 par Coflexip a atteint sa maturité avec la mise sur le marché de conduites sous-marines flexibles et rigides sophistiquées permettant de répondre aux attentes des compagnies pétrolières pour leurs développements profonds et très profonds (jusqu'à 2.500m). En effet, le contenu technologique de son offre est l'un des atouts majeurs de différenciation de Coflexip par rapport à ses concurrents.

#### **H) DEPARTEMENT PROPRIETE INDUSTRIELLE**

Ce Département assure que les innovations de Coflexip font

l'objet de toutes les protections et défenses nécessaires face à la concurrence, et prévient la société de porter atteinte aux droits de ses concurrents.

## 1.2. PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DU GROUPE

### 1.2.1. HISTORIQUE ET EVOLUTION DU GROUPE

Depuis sa création en 1971, Coflexip a adjoint à son activité initiale, la conception, la fabrication et l'installation de conduites flexibles pour l'exploitation des champs d'hydrocarbures en milieu sous-marin, les autres technologies de conduites sous-marines (rigides et rigides déroulées), une flotte de navires de construction, des bases d'assemblages, de sites de fabrication d'ombilicux et de robots sous-marins télécommandés (ROVs), faisant du Groupe l'un des acteurs majeurs de l'industrie parapétrolière sous-marine mondiale.

L'expansion des activités relatives aux conduites flexibles a conduit à créer et implanter des filiales dans les principales régions du monde où se sont développés ses marchés : création d'une filiale aux Etats-Unis en 1974, implantation d'une filiale au Brésil en 1977, renforcée par la construction d'une usine de conduites flexibles en 1986, ouverture d'une filiale au Royaume-Uni, en 1987, et en Norvège, en 1989. Fabriquant des ombilicux depuis 1972, Coflexip a ouvert, en 1990, en partenariat avec la société britannique Dunlop Ltd., une usine basée à Newcastle en Angleterre, Duco Ltd., dont Coflexip a acquis le contrôle à 100 % en 1995.

En 1992, Coflexip a acquis la moitié du capital de la société française Travocéan, spécialisée dans l'installation et la maintenance de câbles de puissance et de télécommunication sous-marins, dont elle a cédé sa participation en 1998 à L.D.Canocéan (Groupe Louis Dreyfus), qui détenait déjà l'autre moitié du capital.

En décembre 1992, Coflexip a acquis la société américaine Perry Trittech Inc., leader mondial de la fabrication et de la vente de robots sous-marins télécommandés.

En 1992 et 1993, Coflexip a acquis des intérêts dans plusieurs sociétés françaises spécialisées dans la fabrication de produits en matériaux composites dont certains sont utilisés dans l'industrie para pétrolière. Le Groupe s'est retiré de ces activités fin 1996.

Le 15 décembre 1994, Coflexip a acquis la totalité du capital de Stena Offshore N.V., l'un des principaux entrepreneurs de travaux sous-marins de l'industrie parapétrolière, et spécialiste de la pose de conduites rigides en "déroulé".

En 1995, Coflexip a renforcé sa position dans la région Asie Pacifique en implantant une filiale et en construisant une nouvelle unité de fabrication de flexibles à Fremantle (Australie), dont il a été décidé en 1999 d'arrêter la production, compte tenu de la faible visibilité des marchés locaux.

En 1996, Coflexip a construit une unité de fabrication d'ombilicux en acier, Duco Inc., à Houston.

En 1997, Coflexip a implanté une filiale au Canada, Coflexip Stena Offshore Newfoundland, et a acquis une participation de 25,5 % dans le capital de Cal Dive International Inc., entreprise de construction sous-marine opérant dans le golfe du Mexique, [et formé avec cette société une filiale commune, Quantum Offshore Contractors LLC, respectivement détenue à 49 % et 51 %, destinée principalement à réaliser des contrats "clés en main" dans le golfe du Mexique. En 1999, il a été mis fin à cette filiale, comme de nouvelles relations commerciales ont été mises en place avec Cal Dive International Inc. En 2000, Coflexip a cédé sa participation dans Cal Dive avec une importante plus-value. En 1999, une Division Mer Profonde a été créée pour proposer aux opérateurs des services d'ingénierie conceptuelle pour les développements de champs profonds et très profonds.

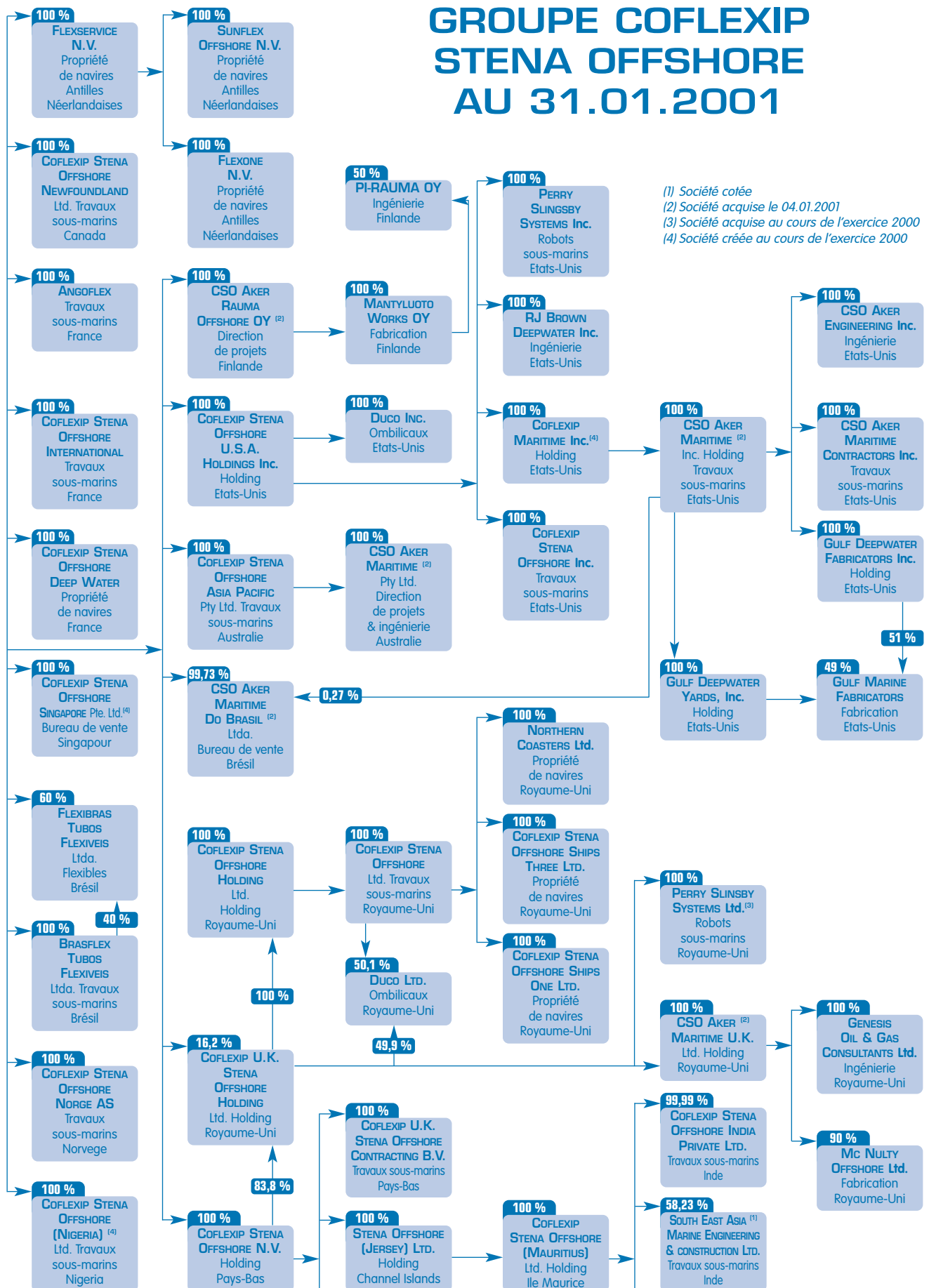
Coflexip a également porté à 58,24 % sa participation dans le capital de Peerless Shipping and Oilfield Services (PSOS), société indienne cotée sur les marchés financiers indiens. Cette société, cotée sur plusieurs bourses indiennes, a été rebaptisée en 2000, SEAMEC (South East Asia Marine Engineering & Construction Ltd.). Enfin, une succursale, Angoflex, filiale à 99 % de Coflexip, a été ouverte à Luanda en Angola.

En 2000, Coflexip a respectivement fait l'acquisition/annoncé l'acquisition de sociétés complémentaires de ses activités actuelles (voir note 2 des Etats Financiers Consolidés) :

- en mars : Coflexip a acquis l'unité d'ingénierie R.J. Brown basée à Houston, dans le golfe du Mexique, et spécialisée dans les conduites sous-marines en mer profonde ;
- en mai : Coflexip a fait l'acquisition du spécialiste britannique des robots sous-marins, Slingsby Engineering Ltd. et constitué avec Perry Trittech, la Division Perry Slingsby Systems, leader mondial des systèmes robotiques sous-marins
- en octobre : Coflexip a annoncé son intention d'acquérir la Division Mer Profonde d'Aker Maritime, qui a généré un chiffre d'affaire de 517 MUSD en 1999. Ce groupe de sociétés, dont le siège est à Houston, est spécialisé dans l'ingénierie d'amont de champs profonds et la gestion de projets, la construction de supports de forage et de supports de production en mer (plates-formes, etc.), et doté d'implantations stratégiques, en particulier dans le golfe du Mexique et en mer Caspienne. Cette acquisition a été réalisée dans les tous premiers jours de janvier 2001.

# GRUPE COFLEXIP STENA OFFSHORE AU 31.01.2001

COFLEXIP France (1)



- (1) Société cotée
- (2) Société acquise le 04.01.2001
- (3) Société acquise au cours de l'exercice 2000
- (4) Société créée au cours de l'exercice 2000

### 1.3. COFLEXIP EN 2000 : L'ACTIVITÉ

L'activité du Groupe, la fourniture de produits et services en milieu marin et sous-marin aux compagnies pétrolières mondiales (contrats intégrés, fourniture de produits, etc.), est caractérisée par la variété des formes contractuelles de ses marchés. Elle comporte des risques inhérents aux milieux marin et sous-marin dans lequel elle se déroule, et aux produits et aux technologies qu'elle met en œuvre, et ce dans un contexte de forte concurrence en 1999 et 2000 à cause du ralentissement des investissements des compagnies pétrolières et d'un marché en forte concentration. Cette tendance s'est infléchie au cours du second semestre avec la reprise de l'activité dans certaines zones géographiques.

Afin d'améliorer sans cesse les produits et services sous-marins qu'il propose à ses clients, Coflexip a, en 2000 :

- acquis RJ Brown, société d'ingénierie de conduites sous-marines basée à Houston qui, en appui de la Division Mer Profonde du Groupe, créée en 1999, propose aux compagnies pétrolières des services d'ingénierie d'amont et de détail pour les schémas de développement de leurs champs d'hydrocarbures ;
- poursuivi le plan d'amélioration de sa flotte avec la vente du CSO Installer et l'accroissement des capacités mer profonde du CSO Constructor, poursuivi en Corée la construction du CSO Deep Blue, lancé en août ;
- Renforcé sa division robotique avec l'acquisition de la société Slingsby Engineering Ltd, spécialiste britannique des robots sous-marins télécommandés, et formé avec Perry Tritech Inc. la division Perry Slingsby Systems, leader mondial de la construction de robots sous-marins télécommandés (voir note 2 des Etats Financiers Consolidés) ;
- Créé une alliance stratégique avec son nouvel actionnaire, le groupe Technip (29,8%) en vue de remporter ensemble des contrats intégrés que les groupes ne pourraient obtenir séparément ;
- Annoncé fin octobre son intention d'acquérir la Division Mer Profonde d'Aker Maritime qui lui permet d'étendre sa couverture géographique, ses capacités d'ingénierie et d'accéder au marché des supports de production en mer (plates-formes). L'acquisition pour 513 millions de dollars et la prise en charge d'une dette nette estimée à 112 millions de dollars s'est réalisée début janvier 2001.

#### 1.3.1. Evolution par branches d'activités

L'activité de l'année 2000 a été marquée par une hausse du chiffre

d'affaires de 5% par rapport à celui de 1999 et une hausse significative du bénéfice net qui s'est élevé à 222,7 millions d'euros (1 460,8 millions de francs) contre 89,6 millions d'euros (587,8 millions de francs) pour l'exercice 1999.

En 2000, Coflexip s'est vu confier ou a réalisé de nombreux contrats de taille moyenne, s'est également vu confier les contrats les plus importants de son histoire dans des zones de mer profonde et ultra-profonde en forte croissance (Brésil, golfe du Mexique) et a contribué à la réussite ou au bon avancement d'importants contrats en alliance.

#### A) GESTION DE PROJETS INTEGRES (CLES EN MAIN) ET SERVICES OFFSHORE

##### *Gestion de projets clés en main et services d'ingénierie en tant que chef d'un consortium ou membre d'une alliance*

La tendance du marché à confier des contrats à un fournisseur unique assurant aux opérateurs le développement complet de grands champs d'hydrocarbures sous-marins s'est encore accrue en 2000, et Coflexip a ainsi :

- remporté (avec ABB) le contrat relatif au développement de la phase 1C du champ de Kuito au large de l'Angola pour la filiale angolaise de CHEVRON Corp, après le succès des phases 1A et 1B,
- été choisi, en consortium avec ABB Offshore Systems, pour réaliser un contrat intégré en mer du nord britannique, sur le champ de Nuggets de TotalFinaElf ;
- été choisi, en alliance avec Technip et la société Italian-Thai Development (ITD) pour le remplacement temporaire d'un système flottant de stockage et de déchargement sur le champ de Bongkot dans le golfe de Thaïlande ;
- été retenu en tant que chef du consortium formé avec Stolt Offshore, pour TotalFinaElf pour l'assister dans les opérations de pompage du tanker "Erika" qui avait coulé décembre 1999 au large des côtes de Bretagne.

##### *Activités de contrats intégrés ou clés en main*

En mer du Nord, l'activité est restée stable par rapport à 1999, avec une contribution du secteur britannique plus faible qu'en 1999, compensée par une hausse de la contribution du secteur norvégien. Dans le secteur britannique, Coflexip a réalisé les contrats intégrés précédemment confiés par TOTALFINAELF Elgin/Franklin, TEXACO Captain B, ENTERPRISE OIL Cook, CONOCO Vixen et BP Blake. Côté norvégien, Coflexip a réalisé les gros contrats précédemment confiés pour STATOIL Snorre B, et Asgard. Dans la zone Reste du monde, Coflexip a été particulièrement actif et a remporté des contrats très importants dans le golfe

du Mexique pour WILLIAMS avec la réalisation des lignes d'export pour les champs Nansen & Boomvang, BP Nile et CHEVRON Typhoon ; en Guinée Equatoriale pour MOBIL Zafiro, en Angola pour CABGOC Kuito 1C et dans la zone hollandaise de la mer du Nord pour ELF Petroland K4ABE.

#### *Pose de conduites flexibles*

En 2000, les activités de pose de flexibles statiques et dynamiques (risers) ont été marquées par l'installation au Brésil par le Sunrise 2000, et le FlexService 1, de plusieurs centaines de km de flexibles et d'ombilicaux pour PETROBRAS.

Le Sunrise 2000 a également établi deux records du monde de profondeur avec la pose, par 1840m puis 1883m de fond de conduites flexibles sur le champ de Roncador.

#### *Pose de conduites rigides "en déroulé"*

L'activité du CSO Apache a été soutenue en 2000, et a vu de nombreuses installations de la nouvelle technique de conduite rigide déroulée à double enveloppe (pipe in pipe) assurant une protection thermique aux hydrocarbures, des conduites à 13 % de chrome, et des conduites comprenant un système de chauffage (Direct Heating) assurant un meilleur débit intérieur : en mer du Nord dans le secteur britannique dans le cadre du projet ENTERPRISE OIL Cook ; en Norvège à partir de la base d'assemblage d'Orkanger pour ESSO Ringhorne, STATOIL Asgard, Huldra, et Heidrun ; et en Asie Pacifique pour WOODSIDE Echo Yodel.

Les bases d'Evanton (Ecosse) et Orkanger (Norvège) ont vu leur activité croître significativement avec près de 240 km de conduites rigides assemblés. Coflexip a également décidé de construire une base d'assemblage dans le golfe du Mexique (Mobile, Alabama) pour appuyer les activités de pose et de construction du CSO Deep Blue et du CSO Apache dans cette région stratégique de mer profonde.

#### *Abandon de champ*

C'est en mer du Nord britannique, zone mature où ils sont concentrés, que Coflexip a gagné la totalité des contrats d'abandon de champs. En 2000, Coflexip a également réalisé une première sur le champ de STATOIL Tommelitten dans le secteur norvégien de la mer du Nord, où le CSO Seawell, navire monocoque spécialisé dans l'intervention sur puits, a été utilisé pour la première phase de l'abandon du champ, et isolé le réservoir par cimentation. C'est la première fois qu'un navire monocoque était autorisé à intervenir sur des puits en Norvège, en lieu et place de barges traditionnelles, plus lentes et plus coûteuses.

#### *B) FOURNITURE DE CONDUITES FLEXIBLES*

En 2000, l'activité de vente de conduites flexibles en mer du Nord a été plus faible qu'en 1999.

Malgré un niveau de production inférieur à 1999, en raison du ralentissement des commandes des opérateurs démarré en 1998, des gains de productivité et des réductions de coûts ont permis aux deux usines de Coflexip situées en France et au Brésil d'atteindre leurs objectifs. L'unité de fabrication brésilienne a notamment bénéficié de commandes pour PETROBRAS Marlim. En 2000, l'usine du Trait a délivré des flexibles plus complexes qu'en 1999 et dans des délais très courts.

#### *C) PLONGEE ET IRM (INSPECTION, REPARATION & MAINTENANCE)*

En 2000, les activités d'IRM et de service sur les têtes de puits ont augmenté dans le secteur britannique de la mer du Nord par rapport à 1999 grâce à l'accord cadre confié par l'alliance tripartite d'opérateurs T.H.E. (TEXACO, AMERADA HESS et ELF). Dans le secteur norvégien de la mer du Nord, Coflexip a réalisé avec succès pour STATOIL, et grâce au CSO Seawell, un contrat complexe visant à augmenter la production de son champ Heidrun, et ce, sur des puits encore actifs, sans interrompre la production.

#### *D) OMBILICAUX*

En 2000, Duco Ltd. a renforcé sa position de premier fabricant mondial d'ombilicaux et continué à battre ses propres records : premier ombilical dynamique, composé de fibres optiques pour BHPP Buffalo, et de résistance avec deux ombilicaux résistants aux conditions de typhons pour CNOOC en Chine. Duco Inc. (Houston) a fabriqué des ombilicaux de grande longueur dédiés aux applications mer profonde du golfe du Mexique notamment pour les champs de BP Nile et SHELL Europa.

#### *E) ROBOTS*

L'année 2000 a été marquée par l'acquisition de Slingsby Engineering Ltd, dans un contexte de fort ralentissement des commandes passées aux sociétés para pétrolières consécutif à la baisse des investissements des compagnies pétrolières. Perry Slingsby Systems, la nouvelle Division regroupant Perry Trittech et Slingsby Engineering a donc poursuivi ses efforts sur le marché prometteur de l'installation des câbles sous-marins de télécommunication, qui a représenté en 2000, près de 80 % de son activité. La filiale robotique de Coflexip a ainsi continué à développer et commercialiser des trancheuses à jet d'eau et des charrues d'ensouillage.

**F) FABRICATION DE CONDUITES FLEXIBLES APPLIQUEES  
AU FORAGE, AU RAFFINAGE ET AUX APPLICATIONS TERRESTRES**

En 2000, Coflexip a fourni un nombre croissant de lignes d'acidification et de treuils, destinés aux 30 navires de stimulation de puits utilisés dans le monde, qui utilisent ces flexibles pour augmenter la production d'hydrocarbures des champs sous-marins.

**G) NAVIRES ET EQUIPEMENTS DE CONSTRUCTION SOUS-MARINE**

**Navires**

En 2000, Coflexip a poursuivi sa politique d'amélioration de la flotte lancée en 1999 :

- le CSO Installer a été vendu en janvier, hors du marché des navires d'installation offshore,
- dès que le navire a été disponible, l'amélioration du CSO Constructor en vue d'augmenter ses capacités d'intervention en mer profonde (opérations en avril 2001) a été lancée ;

- la construction du CSO Deep Blue s'est poursuivie, le navire a été lancé en août et baptisé en janvier 2001, avant son transit pour les Pays-Bas en vue de l'installation de son système de pose. Ce navire, unique et spécialement conçu par Coflexip pour répondre aux besoins de ses clients entrera en opération mi 2001 avec l'installation par 1000 m de fond pour WILLIAMNS, des lignes d'export des champs Boomvang et Nansen dans le golfe du Mexique
- enfin, le Groupe a démobilisé en janvier 2001 le Flexservice 1 qui était son navire le plus ancien, pour "démolition" et récupération de ses installations au profit d'autres navires de la flotte.

**Equipements**

En 2000, Perry Trittech a livré de nouvelles trancheuses et charrues d'ensouillage issues de sa nouvelle gamme de produits pour la pose de câbles de télécommunications.



### I.3.2. Ventilation des ventes aux tiers

#### A) VENTES AUX TIERS - REPARTITION PAR ACTIVITE

Le Groupe opère dans un seul domaine d'activité sur toutes les mers du monde, le secteur sous-marin "offshore", qui recouvre le développement de champs clés en main et services d'ingénierie associés (dont les travaux de construction sous-marine, la pose de conduites flexibles et rigides et l'abandon de champ), de façon indépendante ou en partenariat. Il peut par ailleurs fournir des conduites flexibles sans les installer. Coflexip a également des activités de plongée et d'Installation, Réparation et Maintenance (IRM), de fabrication et de vente d'ombilicux de contrôle, de robots sous-marins télécommandés et de conduites flexibles utilisées dans le forage et le raffinage ou pour le transport terrestre.

#### B) VENTES AUX TIERS - REPARTITION GEOGRAPHIQUE

Chiffre d'affaires en million d'Euros	2000		1999		1998	
	Euros	%	Euros	%	Euros	%
Mer du Nord	506,8	48	506,1	50	550,7	48
Brésil	197,0	18	129,9	13	231,0	20
Asie Pacifique	84,4	8	116,7	11	154,4	14
Reste du Monde (1)	276,4	26	264,3	26	207,6	18
<b>TOTAL</b>	<b>1 064,6</b>	<b>100</b>	<b>1 017,0</b>	<b>100</b>	<b>1 143,7</b>	<b>100</b>

(1) y compris France.

#### Mer du Nord

La mer du Nord demeure le marché le plus important en volume pour Coflexip et celui qui, jusqu'à présent, requiert le plus grand nombre d'innovations et d'utilisations de sa gamme de produits et services, compte tenu des solutions de développement choisies par les opérateurs, de la spécificité des hydrocarbures extraits et des conditions de mer qui sont parmi les plus difficiles de la planète. C'est, par ailleurs, une zone très concurrentielle aux exigences particulièrement sévères.

L'ensemble de l'activité de la zone mer du Nord a généré en 2000 un chiffre d'affaires de 506,8 millions d'euros, soit 48 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Coflexip estime qu'en 2001, en l'absence de développement de champs incluant des systèmes flottants (type FPSO), les architectures de développement choisies par les opérateurs seront essentiellement les raccordements intra-champ(s).

#### Secteur britannique

2000 a été une année où la contribution de ce secteur a diminué par rapport à 1999 qui avait bénéficié de la contribution de contrats importants. Cependant, l'activité a été très soutenue grâce à des contrats intégrés significatifs tels que TEXACO Captain B, TOTALFINAELF Elgin/Franklin, ENTERPRISE OIL Cook, CONOCO Vixen et BP Blake.

Par ailleurs, Coflexip a poursuivi ses travaux d'IRM et de service de puits selon l'accord cadre confié par l'alliance tripartite conclue entre les opérateurs TEXACO, AMERADA HESS et ELF (T.H.E).

#### Secteur norvégien

Ce secteur a vu son volume d'activités rester stable en 2000 grâce à la réalisation des contrats intégrés importants qui lui avaient été confiés en 1999 par les opérateurs norvégiens, tels que STATOIL Asgard B et NORSK HYDRO Snorre B, confirmant ainsi que ses technologies sont adaptées aux environnements difficiles de cette zone.

En 2000, la base d'assemblage d'Orkanger a continué à honorer le contrat-cadre conclu avec STATOIL pour la fabrication de conduites rigides dont certaines comportaient 13 % de chrome et d'autres un système de chauffage (Direct Heating), notamment pour STATOIL Asgard, Huldra et Heidrun.

#### *Brésil*

L'ensemble de l'activité de cette zone a généré un chiffre d'affaires de 197 millions d'euros, soit 18 % du chiffre d'affaires du Groupe.

En 2000 les activités de fourniture de flexible de Coflexip ont fortement augmenté à la suite de l'installation de grandes structures flottantes de production de PETROBRAS.

En 2000, Coflexip a continué ses opérations offshore grâce aux navires Sunrise 2000 et Flexservice 1 dans le cadre des contrats d'affrètements de long terme conclu avec PETROBRAS. En 2000, le CSO Installer, vendu en janvier, n'a pas réalisé de campagne d'installation.

#### *Asie Pacifique*

L'ensemble des activités de la zone a généré un chiffre d'affaires de 84,4 millions d'euros, en baisse de 28 % par rapport à 1999, soit 8 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Malgré la baisse du volume des activités de contrats intégrés en 2000, Coflexip a réalisé et s'est vu confier des contrats tels que CRMPII Larsen & Tubro, CRMPI Hyundai en Inde ; INFILL Griffin et ESSO Kingfish et Woodside Echo Yodel en Australie.

#### *Reste du Monde*

L'ensemble de l'activité de la zone Reste du Monde, y compris France, a généré un chiffre d'affaires de 276,4 millions d'euros, soit 26 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Les résultats enregistrés dans la zone Amérique du Nord et golfe du Mexique en 2000 ont confirmé que c'est une zone stratégique majeure.

#### *Amérique du Nord et golfe du Mexique*

En 2000, l'activité de cette zone est marquée par la bonne continuation des travaux sous-marins conduits par Coflexip sur le champ Terra Nova pour PETROCANADA au large de Terre Neuve, et par une hausse de l'activité dans le golfe du Mexique, où Coflexip a remporté des contrats intégrés très importants, tels que WILLIAMS Nansen & Boomvang, BP Nile et CHEVRON Typhoon .

L'activité Robotique, basée en Floride, a augmenté, principalement due à l'impact généré par l'acquisition de Slingsby Systems Ltd.

#### *Afrique de l'Ouest*

Dans cette prolifique zone de mer profonde, Coflexip qui avait contribué, en partenariat, à la réussite de la première huile du champ Kuito pour CABGOC, filiale angolaise de CHEVRON, s'est vu confier la phase 1C du projet et poursuivi le développement de Zafiro pour MOBIL en Guinée Equatoriale.

Le Groupe entend développer sa présence permanente en Angola au-delà de l'équipe de projet déjà présente à Luanda.

#### *Mer du Nord hollandaise*

En 2000, Coflexip s'est vu confier par ELF PETROLAND les contrats K4BE et K1A.

#### *France*

En 2000, l'activité a été marquée par les opérations de pompage du tanker Erika, au large des côtes de Bretagne.

### I.3.3. Moyens immobiliers, industriel et navals

#### A) LES MOYENS IMMOBILIERS ET INDUSTRIELS

1) Etat de la propriété foncière et immobilière de Coflexip  
au 31 décembre 2000

Coflexip est propriétaire, ou a accès en location à long terme,  
aux biens immobiliers suivants :

Lieu	Destination	Régime juridique
Paris, France	Siège social	Propriété
Boulogne-Billancourt, France	Bureaux	Crédit-bail
Le Trait, France	Usine et bureaux	Propriété
Vitoria, Brésil	Usine et bureaux	Location/Propriété
Rio de Janeiro, Brésil	Bureaux	Propriété
Fremantle, Australie	Usine et bureaux	Location/Propriété
Newcastle, Angleterre	Usine DJCO et bureaux	Location/Propriété
Aberdeen, Royaume-Uni	Usine et bureaux	Propriété
Channelview, Texas (1)	Terrain et usine	Propriété
Mobile, Alabama	Terrain et bureaux	Location/Propriété
Houston, Texas	Bureaux	Location
Jupiter, Floride	Usine, bureaux et terrain	Location/Propriété
York (Kirkbymoorside), Royaume-Uni	Usine et bureaux	Location/Propriété

(1) Fait l'objet d'une sûreté.

Le Groupe dispose en outre de bureaux en location sur les sites suivants : Londres (Angleterre), Perth (Australie), Bombay et Calcutta (Inde), Singapour, Rio de Janeiro (Brésil), Oslo et Stavanger (Norvège), et Houston (Etats-Unis). Enfin, le Groupe dispose de terrains loués à des fins industrielles : Evanton (Ecosse) et Orkanger (Norvège).

2) Evolutions intervenues au cours de 2000

Suite à la création de CSO Singapore, le Groupe dispose de bureaux à Singapour (Malaisie).

## B) LES MOYENS NAVALS

1) Etat de la flotte de navires de Coflexip au 31 décembre 2000

Le Groupe a des intérêts dans/ou exploite les navires suivants :

Nom	Longueur (en m)	Capacité maximum totale de levage (en tonnes)	Système de Plongée
Flexservice 1 (1)	135	45 (3 grues)	Non
CSO Installer (2)	103	28 (2 grues) + 100 (A-Frame)	Non
Sunrise 2000 (3)	132	120 (3 grues)	Non
CSO Apache	123	85 (3 grues)	Non
CSO Seawell	111	130 (2 grues)	Oui
CSO Wellservicer	111	130 (2 grues)	Oui
CSO Constructor	112	115 (3 grues)+100 (A-Frame)	Oui
CSO Orelia	119	200 (2 grues)	Oui
CSO Alliance	78	140 (3 grues)	Oui
CSO Venturer	129	225 (2 grues)	Oui
CSO Marianos	90	65 (2 grues)	Oui
M/V Kitt	169	-	Non
Normand Pioneer (4)	95	150 (A-Frame)	Non
PS1	76	30 (1 grue) + 15 (1 grue)	Oui
PS2	93	50 (1 grue) + 30 (1 grue) + 15 (1 grue)	Oui
PS3	93	50 (1 grue) + 5 (1 grue)	Oui

(1) Navire vendu par le Groupe (janvier 2001).

(2) Navire vendu par le Groupe à Global Marine Systems Ltd. (janvier 2000).

(3) Ce navire fait l'objet d'une hypothèque maritime.

(4) Affrété pour une durée de 5 ans depuis 1999.

### 2) Evolution de la flotte au cours de l'exercice 2000

En décembre 1997, le Groupe a acquis le Kitt et mis en place en 1998 une Equipe Projet en charge de sa conversion. L'objectif était de le transformer en navire multifonctions pour les opérations en mer très profonde pour l'an 2000. Après une étude d'ingénierie détaillée, le Groupe a décidé d'investir dans un nouveau navire, le CSO Deep Blue, plutôt que dans la conversion du "Kitt", car cette solution offre un meilleur retour sur investissement et un potentiel opérationnel supérieur, tout en assurant une durée de vie plus longue du navire. La destination du "Kitt", est à l'étude. L'augmentation des capacités mer profonde du CSO Constructor (30 millions d'euros) a démarré à la fin de 2000, afin qu'il puisse poser des conduites flexibles par 1 500 m de fond à partir de fin avril 2001.

Le CSO Installer a été vendu en janvier 2000.

Le Flex Service 1 a été désarmé en décembre 2000.

## I.3.4. CARACTERISTIQUES DE L'ACTIVITE - RELATIONS ENTRE COFLEXIP ET CERTAINS CLIENTS ET FOURNISSEURS - BREVETS

### A) CARACTERISTIQUES DE L'ACTIVITE

#### Nature de l'activité

La nature de l'activité de Coflexip présente un certain nombre de caractéristiques particulières :

- Les contrats conclus par Coflexip sont, pour la plupart, rémunérés à prix fixe et leur durée d'exécution s'étend fréquemment sur plusieurs exercices annuels. En outre, leur montant unitaire tend à croître, chacun d'eux pouvant ainsi représenter un pourcentage notable du chiffre d'affaires du Groupe. Enfin, les contrats sont passés par les opérateurs à l'issue d'appels d'offres mettant en concurrence les différents entrepreneurs de l'industrie parapétrolière sous-marine. Cependant, la fréquence de ces contrats dépend du prix du pétrole et du montant des investissements décidé par les opérateurs.
- Coflexip est également soumis aux risques inhérents :
  - à la conclusion de projets clés en main, à savoir glissement des délais de réalisation et difficultés opérationnelles,

- à la fabrication de produits et à la fourniture de services destinés à l'industrie pétrolière, notamment aux risques de dommages matériels et corporels et de pollution, tant pour les applications sous-marines que pour les produits DRAPS.
- Coflexip est également soumis aux risques liés à la conduite d'opérations en mer, tels que la rencontre de mauvaises conditions météorologiques pouvant induire des retards dans l'exécution des travaux, ou des conditions de sols et de site inattendues.

Enfin, Coflexip est soumis aux risques inhérents à la réalisation de projets à l'étranger (notamment, pour certains pays comme le Brésil, à leur situation financière).

#### **Assurances**

Les conséquences financières des dommages causés aux conduites flexibles pendant l'installation sont couvertes par des polices d'assurances "tous risques chantier" généralement souscrites par les clients. Les polices multirisques et responsabilité civile souscrites par Coflexip couvrent notamment certains risques liés à l'environnement. Coflexip s'est également assuré contre certaines des conséquences de défauts pouvant affecter ses produits et services, des pertes de revenus pour certains de ses navires, et des pertes d'exploitation pour ses usines du Trait, de Vitória et de Newcastle. En outre, Coflexip cherche à obtenir de ses clients et sous-traitants des renoncements à recours et indemnités au titre des dommages corporels subis par leurs employés, et des dommages matériels causés à leurs installations et équipements, ainsi qu'au titre des pertes financières indirectes.

#### **B) RELATIONS ENTRE COFLEXIP ET CERTAINS CLIENTS ET FOURNISSEURS**

##### **Clients**

En 2000, PETROBRAS au Brésil a représenté 18,47% des ventes du Groupe. Compte tenu de la taille significative de certains contrats à long terme, d'autres clients peuvent représenter sur une période donnée une part importante du chiffre d'affaires. En 2000, la part de Petrocanada dans les ventes totales du Groupe a été de 9,73%, TotalFinaElf 7,22%.

##### **Fournisseurs**

En ce qui concerne les principales matières premières utilisées dans la fabrication des conduites flexibles, ATOFINA, a fourni, en 2000, à Coflexip la majorité des produits thermoplastiques, les aciers étant fournis par Ugine, Tréfileurope et Sandvik. L'usine brésilienne de Vitória s'approvisionne également auprès

d'ATOFINA pour les thermoplastiques polyamides et auprès de fournisseurs locaux pour les polyéthylènes. Cette usine s'approvisionne auprès du CIMAF (Groupe Bekaert), Belgo Mineira (Groupe Bekaert), ARMCO et ACESITA (Groupe USINOR) pour les aciers.

#### **Brevets**

En 1974, Coflexip a conclu un contrat de licence avec l'Institut Français du Pétrole (IFP), selon les termes duquel il peut utiliser l'expertise et les services de recherche et de développement ainsi que certaines technologies mises au point par l'IFP, moyennant le versement de royalties. Coflexip a versé environ 2,9 millions d'euros de royalties à l'IFP au cours de l'exercice 2000.

Au 31 décembre 2000, Coflexip était propriétaire d'un portefeuille de 130 familles de brevets dans plusieurs pays adhérents aux conventions internationales relatives aux brevets, 13 d'entre elles sont détenues en commun avec l'Institut Français du Pétrole. Ces 130 familles de brevets représentent 620 brevets et demandes de brevets dans le monde. En 2000, le Groupe a déposé des brevets pour 18 nouvelles inventions dont deux en commun avec l'IFP. La plupart de ces brevets est liée aux applications mer profonde.

#### **I.3.5. LITIGES**

Il n'existe, au 31 décembre 2000, aucun fait exceptionnel, ni litige ou affaire contentieuse susceptible d'affecter substantiellement l'activité, les résultats ou la situation financière de la société ou du Groupe Coflexip.

#### **I.3.6. EFFECTIFS**

Au 31 décembre 2000, le Groupe utilisait les services de 4 214 personnes, dont 1 462 contractés (marins, plongeurs et autres) ; contre 1 184 personnes en 1999 et 2 752 salariés. Les expatriés représentaient 3,5% des salariés du Groupe.

La répartition géographique du personnel était la suivante :

	Au 31 décembre 2000			
	2000		1999	
	Nombre de personnes	en % du total	Nombre de personnes	en % du total
France	959	22,8	869	22,7
Brésil	768	18,2	724	18,9
Etats-Unis	339	8,0	222	5,8
Royaume-Uni	1 847	43,9	1 669	43,6
Norvège	157	3,7	143	3,7
Asie Pacifique	144	3,4	202	5,3
<b>TOTAL</b>	<b>4 214</b>	<b>100,0</b>	<b>3 829</b>	<b>100,0</b>

Qualité, Hygiène, Sécurité et respect de l'Environnement sont d'une importance primordiale pour Coflexip. Le Groupe entend, par une gestion dynamique dans ces domaines, mener ses activités de façon sûre et efficace, et améliorer en permanence ses performances.

Nos objectifs sont clairs :

- développement permanent et à tout niveau de l'esprit de Qualité,
- maintien d'un cadre de travail sans danger,
- protection de l'Environnement.

Ces objectifs, qui sont des préoccupations quotidiennes, sont considérés comme fondamentaux.

### *Réduction négociée du temps de travail*

Le 30 mai 2000, la société a conclu avec les organisations syndicales un accord relatif à la réduction négociée du temps de travail. L'horaire hebdomadaire de la société a été désormais porté à 35 heures dans le cadre de cet accord avec maintien de salaire.

## **I.3.7. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS**

### **A) RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**

Le maintien d'une avance technologique dans l'ensemble de ses domaines d'intervention, au moyen d'un important effort de Recherche et Développement, reste l'un des axes majeurs de la stratégie du Groupe.

Le programme Mer Profonde, lancé en 1997, fédère les efforts de R & D du Groupe destinés à apporter des solutions fiables à des projets de développement sous-marins jusqu'à 2 500 m de profondeur. L'année 2000 a ainsi permis de voir les applications concrètes des solutions innovantes dans nombre de domaines concernés par ce programme (conduites flexibles, conduites

rigides déroulées, équipements de pose...). Ceux-ci ont été effectivement mis en œuvre dans les eaux profondes du golfe du Mexique.

Outre les applications en mer profonde, les travaux de R & D concernant les conduites flexibles ont pour objectif un abaissement significatif du coût des flexibles dans les profondeurs d'eau conventionnelles.

Dans le domaine des conduites rigides déroulées, Coflexip est d'ores et déjà capable d'offrir au marché des solutions (utilisant la technologie du pipe in pipe) répondant aux exigences d'isolation thermique extrêmement sévères des développements "grands fonds" d'Afrique de l'Ouest et du golfe du Mexique.

En outre, le Groupe a démontré la faisabilité des risers rigides entièrement déroulés et développe également des applications supplémentaires. Dans le domaine des conduites de transfert de gaz liquéfié (LNG), Coflexip a mis au point un concept innovant afin de pallier les effets des très basses températures.

En parallèle à ce programme de R & D, Coflexip se dote des actifs stratégiques destinés à maintenir sa position de leader en matière de développements sous-marins et entrepris la construction d'un nouveau navire de pose multifonctions, capable de poser des conduites rigides, flexibles et des ombilicaux par 2 500 m. Le CSO Deep Blue, lancé en août 2000, sera opérationnel pour l'été 2001.

**B) PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS**

Les investissements industriels se sont élevés au total à 148,7 millions d'Euros en 2000 contre 83,5 millions d'euros en 1999.

Les principaux investissements industriels 2000 sont les suivants :

- Coûts liés à la construction du Deep Blue toujours en cours de réalisation au 31/12/00 pour 78,9 millions d'euros.
- Phase finale des travaux de modernisation de l'usine de Vitoria au Brésil pour 14,0 millions d'euros.
- Achat du Flexservice 1, auparavant loué à un tiers pour 8, millions d'euros.
- Remplacement de certains logiciels et la modernisation de certains systèmes d'information pour un montant de 8,3 millions d'euros.
- Démarrage des travaux liés à la nouvelle base d'assemblage dans le Golfe du Mexique pour 4,8 millions d'euros.

**Investissements financiers**

En mars et mai 2000, le Groupe a par ailleurs fait l'acquisition de 100% des titres RJ Brown et PERRY SLINGSBY pour un prix d'achat de 2,3 millions de \$ et 7,8 millions de £.

En janvier 2001, le Groupe a fait l'acquisition de la division Mer Profonde du groupe Aker Maritime ASA (voir "événements post-clôture")

**I.3.8. CREATION DE SOCIETES**

Au cours de l'exercice 2000, ont été créées :

- Coflexip Stena Offshore (Nigeria) Ltd, société de droit du Nigeria, détenue à 100 % par Coflexip.
- Coflexip Stena Offshore Pte Ltd, société enregistrée à Singapour, détenue à 100 % par Coflexip.
- CSOL Manning Services Ltd, société enregistrée au Royaume Uni, détenue à 100 % par Coflexip Stena Offshore Ltd.
- Coflexip Maritime Inc, société enregistrée au Delaware, Etats-Unis, détenue à 100% par Coflexip Stena Offshore USA Holdings Inc.
- Coflexip International Norge AS, société enregistrée en Norvège, détenue à 100 % par Coflexip.
- Coflexip Offshore Norge Inc, société enregistrée au Delaware, Etats-Unis, détenue à 100 % par Coflexip International Norge AS.

**I.3.9. CARACTERISTIQUES DE L'ACTIVITE DES PRINCIPALES FILIALES**

Les caractéristiques de l'activité des principales filiales sont décrites au sein du paragraphe traitant de la ventilation des ventes.

**I.4. COFLEXIP : LES RESULTATS****I.4.1. RESULTATS FINANCIERS DU GROUPE**

L'analyse sectorielle utilisée par le Groupe est conforme aux dispositions de la norme américaine, le SFAS 131, et aux recommandations de la COB sur l'information sectorielle. Les secteurs d'activité sont définis selon une segmentation géographique à savoir : Mer du Nord, Brésil, Asie Pacifique et Reste du Monde. Le chiffre d'affaires des projets est affecté au secteur dont dépend la filiale gérant le projet et non pas selon la localisation du client.

Par ailleurs, l'analyse de la performance de chaque secteur est évaluée sur la base du résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements (hors frais de Groupe) des projets appartenant à la zone qui est l'indicateur retenu par la direction Générale du Groupe pour évaluer les performances des zones géographiques. Le Groupe n'affecte ni ses immobilisations, ni ses amortissements ou sa charge d'impôts aux divers secteurs d'activité.

**A) RESULTATS DES ACTIVITES EN 2000****Chiffre d'affaires**

Le Groupe montre en 2000 un chiffre d'affaires de 1 064,6 millions d'euros en progression de 5% par rapport au chiffre d'affaires de l'exercice 1999 qui s'élevait à 1 017,0 millions d'euros.

Cette augmentation reflète d'une part la progression du niveau d'activité observée sur la zone Brésil et d'autre part l'impact favorable de conversion lié à la dépréciation de l'Euro contre les devises dans lesquelles une grande partie des filiales du Groupe établissent leurs comptes. Cette tendance a été partiellement compensée par le repli du chiffre d'affaires des zones Asie Pacifique, Mer du Nord et Reste du Monde. Hors effet de conversion, le chiffre d'affaires du Groupe est, en 2000, en repli de 2% par rapport à l'exercice précédent.

**Mer du Nord**

Le chiffre d'affaires réalisé par la zone Mer du Nord au cours de l'exercice 2000 représente 48% du chiffre d'affaires du Groupe avec 506,8 millions d'euros contre 506,1 millions d'euros ou 50% du chiffre d'affaires du Groupe pour l'exercice 1999. Cette stabilité du niveau d'activité de la zone est liée d'une part à la contribution du secteur norvégien qui se maintient au niveau d'activité atteint en 1999 et d'autre part à l'impact favorable de conversion liée à la dépréciation de l'Euro contre la Livre Sterling et la Couronne Norvégienne, ceci étant partiellement compensé par un léger repli de la contribution du secteur britannique. Hors effet de conversion,

Le chiffre d'affaires de la zone Mer du Nord diminue en 2000 de 6% par rapport à l'exercice 1999.

Le secteur britannique affiche, en 2000, un repli de son niveau d'activité notamment dans le domaine des contrats intégrés par rapport à l'exercice 1999 qui avait bénéficié de la contribution de plusieurs projets importants. Dans ce domaine des contrats intégrés, les principales contributions à noter en 2000 proviennent des projets Captain B extension (TEXACO), Cook (Enterprise), Blake (British GAS), Elgin/Franklin (TOTALFINAELF), Kyle (MAERSK) et Vixen (CONOCO). Le chiffre d'affaires réalisé par les activités de type installation et construction a par contre connu en 2000 une progression significative par rapport à 1999 grâce notamment à un niveau d'activité élevé reconnu dans le cadre du contrat T.H.E exécuté pour TEXACO, AMERADA HESS et TOTALFINAELF.

Les ventes de flexibles sont quant à elles en repli par rapport à 1999. En 2000, le chiffre d'affaires du secteur britannique a par ailleurs bénéficié à hauteur de 10,7 millions d'euros de l'effet favorable de la conclusion de divers litiges commerciaux.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le secteur norvégien de la zone Mer du Nord est resté stable par rapport au niveau élevé d'activité atteint en 1999, grâce principalement, d'une part à l'exécution de Snorre B (SAGA), important projet dans le domaine des contrats intégrés, et d'autre part à la contribution d'un projet de fourniture de flexibles sur le champ d'Asgard pour STATOIL.

Les solutions de raccordement de puits satellites devraient demeurer l'architecture dominante retenue pour les projets à réaliser en 2001 dans la zone Mer du Nord. Alors que le secteur britannique devrait se maintenir au niveau de chiffre d'affaires atteint en 2000, le Groupe anticipe pour 2001 un repli d'activité dans le secteur norvégien ce qui pourrait donc se traduire par une baisse du niveau d'activité global de la zone Mer du Nord en 2001.

### Brésil

La zone Brésil contribue à hauteur de 18% au chiffre d'affaires du Groupe pour un montant de 197,0 millions d'euros en 2000, soit une progression de 52%, ou 40% hors effet de conversion, par rapport à l'exercice 1999 qui affichait 129,9 millions d'euros ou 13% du chiffre d'affaires du Groupe. Cette forte progression résulte principalement de l'augmentation significative du volume des ventes à PETROBRAS de conduites flexibles fabriquées au Brésil et en France par rapport à l'exercice 1999 durant lequel les ventes avaient été particulièrement faibles. Par ailleurs, grâce au *Sunrise 2000* et au *Flexservice 1*, la contribution des contrats de location de navires à PETROBRAS est restée stable en 2000 par rapport à celui de l'exercice précédent, malgré la vente en janvier 2000

du *CSO Installer* qui avait été affrété à PETROBRAS au cours du premier semestre 1999. PETROBRAS ayant exercé son droit de libérer le *Flexservice 1* en novembre 2000, le Groupe a décidé de désarmer le navire en Décembre 2000. Le chiffre d'affaires réalisé en 1999 par la zone Brésil bénéficiait par ailleurs, à hauteur de 12 millions d'euros, de l'issue favorable auprès de PETROBRAS de certaines discussions commerciales relatives à des opérations intervenues sur des exercices antérieurs. Du fait de l'importance des appels d'offre reçus au Brésil en 2000 et principalement de l'attribution du contrat Roncador pour la fourniture et l'installation de 500km de conduites flexibles, le carnet de commandes de la zone a progressé de manière significative. Le calendrier de réalisation de ce contrat est tel que le Groupe pourrait rencontrer une activité plus faible au Brésil en 2001 suivi d'une reprise en 2002 dépendant du calendrier de livraison de cet important projet.

### Asie Pacifique

Le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique contribue à hauteur de 8% au chiffre d'affaires du Groupe pour un montant de 84,4 millions d'euros en 2000, soit une diminution de 28%, ou 31% hors effets de conversion, par rapport au chiffre d'affaires 1999 qui affichait 116,7 millions d'euros ou 11% du chiffre d'affaires du Groupe. Ce repli est essentiellement lié à la baisse d'activité enregistrée dans le domaine des contrats intégrés par rapport à 1999 qui avait bénéficié de la contribution de plusieurs contrats importants tels que Blackback (ESSO), Laminaria/Coralina (WOODSIDE) et Kingfish (ESSO). Les principaux contrats intégrés réalisés en 2000 ont été CRMPII (LARSEN & TURBO) et CRMPI (HYUNDAI) en Inde, Bongkot (TECHNIP) en Thaïlande, ainsi que Infill (GRIFFIN) et la phase finale de Kingfish (ESSO) en Australie.

Le principal contrat de fourniture réalisé en 2000 a été le projet Lufeng en Chine (JHN Oil operating Company). La diminution de chiffre d'affaires de la zone Asie Pacifique par rapport à 1999 est partiellement compensée par la progression de 17,0 millions d'euros de la contribution de la filiale SEAMEC (précédemment appelée PEERLESS), consolidée par intégration globale depuis octobre 1999.

A ce jour les perspectives d'activité en Asie-Pacifique pour 2001 apparaissent relativement conforme à ce qui a pu être observé en 2000.

### Reste du Monde

Le chiffre d'affaires de la zone Reste du Monde s'élève à 276,4 millions d'euros, ou 26% du chiffre d'affaires du Groupe en 2000, soit une augmentation de 5% par rapport à l'exercice



précédent qui affichait une contribution de 264,3 millions d'euros ou 26% du chiffre d'affaires du Groupe sur la même période. Cette augmentation est liée aux effets favorables de conversion. En effet, hors effet de conversion, le chiffre d'affaires de la zone montre une diminution de 4% par rapport à l'exercice 1999. Le chiffre d'affaires 2000 a bénéficié par ailleurs de la progression du niveau d'activité réalisé dans le Golfe du Mexique grâce aux contributions de projets dans le domaine des contrats intégrés tels que Nansen Boomvang (WILLIAMS), Nile (BP) et Typhoon (CHEVRON). La contribution du Canada est également en progression grâce à la poursuite du contrat Terra Nova. L'activité dans le secteur des Pays-Bas reste bonne avec notamment le contrat K4BE pour ELF PETROLAND. La zone a enfin bénéficié en 2000 de la contribution du contrat Erika réalisé en France pour TOTALFINAELF. Par contre, le niveau d'activité réalisé en Afrique de l'Ouest a connu en 2000 un repli par rapport à 1999 qui avait bénéficié de contrats importants dans le domaine des contrats intégrés tels que KUITO 1A /1C (CABGOC) en Angola et Zafiro Gaslift (MOBIL) en Guinée Equatoriale. En 2000, le principal contrat réalisé en Afrique de l'Ouest a été Kuito 1C (CABGOC) en Angola. Les ventes (hors cessions intra-groupe) du secteur Robotique ont progressé en 2000 par rapport à 1999 reflétant notamment la consolidation, depuis la date de son acquisition en mai 2000, de Perry Slingsby LTD. L'amélioration de l'activité commerciale observée en 2000 dans le Golfe du Mexique devrait se traduire, en 2001, par une progression notable du niveau d'activité par rapport aux exercices précédents. En Afrique de l'Ouest, les perspectives d'activité pour 2001 sont relativement comparables à ce qui a pu être réalisé en 2000.

#### **Résultat opérationnel et Résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements**

Du fait de conditions de marché généralement plus difficiles dans toutes les régions, excepté le Brésil qui retrouve un niveau d'activité largement supérieur à 1999, le résultat opérationnel de l'exercice 2000 affiche 108,9 millions d'euros soit une diminution de 21% par rapport aux 136,9 millions d'euros dégagés en 1999. Hors effet de conversion, le résultat opérationnel montre un repli de 26% par rapport à 1999.

Le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissement s'élève à 203,7 millions d'euros en 2000, soit une baisse de 8% par rapport à l'exercice 1999 qui affichait un résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements de 221,8 millions d'euros. Ce repli s'explique par la baisse des contributions de toutes les zones géographiques hormis le Brésil qui montre une contribution

en augmentation du fait de la progression sensible de son niveau d'activité. Hors effet de conversion, le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissement a diminué de 14% par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements et avant frais de Groupe non répartis s'élève à 245,3 millions d'euros en 2000 contre 263,5 millions d'euros en 1999, soit une diminution de 7% ou de 12% hors effet de conversion. (voir Note 3 aux Etats Financiers Consolidés).

#### **Mer du Nord**

Le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements réalisé par la zone Mer du Nord au cours de l'exercice 2000 représente 131,6 millions d'euros ou 26% du chiffre d'affaires de la zone, soit une baisse 7,3 millions d'euros par rapport aux 138,9 millions d'euros ou 27% du chiffre d'affaires atteints en 1999. Après retraitement des effets de conversion cette baisse de 5% par rapport à l'exercice précédent atteint 10%. Cette diminution provient notamment d'une part de la pression sur les marges observée dans le secteur britannique au cours de l'exercice 2000 et d'autre part de la diminution de la contribution de l'usine du Trait reflétant ainsi le repli de l'activité de fourniture de conduites flexibles dans la zone Mer du Nord. Ces tendances ont été partiellement compensées par un meilleur niveau d'utilisation des navires sur la zone en 2000 et par l'effet favorable, à hauteur de 15,6 millions d'euros, de la conclusion de certains litiges commerciaux relatifs à des projets exécutés au cours des exercices précédents.

#### **Brésil**

Le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements de la zone Brésil s'élève en 2000 à 58,0 millions ou 29% du chiffre d'affaires de la zone et affiche donc une progression de 13,4 millions d'euros par rapport aux 44,6 millions ou 34% du chiffre d'affaires atteints en 1999. Cette augmentation de 30%, ou 18% hors effet de conversion, reflète principalement l'amélioration significative de l'activité de ventes de conduites flexibles fabriquées au Brésil par rapport à l'exercice 1999 qui avait dégagé un résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements particulièrement bas du fait d'un niveau d'activité très faible à l'usine de Vitoria. Le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements de la zone Brésil a également bénéficié de la progression des ventes de conduites flexibles fabriquées dans l'usine du Trait et d'une contribution plus élevée du contrat de location du *Sunrise 2000* à PETROBRAS. En dépit des bonnes performances du navire sur l'exercice 2000, la contribution du contrat

de location à PETROBRAS a diminué par rapport à l'exercice 1999 du fait de l'arrêt du contrat en novembre 2000 et de l'impact défavorable non récurrent de 2,8 millions d'euros sur le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements du désarmement du navire en décembre 2000. Par ailleurs, le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements de l'exercice 1999 avait bénéficié à hauteur de 19,1 millions d'euros de la conclusion satisfaisante de certaines discussions commerciales avec PETROBRAS. Les projets brésiliens commençant à être commercialisés dans le cadre d'une offre de services complets plutôt qu'une offre séparée de fourniture et installation, et les droits de douane auparavant appliqués aux produits étrangers ayant été supprimés, les marges dégagées sur cette zone devraient désormais rejoindre le niveau observé dans les autres zones.

#### *Asie Pacifique*

Le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements réalisé par la zone Asie Pacifique au cours de l'exercice 2000 s'élève à 22,9 millions d'euros ou 27% du chiffre d'affaires de la zone, soit une diminution de 2% ou de 6% hors effet de conversion, par rapport aux 23,2 millions d'euros ou 20% du chiffre d'affaires réalisés sur l'exercice 1999. L'augmentation de la contribution de SEAMEC, consolidée par intégration globale depuis octobre 1999, associée à l'impact favorable, à hauteur de 7,2 millions d'euros, de la clôture d'un projet réalisé sur des exercices antérieurs, sont venus partiellement compenser le recul de la contribution des contrats intégrés observé sur la zone en 2000.

#### *Reste du Monde*

La zone Reste du Monde contribue quant à elle pour 32,8 millions d'euros au résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements du Groupe en 2000, soit une rentabilité de 12%, à comparer à 56,8 millions d'euros ou 21% en 1999. Ce repli de 42%, ou 44% hors effets de conversion, est essentiellement lié à la baisse d'activité enregistrée en Afrique de l'Ouest par rapport au niveau atteint en 1999, alliée au repli de la contribution de l'usine du Trait qui reflète la baisse des ventes de conduites flexibles dans la zone Reste du Monde. Le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements de la zone a également été pénalisé en 2000 par la performance médiocre de certains contrats réalisés dans le Golfe du Mexique. Par ailleurs le contrat Boomvang (WILLIAMS), étant en fin d'année à un stade d'avancement peu élevé, ne contribue pas encore en 2000 au résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements de la zone. Ces tendances n'ont été que partiellement compensées par la progression significative de la contribution du secteur Robotique.

#### *Frais de Groupe non répartis*

Les frais de Groupe non répartis restent stables en 2000 et atteignent 41,5 millions d'euros contre 41,7 millions d'euro en 1999.

#### *Dotations aux amortissements*

Les dotations aux amortissements ont progressé de 12% ou 10,0 millions d'euros avec 94,9 millions d'euros en 2000 contre 84,9 millions d'euros en 1999. Cette augmentation reflète notamment la dépréciation non récurrente de 5,2 millions d'euros enregistrée sur le navire *Flexservice 1* et ses équipements afin de ramener leur valeur nette comptable au niveau de leur valeur de marché. Les dotations aux amortissements de l'exercice 2000 comprennent également une dépréciation de 6 millions d'euros enregistrée sur certains actifs industriels afin de refléter leur juste valeur (voir Note 7 aux Etats financiers Consolidés). L'évolution de l'Euro a par ailleurs entraîné une progression de ces dotations aux amortissements. Hors ces effets de conversion, les dotations aux amortissements ont progressé de 6% en 2000 par rapport à l'exercice précédent.

#### *Frais commerciaux et administratifs*

Les frais commerciaux et administratifs de l'exercice 2000 s'élèvent à 104,3 millions d'euros et diminuent donc de 1% ou 0,9 millions d'euros par rapport aux 105,2 millions d'euros enregistrés en 1999. Cette réduction résulte principalement des efforts de réduction des coûts conduits par le Groupe dont l'impact est partiellement compensé par la dépréciation de l'Euro contre les devises dans lesquelles sont enregistrées une part importante de ces frais commerciaux et administratifs. Corrigé de ces effets de conversion, les frais commerciaux et administratifs diminuent de 4% en 2000 par rapport à l'exercice précédent.

#### *Résultat financier*

Le résultat financier (produits et frais financiers et résultat de change) dégage un produit net de 19,6 million d'euros en 2000 contre un produit net de 0,6 million d'euros en 1999.

Les frais financiers diminuent de 35% et représentent 11,7 millions d'euros en 2000 contre 18,1 millions d'euros enregistrés en 1999. Cette baisse s'explique principalement par l'impact des intérêts liés aux obligations convertibles qui, du fait de la conversion par Stena International B.V intervenue au cours du second semestre 1999, n'ont plus porté intérêts en 2000 et par l'amélioration sensible de la situation de trésorerie du Groupe. Ces effets ont été partiellement compensés par l'impact des variations de change sur les charges d'intérêts exprimées en devises étrangères et par

la consolidation par intégration globale, depuis octobre 1999, de SEAMEC. Corrigé des impacts de conversion, les frais financiers diminuent de 39% en 2000 par rapport à 1999.

Les produits financiers progressent par ailleurs de 46% avec 30,7 millions d'euros en 2000 contre 21,0 millions d'euros en 1999 du fait principalement de l'amélioration de la situation de trésorerie du Groupe sur la période et la progression des taux d'intérêts en euros. Les produits financiers 2000 bénéficient également de l'impact favorable de gains réalisés au Brésil sur des opérations de rachat de dette intervenues sur la base de prix inférieurs au nominal pour un montant de 2,0 millions d'euros contre 2,8 millions d'euros en 1999.

Le résultat de change de l'exercice 2000 se solde par un gain de 0,7 millions d'euros contre une perte de 2,4 million d'euros enregistré en 1999 qui était principalement liée à la dévaluation de la monnaie brésilienne intervenue en Janvier 1999.

#### *Plus-values de cession*

En janvier 2000, le Groupe a réalisé une plus-value de 10,4 millions d'euros grâce à la vente à un tiers du navire CSO Installer. En Septembre 2000, une plus-value de 167,4 millions d'euros avant impôts a été réalisée suite à la vente par le Groupe, à un prix de 52,625 dollars américains par titre, des 3 699 788 actions Cal Dive International Inc qu'il détenait.

#### *Résultats des sociétés mises en équivalence*

La quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence s'élève à 2,7 millions d'euros en 2000 contre 2,6 millions d'euros également en 1999. Ces résultats des sociétés mises en équivalence reflètent en 2000 la contribution, sur les trois premiers trimestres de l'exercice, de Cal Dive.

#### *Impôts sur les sociétés*

La charge d'impôt sur les sociétés s'élève à 85,8 millions d'euros soit un taux effectif de 27,8% représentant une diminution significative par rapport au taux de 36,2% atteint en 1999. Cette baisse reflète notamment l'imposition à taux réduit des plus-values enregistrées suite à la cession du CSO Installer et des titres Caldive. Comme en 1999, le taux effectif de l'exercice 2000 reste par contre pénalisé par les dotations aux amortissements correspondants à l'écart d'évaluation des navires de Stena Offshore et à l'écart d'acquisition résiduel, qui ne constituent pas des charges déductibles fiscalement.

Les résultats des sociétés mises en équivalence sont enfin présentés net d'impôt. Une fois ajusté des éléments cités ci-dessus, le taux effectif d'impôt de l'exercice 2000 ressort à 33,8%.

#### *Résultat net*

Le résultat net consolidé s'élève à 222,7 millions d'euros en 2000 contre 89,6 millions d'euros en 1999 soit une augmentation de 133,1 millions d'euros. Hors plus-values de cession liées à la vente du CSO Installer et des titres Caldive le résultat net 2000 se monte à 83,6 millions d'euros soit un recul de 7% par rapport à 1999. Après correction uniquement des effets de conversion, le résultat net 2000 affiche une progression de 125,8 millions d'euros par rapport à l'exercice 1999.

#### *B) RESULTATS DES ACTIVITES EN 1999*

##### *Chiffre d'affaires*

Le Groupe a affiché en 1999 un chiffre d'affaires de 1 017,0 millions d'euros en repli de 11% par rapport au chiffre d'affaires de l'exercice 1998 qui s'élevait à 1 143,7 millions d'euros. Cette diminution reflétait le repli de l'activité observé sur toutes les zones géographiques excepté la zone Reste du Monde.

##### *Mer du Nord*

Le chiffre d'affaires réalisé par la zone Mer du Nord au cours de l'exercice 1999 représentait 50% du chiffre d'affaires du Groupe avec 506,1 millions d'euros contre 550,7 millions d'euros ou 48% du chiffre d'affaires du Groupe pour l'exercice 1998. Cette diminution de 8% du niveau d'activité de la zone était liée à la baisse de la contribution du secteur britannique qui avait connu en 1998 un niveau d'activité élevé notamment dans le domaine des contrats intégrés avec des projets tels que Ross (TALISMAN), ETAP (BP/SHELL), Schiehallion (BP), Janice (KERR MCGEE) et Flora (AMERADA HESS). Ce secteur s'est néanmoins montré actif en 1999 dans le domaine des contrats intégrés grâce notamment aux projets Naturgas (DANSK), Elgin/Franklin (ETPM et ELF), Jupiter (CONOCO), Bell (AMOCO), ETAP (BP), Kyle (RANGER) et Ross (TALISMAN). Les ventes de flexibles enregistrées dans ce secteur britannique affichent également un repli par rapport à l'exercice 1998 qui avait bénéficié des contributions significatives de Schiehallion (BP/AMOCO) et de Pierce (ENTERPRISE OIL). Les principaux projets de fourniture de flexibles de l'exercice 1999 étaient Buchan (TALISMAN) et Shiehallion "Jumper supply" (KOG). Les activités de type installation et construction avaient par contre réalisé un chiffre d'affaires stable par rapport à 1998 grâce notamment à la contribution du projet T.H.E exécuté pour TEXACO, AMERADA HESS et ELF.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le secteur norvégien de la zone Mer du Nord a connu par contre en 1999 une légère progression par rapport à l'activité réalisée en 1998 grâce d'une part à l'exécution d'importants projets dans le domaine des contrats intégrés

tels que Snorre B (STATOIL), Heidrun North (STATOIL) et Visund (Norsk HYDRO) et d'autre part à la contribution de projets de fourniture de flexibles sur le champ d'Asgard pour STATOIL.

### *Brésil*

La zone Brésil contribuait à hauteur de 13% au chiffre d'affaires du Groupe pour un montant de 129,9 millions d'euros en 1999, soit une baisse de 44% par rapport à l'exercice 1998 qui avait affiché 231,0 millions d'euros ou 20% du chiffre d'affaires du Groupe. Ce repli s'expliquait essentiellement par la baisse significative du volume des ventes à PETROBRAS de conduites flexibles fabriquées au Brésil ainsi que par l'absence, contrairement à l'exercice 1998, de campagne brésilienne du CSO Apache au cours de l'exercice 1999. Cette réduction d'activité était néanmoins partiellement compensée, à hauteur de 12 millions d'euros, par l'issue favorable auprès de PETROBRAS au cours de l'exercice 1999 de certaines discussions commerciales relatives à des opérations intervenues sur des exercices antérieurs et par une légère progression des ventes de conduites flexibles fabriquées en France dont le niveau reste néanmoins peu élevé. De plus, la poursuite des contrats de location du Sunrise 2000 et du Flexservice 1 à PETROBRAS a dégagé un chiffre d'affaires en légère progression par rapport à celui de l'exercice précédent. Le CSO Installer avait de nouveau contribué en 1999 au chiffre d'affaires de la zone du fait de l'affrètement du navire jusqu'au mois de mai à PETROBRAS. Cette contribution du CSO Installer restait stable par rapport à celle enregistrée en 1998 où le navire avait également fait l'objet d'un affrètement à PETROBRAS au cours du premier et du quatrième trimestre.

### *Asie Pacifique*

Le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique contribuait à hauteur de 11% au chiffre d'affaires du Groupe pour un montant de 116,7 millions d'euros en 1999, soit une diminution de 24% par rapport au chiffre d'affaires 1998 qui avait affiché 154,4 millions d'euros ou 14% du chiffre d'affaires du Groupe. Ce repli était essentiellement lié à la baisse d'activité enregistrée dans le domaine des contrats intégrés par rapport au niveau élevé atteint en 1998. L'exercice 1999 s'était néanmoins avéré actif dans ce domaine des contrats intégrés avec plusieurs contrats importants tels que Blackback (ESSO), Laminaria (WOODSIDE) et Kingfish (ESSO). La diminution de chiffre d'affaires de la zone par rapport à 1998 était également liée à la baisse significative de la demande de fourniture de conduites flexibles intervenue sur l'exercice 1999. Cette diminution avait été anticipée en 1998 et avait conduit le Groupe à décider en fin d'année l'arrêt de la production de son usine australienne.

A ce jour l'activité en Asie-Pacifique en 2000 demeure globalement peu soutenue. Toutefois, on note une amélioration de l'économie dans les pays du sud-est asiatique et une reprise de l'activité commerciale en Australie. Enfin, sa participation accrue dans Peerless apporte au Groupe de nouvelles ressources dans la région.

### *Reste du Monde*

Le chiffre d'affaires de la zone Reste du Monde s'élevait à 264,3 millions d'euros, ou 26% du chiffre d'affaires du Groupe en 1999, soit une augmentation notable de 27% par rapport à l'exercice précédent qui avait affiché une contribution de 207,6 millions d'euros ou 18% du chiffre d'affaires du Groupe sur la même période. Cette augmentation était entre autres liée au développement des activités de contrats intégrés réalisés en Afrique de l'Ouest avec notamment en Angola le projet Kuito (CABGOC) mais aussi au Canada avec Terra Nova (PETROCANADA) et aux Pays-Bas avec L4 PN (ELF PETROLAND) ainsi qu'à la poursuite des activités sur le projet Zafiro Gaslift en Guinée Equatoriale pour MOBIL. Le Golfe du Mexique a connu par contre une baisse de son niveau d'activité qui a pénalisé la progression du chiffre d'affaires réalisé en 1999 sur la zone Reste du Monde. Enfin les ventes (hors cessions intra-groupe) du secteur Robotique étaient restées stables en 1999 par rapport à l'exercice précédent.

### **RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AVANT DÉPRÉCIATION ET AMORTISSEMENTS**

Du fait de la baisse de l'activité, le résultat opérationnel de l'exercice 1999 a affiché 136,9 millions d'euros soit une diminution de 8,5% par rapport aux 149,7 millions d'euros dégagés en 1998. Avant l'impact défavorable de la charge d'amortissement complémentaire de 15,1 millions d'euros et de la provision de 6,0 millions d'euros enregistrées suite à la décision d'arrêt de la production dans l'usine australienne le résultat opérationnel de l'exercice 1998 s'était élevé à 170,8 millions d'euros. Le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissement s'élevait à 221,8 millions d'euros en 1999, soit une baisse de 9% par rapport à l'exercice 1998 qui avait affiché un résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements de 243,5 millions d'euros. Ce repli s'explique par la baisse des contributions de toutes les zones géographiques hormis la zone Reste du Monde. Le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements et avant frais de Groupe non répartis s'est élevé à 263,5 millions d'euros en 1999 contre 282,7 millions d'euros en 1998, soit une diminution de 7% (voir Note 3 aux Etats Financiers Consolidés).

**Mer du Nord**

Le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements réalisé par la zone Mer du Nord au cours de l'exercice 1999 représentait 138,9 millions d'euros ou 27% du chiffre d'affaires de la zone, soit une baisse 14,3 millions d'euros par rapport aux 153,2 millions d'euros ou 28% du chiffre d'affaires atteints en 1998. Cette diminution provenait notamment de difficultés contractuelles rencontrées sur certains projets au cours du dernier trimestre de l'exercice 1999 et faisant l'objet de discussions avec les clients concernés ainsi que de la pression sur les marges observée au cours de l'année 1999 du fait de la recrudescence de la concurrence. Le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements s'est trouvé, de plus, affecté par la baisse de la contribution de l'usine du Trait reflétant ainsi la diminution de l'activité de fourniture de conduites flexibles dans la zone Mer du Nord. Cette tendance a été partiellement compensée par des performances opérationnelles offshore satisfaisantes ainsi que par le bon niveau de marge reconnu au cours de l'exercice 1999 sur certains projets attribués au cours des exercices précédents.

**Brésil**

Le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements de la zone Brésil s'élevait en 1999 à 44,6 millions ou 34% du chiffre d'affaires de la zone et a affiché donc une baisse de 12,1 millions d'euros par rapport aux 56,7 millions ou 25% du chiffre d'affaires atteints en 1998. Ce repli s'expliquait principalement par le recul, considéré par le Groupe comme temporaire, des ventes de conduites flexibles fabriquées au Brésil et était partiellement compensé par l'amélioration de la contribution des affrètements du Sunrise 2000 et du Flexservice 1 et par la progression des ventes de conduites flexibles fabriquées dans l'usine du Trait. Le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements 1999 de la zone Brésil a enfin bénéficié à hauteur de 19,1 millions d'euros de la conclusion satisfaisante de certaines discussions commerciales avec PETROBRAS faisant partie des litiges qui avaient pénalisé le résultat opérationnel 1998 à hauteur de 21,7 millions d'euros.

Avant l'impact de ces recettes relatives à des opérations intervenues sur de précédents exercices, le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements de la zone se serait élevé en 1999 à 25,5 millions d'euros soit 22% du chiffre d'affaires de la zone.

**Asie Pacifique**

Le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements réalisé par la zone Asie Pacifique au cours de l'exercice 1999 s'élevait à 23,2 millions d'euros ou 20% du chiffre d'affaires de

la zone, soit une diminution de 39% par rapport aux 38,0 millions d'euros ou 25% du chiffre d'affaires réalisés sur l'exercice 1998. Ce repli provenait essentiellement de la baisse, anticipée en 1998, des ventes de conduites flexibles. En ligne avec les décisions prises à la fin de l'exercice 1998, le Groupe avait cessé la production dans son usine australienne de Fremantle au cours du second trimestre de l'exercice 1999. La non réalisation de certains des coûts associés à la décision d'arrêt de la production provisionnés en 1998 avait, par ailleurs, eu un impact favorable de 5,1 millions d'euros sur le résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements de la zone Asie Pacifique et était ainsi venu partiellement compenser la diminution des ventes de conduites flexibles.

**Reste du Monde**

La zone Reste du Monde contribuait quant à elle pour 56,8 millions d'euros au résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements du Groupe en 1999, soit une rentabilité de 21%, à comparer à 34,7 millions d'euros ou 17% en 1998. Cette progression de 64% était essentiellement liée au développement des activités et une amélioration globale des performances en Afrique de l'Ouest ainsi qu'à la progression des activités réalisées au Canada. Cette augmentation était néanmoins partiellement compensée par la baisse significative de la contribution du secteur Robotique dont les marges avaient été affectées par le niveau de concurrence accru observé sur l'exercice 1999.

**Frais de groupe non répartis**

Les frais de Groupe non répartis s'élevaient à 41,7 millions d'euros en 1999, en progression de 2,5 millions d'euros ou 6,4% par rapport à 1998 qui affichait 39,2 millions d'euros. Cette augmentation était essentiellement liée à la progression des frais de recherche et développement.

**Dotations aux amortissements**

Les dotations aux amortissements avaient diminué de 9% ou 8,9 millions d'euros avec 84,9 millions d'euros en 1999 contre 93,8 millions d'euros en 1998. Cette baisse était principalement liée à la dotation aux amortissements non récurrente de 15,1 millions d'euros enregistrée en 1998 afin de déprécier totalement l'usine australienne ceci par suite de la décision d'arrêt des activités.

La charge des exercices 1999 et 1998 incluait, respectivement, pour 7,7 millions d'euros et 7,4 millions d'euros liés à l'affectation à la flotte de Stena Offshore d'une partie significative de l'écart de première consolidation généré par l'acquisition de Stena Offshore ainsi que 2,8 millions d'euros d'amortissements sur chacun des deux exercices au titre de l'écart d'acquisition résiduel.

**Frais commerciaux et administratifs**

Les frais commerciaux et administratifs de l'exercice 1999 s'élevaient à 105,2 millions d'euros et progressaient donc de 10% ou 9,3 millions d'euros par rapport aux 95,9 millions d'euros enregistrés en 1998. Cette augmentation s'expliquait essentiellement par la progression des frais de recherche et développement et par l'impact de la dépréciation de l'euro par rapport aux devises dans laquelle était exprimée une part significative de ces frais.

**Résultat financier**

Le résultat financier (produits et frais financiers et résultat de change) dégagait un produit net de 0,6 million d'euros en 1999 contre une charge nette de 0,5 million d'euros en 1998.

Les frais financiers diminuaient de 8% et représentaient 18,1 millions d'euros en 1999 contre 19,7 millions d'euros enregistrés en 1998. Cette baisse s'expliquait notamment par la réduction des intérêts liés aux obligations convertibles qui, du fait de la conversion par Stena International B.V intervenue au cours du second semestre 1999, n'avaient plus porté intérêts à compter du mois de Juillet. Cette diminution avait été partiellement compensée par l'impact des variations de change sur les charges d'intérêts exprimées en devises étrangères. Les produits financiers avaient par ailleurs augmenté de 17% avec 21,0 millions d'euros en 1999 contre 17,9 millions d'euros en 1998 du fait principalement de l'amélioration sensible de la situation de trésorerie du Groupe sur la période. Les produits financiers 1999 bénéficiaient également de l'impact favorable de gains réalisés au Brésil sur des opérations de rachat de dette intervenues sur la base de prix inférieurs au nominal pour un montant de 2,8 millions d'euros contre 6,9 millions d'euros en 1998.

Le résultat de change de l'exercice 1999 se soldait par une perte de 2,4 millions d'euros contre un gain de 1,3 million d'euros enregistré en 1998 et représentait essentiellement l'impact négatif de la dévaluation de la monnaie brésilienne intervenue en Janvier 1999.

**Résultats des sociétés mises en équivalence**

La quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence s'élevait à 2,6 millions d'euros en 1999 contre 5,9 millions d'euros en 1998. Cette diminution s'expliquait par la baisse de la contribution de Caldive, après amortissement du goodwill, avec 2,6 millions d'euros en 1999 contre 3,9 millions d'euros en 1998 ainsi que par la cession par le Groupe, en octobre 1998, de ses intérêts dans la société Travocéan dont la contribution positive avait représenté 2,0 millions d'euros en 1998.

**Impôts sur les sociétés**

La charge d'impôt sur les sociétés s'élevait à 50,9 millions d'euros soit un taux effectif de 36,2% représentant une diminution par rapport au taux de 37,9% atteint en 1998. Cette baisse provenait notamment de la progression relative des contributions des entités non françaises du Groupe.

Comme en 1998, le taux effectif de l'exercice 1999 restait par ailleurs pénalisé par les dotations aux amortissements correspondants à l'écart d'évaluation des navires de Stena Offshore et à l'écart d'acquisition résiduel, qui ne constituaient pas des charges déductibles fiscalement.

Les résultats des sociétés mises en équivalence étaient enfin présentés net d'impôt. Une fois ajusté des deux éléments cités ci-dessus, le taux effectif d'impôt de l'exercice 1999 ressortait à 34,4%.

**Résultat net**

Le résultat net consolidé s'élevait à 89,6 millions d'euros en 1999 contre 96,6 millions d'euros en 1998 soit un repli de 7,2%.

**CJ EVOLUTION DU BILAN ET SITUATION FINANCIERE**

L'évolution constatée au cours de l'exercice 2000 sur le bilan du Groupe appelle les commentaires suivants.

Le fonds de roulement s'est amélioré de manière sensible en passant de 294,8 millions d'euros au 31 décembre 1999 à 465,4 millions d'euros au 31 décembre 2000, reflétant principalement l'amélioration très significative du niveau de la trésorerie nette disponible liée notamment à la cession en septembre 2000 des titres Cal Dive. Les investissements de l'exercice ont été financés principalement par les flux de trésorerie en provenance de l'exploitation. En 2000, le Groupe a poursuivi un programme d'investissement supérieur à celui de 1999 et représentant 148,7 millions d'euros d'investissements en immobilisations corporelles comprenant notamment les coûts liés à la construction du navire *CSO Deep Blue*, toujours en cours de construction, pour 78,9 millions d'euros, le démarrage des travaux d'amélioration sur le *CSO Constructor* et la phase finale des travaux de modernisation de l'usine de Vitoria au Brésil pour respectivement 14,0 millions d'euros et 3,1 millions d'euros, l'achat du *Flexservice 1*, auparavant loué à un tiers, pour 8,5 millions d'euros ainsi que le remplacement de certains logiciels et la modernisation de certains systèmes d'information pour un montant de 8,3 millions d'euros et le démarrage des travaux liés à la nouvelle base d'assemblage dans le Golfe du Mexique pour 4,8 millions d'euros.

En mars et en mai 2000, le Groupe a par ailleurs fait l'acquisition de 100% des titres de KVAERNER RJ BROWN et de SLINGSBY

ENGINEERING Ltd pour un prix d'achat de 2,3 millions de dollars américains et de 7,8 millions de livres sterling.

#### *Investissements 2001:*

Le Groupe estime que ses investissements devraient à nouveau progresser au cours de l'exercice 2001 et pourraient atteindre un montant approximatif de 175 millions d'euros du fait principalement de la phase finale de la construction du *CSO Deep Blue* et des travaux d'amélioration sur le *CSO Constructor* qui pourraient représenter respectivement un montant d'investissement de l'ordre de 75,0 millions d'euros et de 17,0 millions d'euros.

Le programme d'investissements 2001 comprend par ailleurs approximativement 23,0 millions d'euros au titre d'investissements industriels, 26,0 millions d'euros pour la modernisation et la maintenance de la flotte de navires et de robots sous-marins, 9,0 millions d'euros pour la modernisation des systèmes d'information et enfin 20 millions d'euros d'investissements concernant la Division CSO Aker Maritime.

En janvier 2001, le Groupe a fait l'acquisition de la division Mer Profonde du groupe Aker Maritime ASA (la Division Mer Profonde) pour un prix d'acquisition de 513 millions de dollars américains et la prise en compte d'une dette nette estimée de 112 millions de dollars américains. Le prix d'acquisition sera soumis aux mécanismes d'ajustement d'usage sur la base des comptes consolidés audités au 31 décembre 2000 de la Division Mer Profonde. La transaction étant intervenue après la clôture de l'exercice 2000, l'impact de cette acquisition n'est pas enregistré dans les comptes du Groupe arrêtés au 31 décembre 2000.

L'acquisition pour un prix de 513 millions de dollars américains des titres de la Division Mer Profonde et la reprise de la dette pour un montant de 142 millions de dollars US, a été financée sur les ressources propres du Groupe à hauteur de 285 millions de dollars US et pour 370 millions de dollars US par l'ouverture de nouvelles lignes de crédit court terme que le Groupe devrait refinancer en 2001 grâce à la mise en place de crédits long terme. Hormis les coûts d'acquisition complémentaires, et notamment les coûts relatifs à la procédure d'ajustements de prix, le Groupe n'anticipe pas d'autres coûts significatifs que les intérêts relatifs à la dette levée pour financer cette acquisition.

Au 31 décembre 2000, les dettes à long terme du Groupe (y compris la partie à moins d'un an de ces dettes long terme) s'élèvent à 76,6 millions d'euros soit une baisse significative par rapport à la situation au 31 décembre 1999 qui affichait 99,4 millions d'euros. Le capital restant dû au titre des crédits consentis pour la conversion et

l'amélioration du *Sunrise 2000* s'élève à 31,7 millions de dollars US tandis que le capital restant dû sur le crédit australien se monte à 11,6 millions de dollars australiens. Après la prise en compte de l'endettement de 370 millions de dollars US lié à l'acquisition de la Division Mer Profonde et de la trésorerie de la Division Mer Profonde estimée à 62 millions de dollars US, le ratio d'endettement net du Groupe devrait, après cette acquisition, atteindre approximativement 15% des fonds propres.

La trésorerie s'élève à 598,8 millions d'euros au 31 décembre 2000 contre 404,5 millions d'euros à fin décembre 1999. Les flux de trésorerie provenant des opérations de financement ont dégagé un besoin net de trésorerie de 44,3 millions d'euros contre un surplus de 16,3 millions d'euros en 1999. Cette évolution reflète principalement le paiement du dividende et le désendettement intervenus sur l'exercice 2000. L'amélioration sensible du niveau de la trésorerie est notamment liée à la cession, au cours de l'exercice, des titres Cal Dive et du *CSO Installer* qui ont eu un effet favorable à hauteur respectivement de 213,7 millions d'euros et de 14,9 millions d'euros sur le niveau de la trésorerie du Groupe. Après prise en compte de l'acquisition de la Division Mer Profonde, la position de trésorerie du Groupe serait approximativement de 358,8 millions d'euros à fin décembre 2000.

En outre le Groupe disposait à fin décembre 2000 de 75,0 millions d'euros de lignes de crédit long terme disponibles et non utilisées ainsi que de 100,2 millions d'euros de crédit court terme disponibles et non utilisés, ceci ne tenant pas compte des nouvelles lignes mises en place pour assurer le financement de l'acquisition de la Division Mer Profonde. Les découverts bancaires ont légèrement progressé de 5,8 millions d'euros au 31 décembre 1999 à 7,6 millions d'euros au 31 décembre 2000 et ont été utilisés pour financer les besoins de financement temporaires.

Au 31 décembre 2000 la partie court terme des dettes à long terme s'élève à 28,1 millions d'euros contre 37,5 millions d'euros au 31 décembre 1999.

Le Groupe emprunte généralement dans la même devise que celle de l'investissement ou que celle des revenus générés par les actifs financés.

Les capitaux propres ont, par ailleurs, progressé de 206,7 millions d'euros depuis le début de l'exercice, ceux-ci s'élevant à 699,3 millions d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2000 contre 906,0 millions d'euros au 31 décembre 2000 du fait du résultat de l'exercice ainsi que d'un léger impact favorable des taux de change sur les capitaux propres des filiales étrangères détenues par Coflexip SA. Cette augmentation est partiellement compensée par les distributions de dividendes intervenues sur l'exercice.

## I.4.2. RESULTATS DE LA SOCIETE MERE COFLEXIP

### CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2000 ressort à 166,8 millions d'euros, soit une diminution de 40,6 millions d'euros ou 20% par rapport aux 207,4 millions d'euros enregistrés sur l'exercice 1999. Ce repli s'explique notamment par la baisse d'activité de ventes de conduites flexibles observée en Norvège, qui n'a été que partiellement compensée par une progression de l'activité à destination du Brésil.

Les principaux contrats exécutés en 2000 représentent environ 43 % du chiffre d'affaires de l'exercice, et sont: Terra Nova pour PETROCANADA (18,3 millions d'euros), Snorre 2 pour NORSK HYDRO (13,9 millions d'euros), Marlim Sul (11,1 millions d'euros), Marlim P (6,9 millions d'euros) et Marlim Field (6,3 millions d'euros) pour PETROBRAS, Njord pour NORSK HYDRO (5,6 millions d'euros), Asgard pour STATOIL (4,3 millions d'euros) et Blake pour BRITISH GAS INTERNATIONAL (3,4 millions d'euros).

Les consommations externes, après une baisse notable en 1998 puis en 1999, enregistrent à nouveau une diminution avec 150,3 millions d'euros en 2000 contre 152,1 millions d'euros en 1999. La valeur ajoutée ressort ainsi à 30,8 millions d'euros en 2000 contre 50,6 millions d'euros en 1999.

Les charges de personnel enregistrent une progression de 4 % et s'élèvent à 47,4 millions d'euros contre 45,6 millions d'euros en 1999.

Les dotations aux amortissements et provisions de l'exercice s'élèvent par ailleurs à 35,8 millions d'euros, soit un niveau très inférieur à celui de 1999 (43,2 millions d'euros) malgré l'impact non-récurrent de la dépréciation enregistrée sur le Flexservice 1 et ses équipements pour un montant de 5,2 millions d'euros.

Les reprises sur provisions et transferts de charges se montent à 36,1 millions d'euros au 31 décembre 2000 contre 17,6 millions d'euros au 31 décembre 1999.

Cette évolution s'explique essentiellement par la comptabilisation en 2000 de diverses reprises sur provisions pour risques et charges à hauteur de 16,8 millions d'euros ainsi que par la perception, de 5,7 millions d'euros, de produits relatifs à un projet exécuté au cours des exercices antérieurs.

Le résultat d'exploitation s'élève ainsi à 11,6 millions d'euros en 2000 contre un profit d'exploitation de 7,1 millions d'euros en 1999.

### RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier 2000 se compare de manière très favorable à celui de l'exercice précédent, avec un profit net de 68,7 millions d'euros contre un profit net de 38,2 millions d'euros en 1999. Cette évolution s'explique essentiellement par :

- L'accroissement des dividendes perçus des filiales avec 53,4 millions d'euros contre 30,5 millions d'euros en 1999.
- Les produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements représentent 6,9 millions d'euros en 2000 contre 0,6 million d'euros en 1999, reflétant ainsi l'amélioration notable de la situation de trésorerie de la société au cours, grâce notamment à la cession des titres Cal Dive Inc intervenue en septembre 2000.
- La forte diminution des intérêts versés, de 6,9 millions d'euros en 1999 à 3,4 millions d'euros en 2000. Cette baisse résulte notamment de la disparition de la charge d'intérêts liée aux obligations convertibles, du fait de la conversion par Stena International BV intervenue au cours du second semestre 1999.
- Les intérêts et les garanties parentales facturés aux filiales sont par contre restés stables avec 8,5 millions d'euros en 2000 contre 8,2 millions d'euros en 1999.

Le résultat de change reste peu significatif avec une perte nette sur opérations réalisées de 0,2 millions d'euros constatée en 2000 contre une perte nette de 0,9 millions d'euros en 1999.

### RÉSULTAT EXCEPTIONNEL ET PLUS-VALUE DE CESSION

Le résultat exceptionnel dégage un profit de 186,2 millions d'euros en 2000 contre une perte exceptionnelle de 4,5 millions d'euros en 1999 .

Le résultat exceptionnel 2000 comprend notamment une plus value de 183,5 millions d'euros réalisée lors de la cession par la société, en septembre 2000, de la totalité des titres Cal Dive International détenus, ceci pour un prix de vente de 223,2 millions d'euros.

Le résultat exceptionnel 1999 était quant à lui pénalisé à hauteur de 2 millions d'euros par l'impact des versements effectués à un organisme extérieur au titre des indemnités de fin de carrière, ainsi que par des dotations (nettes de reprises) aux amortissements dérogatoires pour 2,7 millions d'euros.



**PARTICIPATION DES SALARIÉS ET IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS**

Les droits acquis au titre de la participation par l'ensemble des salariés des sociétés concernées par l'accord de Groupe s'élèvent à 1,3 millions d'euros en 2000.

La charge de participation des salariés enregistrée en 2000 chez Coflexip S.A. est de 1,1 million d'euros.

La charge d'impôt de l'exercice s'élève à 43,5 million d'euros, soit une hausse significative par rapport aux 8,6 millions d'euros constatés en 1999. Cette progression reflète notamment l'impôt dû au titre de la plus-value réalisée suite à la cession des titres Cal Dive International Inc. Cette plus-value taxée selon le régime des plus-values long terme a un impact de 38,7 millions d'euros sur la charge d'impôts de l'exercice.

**Résultat net**

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, l'exercice 2000 se solde par un résultat net comptable de 221,9 millions d'euros contre 30,7 millions d'euros en 1999. Hors plus-value de cession des titres Cal Dive, le résultat net 2000 de Coflexip SA ressort à 77,9 millions d'euros.

**BILAN**

L'analyse comparée de la structure des bilans d'ouverture et de clôture appelle les commentaires suivants :

Le poste des immobilisations incorporelles progresse en valeur nette de 5,2 millions d'euros, passant de 5,3 millions d'euros en 1999 à 10,5 millions d'euros en 2000, en raison des importants programmes de développement de logiciels informatiques en cours.

Le poste d'immobilisations corporelles diminue en valeur nette de 9,6 millions d'euros avec 39,3 millions d'euros en fin d'exercice contre 48,9 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Du fait de la cession des titres Cal Dive International Inc, les immobilisations financières nettes baissent de 272,5 millions d'euros à fin décembre 1999 à 247,0 millions d'euros à la fin décembre 2000.

Les autres créances progressent de manière significative, passant d'un montant net de 63,9 millions d'euros au 31 décembre 1999 à 123,8 millions d'euros au 31 décembre 2000. Cette évolution est due à l'augmentation sensible des avances faites à notre filiale Coflexip Stena Offshore Deepwater , dans le cadre de la construction du navire *CSO Deep Blue*.

Les disponibilités et valeurs mobilières progressent de manière significative de 130,2 millions d'euros à fin Décembre 1999 à 302,1 millions d'euros au 31 décembre 2000 reflétant l'amélioration sensible de la situation de trésorerie de la société suite notamment à la cession des titres Cal Dive International Inc. Ce poste intègre à fin 2000 des valeurs mobilières de placement pour 295 millions d'euros et des actions propres pour 1,2 millions d'euros .

Les capitaux propres de clôture s'élèvent à 649,2 millions d'euros à fin décembre 2000 contre 446 millions d'euros à la clôture de l'exercice précédent.

Cette évolution provient essentiellement du résultat de l'exercice.

L'endettement auprès des établissements de crédit se situe au 31 décembre 2000 à 11,8 millions d'euros, comparés à 14,3 millions d'euros au 31 décembre 1999.

Les dettes financières diverses diminuent considérablement, de 46,1 millions d'euros au 31 décembre 1999 à 13,2 millions d'euros au 31 décembre 2000. Cette diminution résulte du remboursement d'une avance de 32,8 millions d'euros souscrite en 1999 auprès de notre filiale Coflexip Sténa Offshore NV (CSONV).

Les dettes fiscales et sociales se chiffrent à 50 millions d'euros à la clôture de l'exercice contre 16,4 millions à la clôture de l'exercice précédent, en raison principalement de la dette d'impôt sur les sociétés correspondant au résultat de l'année 2000.

Les autres dettes progressent, de 16,3 millions d'euros au 31 décembre 1999 à 19,4 millions d'euros au 31 décembre 2000.

## 1.5. EVOLUTION RECENTE - PERSPECTIVES D'AVENIR

### 1.5.1. EVOLUTION RECENTE

#### *EVÉNEMENTS POST CLÔTURE*

En janvier 2001, le Groupe a fait l'acquisition de la division Mer Profonde du groupe Aker Maritime ASA pour un prix de 513 millions de \$ et la prise en charge d'une dette estimée de 112 millions de \$. Le prix final d'acquisition sera déterminé en fonction des comptes consolidés 2000 audités. La transaction étant intervenue après la clôture de l'exercice 2000, l'impact de cette acquisition n'a pas été pris en compte en 2000. Seuls, certains frais accessoires non significatifs liés à la transaction sont enregistrés en 2000.

Le navire de pose en mer profonde de conduites rigides, flexibles, et d'ombilicux, le CSO Deep Blue, qui a quitté fin février 2001 le chantier de construction d'Ulsan en Corée, commencera ses opérations dès l'été 2001, après installation des équipements de pose.

La plate-forme P36, du champ de Roncador (PETROBRAS) au Brésil, a coulé en mars 2001. Il est encore trop tôt pour évaluer avec précision l'impact de cet accident sur le calendrier d'exécution du projet que le Groupe a remporté en décembre 2000. Sur la base des informations disponibles, une hypothèse d'un décalage sur 2002 du projet entraînerait une réduction de 60 millions d'euros du chiffre d'affaires prévisionnel et d'environ 16 millions d'euros du résultat opérationnel prévisionnel de l'exercice 2001 du fait notamment d'une moindre absorption des coûts fixes des usines de Vitoria et du Trait dans leur plan de charge actuel. Ce sinistre n'a par ailleurs pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe au 31 Décembre 2000.

#### *EVOLUTION RÉCENTE*

Le carnet de commandes de Coflexip en main au 31 décembre 2000 et converti aux parités de clôture, atteint 931,0 millions d'Euros; les commandes sont généralement réalisées sur une période de 1 à 3 ans après leur obtention.

### 1.5.2. PERSPECTIVES D'AVENIR

En 2000, Coflexip a vu une reprise importante des attributions de contrats par ses clients.

Au début de l'année 2001, cette tendance semble confirmée car les appels d'offres en cours et attendus permettent d'envisager, le retour pour l'industrie du service pétrolier, vers son niveau historique atteint notamment en 1998.

Les hydrocarbures restent une énergie, pour une part dominante, non substituable, et à laquelle les activités et le développement économiques continuent structurellement de faire appel. Or, la sécurité stratégique des approvisionnements fait de l'exploitation en mer un élément important de l'équilibre du marché. En effet, l' "offshore", qui représente toujours plus de 30 % de la production mondiale, est l'un des rares domaines où les compagnies pétrolières internationales peuvent avoir accès aux réserves qui leur permettent de faire face au déclin géologique de leurs actifs. De plus, il faut constater que la baisse naturelle de la productivité des puits existants, résulte en un besoin continu de nouveaux investissements dans le seul but de maintenir les débits de production, indépendamment de toute croissance de la demande.

Cependant, il est vrai que le rythme des projets de développement en production des sociétés pétrolières reste influencé par les cours mondiaux du pétrole.

Coflexip demeure donc confiante dans la pertinence pour l'avenir de ses choix stratégiques fondamentaux : tout d'abord la technologie, qui permet de contribuer à la baisse des coûts de développement des champs pétroliers, et donc de participer à la substitution des champs en déclin. Ensuite, la spécialisation vers les développements offshore sous-marins, porteurs de production à bas coût d'investissement. Enfin, la mer profonde et très profonde, qui contient les réserves importantes dont les compagnies pétrolières internationales ont besoin pour assurer leur stratégie de production à long terme.

Avec l'acquisition de la Division Mer Profonde de Aker Maritime ASA le 4 janvier 2001, Coflexip a considérablement élargi son offre de services et produits et est devenu le fournisseur le plus complet de solutions performantes pour le développement de champs pétroliers en mer. En effet, à partir de cette année, le Groupe offre ses compétences non seulement dans le domaine des installations sous-marines, mais aussi dans celles des structures flottantes de production et opère désormais dans un marché beaucoup plus important. Du fait de ces complémentarités, Coflexip estime que ce rapprochement recèle un fort potentiel de synergies, qui pourraient atteindre 30 millions de \$ de résultat opérationnel avant amortissement (EBITDA) à partir de 2003, dont plus d'un tiers en synergies de coûts. En outre, cette acquisition renforce de manière substantielle les positions

de Coflexip dans le golfe du Mexique, région où l'implantation opérationnelle du Groupe sera également augmentée par la présence de son nouveau navire de construction et d'installation en mer profonde le CSO Deep Blue et de sa nouvelle base d'assemblage située à Mobile, Alabama.

Renforcée avec cette acquisition, la présence mondiale de Coflexip, établie au sein même de chacun de ses marchés, reste aussi un atout important car ce déploiement lui permet, tout en assurant une optimisation globale de l'utilisation de ses ressources, de servir au mieux la réalisation des contrats par des équipes et actifs locaux. De plus, la politique d'ouverture aux alliances utilisée depuis plusieurs années par Coflexip, tant avec ses clients qu'avec des partenaires de l'industrie parapétrolière, ajoute à ses capacités à offrir des solutions de développement complet de champs, selon le concept de projet intégré.

En particulier, après l'acquisition par Technip de 29,68 % du capital de Coflexip le 12 avril 2000, Coflexip a développé une alliance commerciale et industrielle avec son nouvel actionnaire, visant à associer les domaines d'excellence des deux groupes au service des grands contrats intégrés offshore.

Coflexip s'appuie donc sur sa gestion rigoureuse et ses choix stratégiques confirmés, pour construire une perspective d'avenir qui poursuive, dans la durée, sa participation fructueuse aux besoins pétroliers mondiaux.

Ainsi, la combinaison de perspectives de marché en croissance d'une part, et d'un positionnement stratégique et opérationnel en renforcement d'autre part, permettent à Coflexip d'envisager un doublement de son chiffre d'affaires à horizon 2005.

### 1.5.3. RISQUES DE MARCHÉ

#### *FLUCTUATIONS DE DEVICES ET INFLATION*

Les principales devises fonctionnelles du Groupe dans le cadre de ses activités sont l'euro, la livre sterling, le dollar américain, la couronne norvégienne, le dollar australien et le dollar canadien. Une hausse ou une baisse de l'euro par rapport aux monnaies fonctionnelles du Groupe peut affecter le chiffre d'affaires ou le résultat opérationnel. En général, une appréciation de l'euro par rapport aux autres devises a un effet négatif sur le chiffre d'affaires et sur le résultat opérationnel réalisés dans d'autres devises lorsqu'ils sont convertis en euros.

Le Groupe est également exposé aux fluctuations de change sur ses contrats. Afin de réduire cette exposition, le Groupe signe avec ses clients des contrats multi-devises lui permettant

une répartition par devises de ses facturations en ligne avec sa structure de coûts, ou couvre son risque de change dès que les devis sont soumis aux clients ou que les contrats sont signés. Historiquement, le Groupe était couvert contre les fluctuations du réal brésilien en raison de sa structure locale de coûts et de revenus. En particulier, les contrats d'activités sous-marines et de pose de conduites au Brésil étaient signés en dollar américain ou en livre sterling. De même, tous les contrats de fourniture de flexibles signés avec PETROBRAS étaient rédigés en dollars américains et toutes les factures émises en reals brésiliens par Flexibras, la filiale brésilienne du Groupe, étaient indexées sur la valeur du dollar américain à la date d'échéance. Suite à la dévaluation du réal brésilien en janvier 1999, le Groupe est entré en négociation avec PETROBRAS sur l'application de la clause d'indexation des contrats en cours de fourniture de flexibles. PETROBRAS et le Groupe ont dès lors conclu qu'une partie des contrats de fourniture de flexibles, serait exprimée en monnaie forte, et la partie restante en réals, et cela en fonction des contrats. En raison de sa structure de coûts au Brésil, le Groupe ne pense pas être exposé aux variations de cours du réal.

Les taux d'inflation dans les pays où le Groupe est présent, hors le Brésil et l'Inde, ont été modérés dans les dernières années et n'ont pas eu d'impact significatif sur les résultats du Groupe.

#### *INFORMATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES SUR LES RISQUES DE MARCHÉ*

Le Groupe a mis en place une politique de gestion des risques inhérents à ses activités, notamment la volatilité des taux d'intérêt et des cours de change. Dans ce cadre, le Groupe est amené à réaliser des transactions impliquant des instruments financiers dérivés. Il s'agit de contrats dont la valeur est dérivée d'un ou plusieurs instruments sous-jacents, indices ou prix définis dans le contrat. Le Groupe utilise des instruments aux seules fins de couverture et non de spéculation. Ils n'exposent pas le Groupe aux risques de marché car la variation de leur valeur actuelle est compensée par une variation de même valeur et de sens opposé de la valeur de l'actif, de la dette ou de la transaction faisant l'objet de la couverture. De plus, seuls des instruments conventionnels et bien maîtrisés sont utilisés, à savoir : swaps, cours plafond sur devises "caps", options et contrats d'achats et de ventes à terme de type forwards.

#### *RISQUE DE TAUX*

La politique du Groupe est de financer ses principaux investissements stratégiques sur la base d'emprunts, soit à taux fixe,

soit couverts par des swaps de taux afin de minimiser l'exposition à la hausse des taux. Les lignes de crédit court-terme sont en revanche à taux variable.

Le Groupe utilise des contrats de swaps et de caps pour convertir une partie de sa dette à taux variable en dette à taux fixe.

Au 31 décembre 2000, le Groupe avait des swaps de taux pour une valeur nominale de 16 120 milliers d'euros et une valeur vénale estimée de 26 milliers d'euros.

Toutes les transactions sur des instruments dérivés de taux réalisées par le Groupe ont pour seul but de couvrir des dettes existantes ou futures. Le Groupe n'effectue aucune opération spéculative et considère que, ni la valeur vénale des instruments dérivés, ni les risques liés aux opérations de couverture ne sont matériels.

### **RISQUE DE CHANGE**

Dans le cadre de sa politique de limitation des risques de volatilité des devises, le Groupe utilise divers instruments financiers de change dérivés.

Ainsi, le Groupe met en place des contrats d'achat et de vente à terme de type forward afin de couvrir les marges futures estimées des projets contractés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de la filiale concernée. Les contrats sont initialement établis sur la base de la date prévisionnelle d'achèvement des services et fournitures, puis ajustés en fonction des flux de trésorerie prévisionnels du projet. Le Groupe fait également appel, lorsque cela est possible, à la couverture offerte par la COFACE.

Au 31 décembre 2000, le Groupe avait en cours des contrats de change pour une valeur nominale de 195 872 milliers d'euros et une valeur vénale estimée de 6 299 milliers d'euros.

Toutes les couvertures de change en place au 31 décembre 2000 ont une maturité inférieure à 2 ans et toutes les opérations sous-jacentes sont prévues de se déboucler dans les deux ans. Outre les flux liés aux activités opérationnelles, le Groupe a des emprunts en devises étrangères, en particulier en dollars américains. La politique du Groupe est d'emprunter dans la devise fonctionnelle de l'entité emprunteuse ou dans la devise des revenus générés par les actifs ainsi financés pour réduire le risque de change relatif à ces activités.

La trésorerie du Groupe est également soumise au risque de change. Ainsi au Brésil, tout excédent en reals est placé en instruments financiers indexés sur le real. Par conséquent, les fluctuations de taux de change peuvent avoir un impact significatif sur le résultat net bien que ces variations puissent être compensées par des taux d'intérêt plus élevés. Pour plus d'informations sur la comptabilisation des transactions en devises étrangères, (voir Note 1 des Etats Financiers Consolidés).

Toutes les opérations sur instruments de change dérivés ont pour but de couvrir le risque lié à la volatilité des devises. Le Groupe ne réalise aucune opération spéculative et estime non matérielle son exposition aux variations de valeur ou de mouvements de trésorerie des instruments dérivés en raison des fluctuations de change.

## II. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT COFLEXIP ET SON CAPITAL

### II.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT COFLEXIP

#### II.1.1. DENOMINATION SOCIALE, SIEGE SOCIAL

Dénomination sociale : Coflexip  
Siège social : 23, avenue de Neuilly  
75116 Paris

#### II.1.2. FORME JURIDIQUE DE COFLEXIP

Société anonyme de droit français à Conseil d'Administration. Coflexip a, conformément à la loi, nommé deux Commissaires aux Comptes titulaires et deux suppléants.

#### II.1.3 LEGISLATION S'APPLIQUANT A COFLEXIP

Coflexip est soumis aux dispositions de la loi du 24 juillet 1966 et du décret du 23 mars 1967.

#### II.1.4. DATE DE CONSTITUTION ET DUREE

Coflexip a été constitué le 30 août 1971 et expirera le 30 août 2070, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

#### II.1.5. OBJET SOCIAL - (ARTICLE 2 DES STATUTS)

Coflexip a notamment pour objet, en France et dans tous les pays étrangers :

- la fabrication, l'achat, la vente et le commerce de tubes flexibles ou d'assemblages comportant des tubes flexibles, le tout destiné - notamment dans l'industrie du pétrole - au transport, ensemble ou séparément, de fluides, d'énergie et d'informations, ainsi que de matériels annexes, connexes et accessoires à ces tubes flexibles ou à ces assemblages ;
- la fabrication, l'achat, la vente, le commerce et l'assemblage d'équipements, matériaux ou produits autres que les tubes flexibles, destinés à l'industrie du pétrole, ainsi que de matériels annexes, connexes et accessoires à ces équipements, matériaux ou produits ;
- plus généralement l'ingénierie, la construction et l'installation de tous les équipements et systèmes nécessaires au développement des champs d'hydrocarbures ;
- la fourniture de tous services liés à ces produits et matériels ;
- le développement et la mise au point de tous procédés pour l'utilisation pratique sur le plan industriel des résultats des études effectuées par Coflexip ou par toute autre personne physique ou morale ;
- la création, la location, la prise à bail, l'achat, la vente, l'installation et l'exploitation de tous établissements, de toutes usines nécessaires ou utiles aux entreprises sociales ;
- le dépôt, l'acquisition, l'obtention, l'exploitation directe ou indirecte, la cession ou la vente de toutes marques de fabrique, de tous procédés de fabrication, de tous brevets et licences de brevets ;
- et généralement, toutes entreprises et opérations mobilières et immobilières, industrielles, commerciales et financières se rattachant directement ou indirectement en tout ou partie ou pouvant être utiles à l'un des objets quelconques de Coflexip.

#### II.1.6. REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES - CODE APE

Coflexip est inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 775 729 072.

Code APE : 287 P

#### II.1.7. LIEUX OU PEUVENT ETRE CONSULTES LES DOCUMENTS JURIDIQUES RELATIFS A COFLEXIP

Les statuts, comptes, rapports, et procès-verbaux d'Assemblées Générales peuvent être consultés au siège social.

## II.1.8. EXERCICE SOCIAL

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

## II.1.9. REPARTITION STATUTAIRE DES BENEFICES - (ARTICLE 20 DES STATUTS)

- Sur le résultat de l'exercice, déduction faite, le cas échéant, des pertes antérieures, il est effectué le prélèvement destiné à constituer le fonds de réserve légale qui doit être au moins égal au minimum obligatoire.
- Le solde du bénéfice, après ce prélèvement, augmenté le cas échéant du report à nouveau, constitue le bénéfice distribuable.
- Toutefois, l'Assemblée peut affecter à des fonds de réserve, toutes sommes ayant été taxées à un taux réduit à l'impôt sur les sociétés.
- De telles réserves ne sont pas distribuables, et peuvent être incorporées au capital.
- Puis l'Assemblée, sur la proposition du Conseil, peut prélever toutes sommes qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être affectées à un ou plusieurs fonds de réserve généraux ou spéciaux.
- Le solde, s'il en existe, est réparti entre les actionnaires.
- En outre, l'Assemblée peut décider de la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition dans la mesure où la loi le permet.
- Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.
- L'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice peut accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre un paiement en numéraire et un paiement en actions.

## II.1.10. ASSEMBLEES GENERALES - MODE DE CONVOCATION - FORME DES ACTIONS - DROITS DE VOTE MULTIPLES - SEUILS STATUTAIRES

Les Assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi et les décrets en vigueur. Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation (article 19 des statuts).

Tout actionnaire peut participer aux Assemblées Générales sur justification de son identité, personnellement ou par mandataire, ou en renvoyant un bulletin de vote par correspondance, à condition que dans les cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée :

- une inscription nominative figure à son nom dans les registres de la société pour les titulaires d'actions nominatives,
- un certificat délivré par un intermédiaire habilité constatant l'indisponibilité de leurs actions inscrites en compte jusqu'à ce que la date de l'assemblée ait été déposée aux lieux indiqués dans l'avis de convocation pour les titulaires d'actions au porteur.

L'article 7 des statuts stipule que les actions sont au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur. La société peut avoir connaissance des détenteurs d'actions au porteur en faisant usage de la procédure des titres au porteur identifiable.

Aucune action de Coflexip ne donne droit à vote multiple.

Tout actionnaire venant à détenir directement ou indirectement, au sens des dispositions de l'article 356-1 de la loi du 24 juillet 1966, au moins 2% des droits de vote, doit en faire déclaration à la société, ainsi qu'il résulte de l'article 9 bis des statuts.

Cette déclaration est renouvelable à chaque franchissement de seuil successif de 2%.

A défaut d'avoir été régulièrement déclarées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées de droit de vote pour toute Assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification, à la demande consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 5% du capital social.

## II.2. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL

### II.2.1. CONDITIONS DE MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti, conformément aux lois et règlements en vigueur.

### II.2.2. MONTANT DU CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2000, le capital était composé de 18 685 759 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1,60 EUR, soit un montant de 29 897 214,4 EUR (à titre informatif 196 112 870,66 FF).

### II.2.3. CAPITAL AUTORISE MAIS NON EMIS - ENGAGEMENT D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Au 31 décembre 2000, le Conseil d'Administration ne bénéficie d'aucune autorisation financière en vertu d'une délégation de l'Assemblée Générale des actionnaires lui permettant de procéder à une augmentation du capital social.

### II.2.4. PARTS DE FONDATEURS, CERTIFICATS DE DROIT DE VOTE

Sans objet.

### II.2.5. AUTORISATION D'OPERER EN BOURSE SUR SES PROPRES ACTIONS

La société ne dispose pas, à ce jour, d'autorisation pour opérer en Bourse sur ses propres actions.

## II.3. REPARTITION ACTUELLE DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

### II.3.1. REPARTITION DU CAPITAL

Au 31 décembre 2000, le capital social était réparti comme suit :

	Nombre d'actions	%
Atofina (1)	508 521	2,72
Isis	3 238 356	17,33
Technip (2)	5 518 195	29,53
Autodétention	49 615	0,27
Public	9 322 011	49,89
FCP – Salariés	49 061	0,26
<b>TOTAL</b>	<b>18 685 759</b>	<b>100,00</b>

(1) Elf Atochem C.S.A a pris la dénomination sociale d'Atofina.

(2) Technip a acquis les 5 518 195 actions détenues par Stena International BV et JP Morgan Whitefriars en vertu d'un accord en date du 12 avril 2000.

Au 13 avril 2001, le nombre d'actionnaires dont les actions ordinaires étaient inscrites au nominatif pur sur les comptes gérés par BNP Paribas qui assure la gestion du service des titres, s'élevait à 186. Le relevé général des détenteurs de titres au porteur, arrêté au 29 février 2000 identifiait 8343 actionnaires, la recherche ayant porté sur la totalité des détenteurs de titres au porteur à cette date. En outre, 31 détenteurs d'American Depositary Shares étaient au 1er mars 2001 inscrits au nominatif pur dans les comptes de Bank of New York,

gestionnaire des American Depositary Shares et 76 investisseurs institutionnels avaient déclaré à la Securities and Exchange Commission au 4e trimestre 2000, détenir des American Depositary Shares.

Au cours de l'exercice 2000, le capital social s'est accru d'un total de 92 066 actions nouvelles émises au titre de levées d'options de souscription d'actions de la société.

Le 12 avril 2000, Technip a conclu un accord avec Stena International BV pour le rachat par Technip de 5 518 195 actions, soit la totalité des actions détenues par Stena International BV et JP Morgan Whitefriars.

Au 31 décembre 2000, le nombre total de droits de vote s'élevait à 18 636 144 voix sur 18 685 759 actions de la société.

Depuis l'acquisition par Technip de la participation de Stena International BV et JP Morgan Whitefriars, le contrôle de Coflexip est exercé par Isis, Tehnip et le groupe Atofina.

Le 2 novembre 1994, le groupe Elf, les sociétés ISIS, Scor Réassurance et Stena International BV avaient signé un accord d'actionnaires par lequel ils déclaraient agir de concert.

Isis, Elf Atochem et Stena International BV avaient signé le 14 décembre 1999 un avenant à cet accord d'actionnaires qui était entré en vigueur le 7 février 2000. Cet avenant prévoyait notamment :

- 1) l'abandon, à compter du 15 juin 2000, du droit de préemption entre les parties en cas de cession d'actions à des tiers, ou en cas de cession d'actions entre Stena International BV d'une part, et les autres parties d'autres part ;
- 2) une représentation au Conseil d'Administration proportionnelle à la participation des parties au capital ;
- 3) une concertation préalable entre les parties sur les décisions importantes et la confirmation de leur volonté d'apporter leur contribution au comité stratégique de la société.

Le Conseil des marchés financiers avait considéré le 7 février 2000, qu'à cette date, le pacte d'actionnaires et son avenant n'étaient pas de nature à imposer le dépôt d'une offre publique.

A la connaissance de la société, à la suite de la vente par Stena International B.V de sa participation, l'avenant à l'accord d'actionnaires liant les parties n'est plus en vigueur.

## II.3.2. MODIFICATIONS DE LA REPARTITION DU CAPITAL AU COURS DES TROIS DERNIERES ANNEES - EVOLUTION DU CAPITAL AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

A la clôture des trois derniers exercices, le capital était composé  
comme suit :

Actionnaires	2000		1999		1998	
	Nombre d'actions	%	Nombre d'actions	%	Nombre d'actions	%
Stena International BV (1)	0	0	4 668 195	25,11	2 836 377	17,90
Isis	3 238 356	17,33	3 378 000	18,17	3 303 000	20,85
JP Morgan Whitefriars (2)	0	0	850 000	4,57	0	0
Atofina	508 521	2,72	508 521	2,73	508 521	3,21
Technip (3)	5 518 195	29,53	0	0	0	0
Public	9 420 687	50,42	9 188 977	49,42	9 198 297	58,04
<b>TOTAL</b>	<b>18 685 759</b>	<b>100,00</b>	<b>18 593 693</b>	<b>100,00</b>	<b>15 846 195</b>	<b>100,00</b>

(1) 2 836 377 actions ont été émises le 15 décembre 1994 en rémunération de l'apport à Coflexip des titres représentatifs du capital de Stena Offshore NV. Stena International BV avait reçu le 13 octobre 1999, 2 227 272 actions à la suite de la conversion de 2 227 272 obligations convertibles émises le 15 décembre 1994, en rémunération de l'apport par cette société à COFLEXIP des titres représentatifs du capital de Stena Offshore N.V. Cette société a également reçu le 15 décembre 1999, 454 546 actions en remboursement de 454 546 obligations convertibles émises le 15 décembre 1994 dans le cadre de la rémunération de la même opération d'apport. La dénomination de Stena Offshore N.V est désormais Coflexip Stena Offshore N.V.

(2) Les 850 000 actions détenues par JP Morgan Whitefriars l'étaient en vertu d'un accord financier conclu avec Stena International BV et étaient soumises aux dispositions de l'accord d'actionnaires du 2 novembre 1994 et de son avenant entré en vigueur le 7 février 2000.

(3) Les 5 518 195 actions détenues par Technip ont été acquises par rachat de la totalité des actions détenues par Stena International BV et JP Morgan Whitefriars en vertu d'un accord conclu le 12 avril 2000.



# RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL

Le tableau qui suit retrace l'évolution du capital au cours des cinq derniers exercices :

	Oprérations	Nominal ou de conversion (1)	Prime d'émission du capital de la société	Montants successifs composant le capital	Nombre d'actions
2000	Levées au 31 décembre 2000 d'options de souscription d'actions (92066)	EUR 1,60	EUR 147 305,60 Soit FRF 966 261,39	EUR 29 897 214,40 Soit FRF 196 112 870,66	18 685 759
	Levées au 31 décembre 1999 d'options de souscription d'actions (65 680)	EUR 1,60	EUR 177 065 560,26 Soit FRF 1 161 473 937,12	EUR 29 749 908,80 Soit FRF 195 146 609,24	18 593 693
1999	Remboursement de 454 546 obligations remboursables en actions le 15/12/1999	EUR 1,60	EUR 15 737 240,02 Soit 103 229 527,51	EUR 26 063 243,37 Soit FRF 170 963 669,31	18 528 013
	Conversion de 2 227 272 obligations convertibles en actions le 13/10/1999	EUR 1,60	EUR 87 362 288,18 Soit 573 059 044,70	EUR 25 952 371,22 Soit FRF 170 236 395,71	18 073 467
	Conversion du capital en Euro, valeur nominale des actions portée à 1,60 EUR le 2 juin 1999	EUR 1,60	0	EUR 25 409 098,54 Soit FRF 166 672 760,51	15 846 195
1998	Levées au 31 décembre 1998 D'options de souscription d'actions (25 163)	FRF 10	FRF 1 147 904 012 Soit EUR 174 996 839	FRF 158 461 950 Soit EUR 24 157 369	15 846 195
	Levées au 31 décembre 1997 D'options de souscription d'actions (24 212)	FRF 10	FRF 1 143 358 915 Soit 174 303 943	FRF 158 210 320 Soit 24 119 008	15 821 032
1996	Levées au 31 décembre 1996 D'options de souscription d'actions (29 278 actions)	FRF 10	FRF 1 140 740 074 Soit EUR 173 904 703	FRF 157 968 200 Soit EUR 24 082 097	15 796 820

(1) De 1996 à 1998, les montants en EURO sont donnés à titre indicatif. Pour 1999 et 2000, les montants en FRF sont donnés à titre indicatif.

### II.3.3. PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Un Plan d'Epargne Entreprise (PEE) a été mis en place chez Coflexip en 1988 dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986. Trois Fonds Communs de Placement (FCP) reçoivent les versements des salariés dans le cadre du PEE, l'un majoritairement investi en actions de Coflexip (FCP "Actions Coflexip"), pour lequel, certaines années, l'entreprise abonde les versements des salariés, le second en titres de créances négociables, actions et parts d'O.P.C.V.M. (FCP "Sécurité") et le troisième en valeurs mobilières françaises et étrangères, d'actions et de parts d'O.P.C.V.M. et de titres de créances négociables ("Interval A").

Conformément aux textes, les parts de FCP acquises par les salariés sont bloquées pour une période de 5 ans.

Au 31 décembre 2000, les salariés du Groupe détenaient 49 061 actions, par l'intermédiaire du FCP "Actions Coflexip".

## II.4. TITRES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE

### II.4.1. OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS - OBLIGATIONS REMBOURSABLES EN ACTIONS

Sans objet.

### II.4.2. PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Au cours de l'exercice 2000, les bénéficiaires des plans d'options de souscription ont levé un total de 92 066 options.

Par ailleurs, les options de souscription disponibles à la levée au titre des plans d'options de souscription, portaient, au 31 décembre 2000, sur 253.059 actions de Coflexip.

Il n'existe pas d'autres formes de capital potentiel.

## II.5. MARCHE DES TITRES DE COFLEXIP

### II.5.1. PLACES DE COTATION

Une partie du capital de Coflexip est cotée en Bourse aux Etats-Unis sur le NASDAQ (National Association of Securities Dealers Automated Quotation System) depuis le 17 novembre 1993. Pour les besoins de la cotation, les actions de Coflexip sont déposées auprès d'une banque dépositaire (The Bank of New York) sous forme d'ADSs ("American Depositary Shares"); un ADS représente une demi-action. Les propriétaires d'ADS ainsi déposés reçoivent de la banque dépositaire un document certifiant leur propriété sur lesdits ADSs: l'ADR ("American Depositary Receipt"). Coflexip est coté sous le symbole CXIPY. En vertu d'un "Deposit Agreement" en date du 15 novembre 1993 amendé le 7 décembre 1994, conclu entre Coflexip, le dépositaire et les titulaires d'ADRs, les actions enregistrées auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) ou bénéficiant d'une exemption d'enregistrement peuvent être déposées auprès de la Banque Paribas agissant en qualité de "Custodian". La Banque Paribas assure également la gestion du service des titres pour Coflexip.

Depuis le 8 décembre 1994, les actions ordinaires de Coflexip sont cotées au premier marché d'Euronext Paris S.A. Le Code Euroclear de l'action ordinaire cotée à Paris est le 013064.

## II.5.2. VOLUMES TRAITES EN TITRES ET EN CAPITAUX

Les tableaux ci-dessous indiquent pour les périodes mentionnées les cours minima et maxima de l'ADS sur le NASDAQ et de l'action au premier marché d'Euronext Paris S.A.

NASDAQ Evolution du cours de l'ADS		Cours de l'ADS		Volume moyen mensuel échangé en ADS
		Haut \$	Bas \$	
1999	Premier trimestre	39	28 1/4	1 567 700
	Deuxième trimestre	45 5/8	34 11/16	1 859 533
	Troisième trimestre	50 13/16	43 5/8	1 107 167
	Quatrième trimestre	47 7/8	34	1 422 967
2000	Premier trimestre	54 3/4	36 3/4	1 473 633
	Deuxième trimestre	61 1/2	45 9/16	1 356 767
	Troisième trimestre	68 3/8	56 15/16	2 174 467
	Quatrième trimestre	66 7/8	53 13/16	1 213 767
2001	Premier trimestre	79	61 1/8	2 041 700

(Source: Bloomberg)

Euronext Paris sa Premier marché						Volume moyen par séance échangé en actions
		Haut Euro	soit en FRF (1)	Bas Euro	soit en FRF (1)	
1999	Janvier	68,60	450	52,60	345	39 410
	Février	56,45	370	51,25	336	28 288
	Mars	68,00	446	51,25	336	50 917
	Avril	85,00	558	63,90	419	64 827
	Mai	83,35	547	77,50	508	27 086
	Juin	87,00	571	77,50	508	22 762
	Juillet	93,00	610	81,00	531	37 495
	Août	90,00	590	80,00	525	24 013
	Septembre	97,25	638	85,00	558	21 929
	Octobre	92,15	604	75,00	492	40 294
	Novembre	83,30	546	64,95	426	85 623
	Décembre	83,50	548	70,50	462	26 912
2000	Janvier	94,50	620	69,50	456	33 683
	Février	93,70	615	80,00	525	28 989
	Mars	115,00	754	97,20	638	40 038
	Avril	129,00	846	97,00	636	63 682
	Mai	130,00	853	115,30	756	28 976
	Juin	127,50	836	116,30	763	25 577
	Juillet	145,00	951	125,50	823	21 106
	Août	144,60	949	123,10	807	31 389
	Septembre	159,70	1048	133,00	872	40 015
	Octobre	160,40	1052	134,80	884	30 670
	Novembre	143,50	941	124,00	813	37 335
	Décembre	140,10	919	124,20	815	34 160
2001	Janvier	154,90	1016	132,50	969	50 255
	Février	169,70	1113	157,00	1030	50 223
	Mars	169,40	1111	143,50	941	48 519

(1) Les montants en francs sont donnés à titre informatif.

(Source : Bloomberg)

## II.6. DIVIDENDES VERSES LORS DES CINQ DERNIERS EXERCICES - DIVIDENDE RELATIF A L'EXERCICE 2000

### II.6.1. DIVIDENDES DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Le tableau ci-dessous présente les dividendes afférents aux cinq derniers exercices :

Exercice	Montant de la distribution	Nombre d'actions	Montant de la distribution (2)	Avoir fiscal (3)	Revenu global par action
<b>1999</b> actions ordinaires	EUR 21 568 680	18 593 693	EUR 1,16	Soit EUR 0,58 soit EUR 0,464	Soit EUR 1,74 soit EUR 1,624
<b>1998</b> actions ordinaires	EUR 18 308 132	15 782 873	EUR 1,16	soit EUR 0,58 soit EUR 0,522	soit EUR 1,74 soit EUR 1,682
<b>1997</b> actions ordinaires	F 118 053 367	15 740 449	FRF 7,5	FRF 3,75	FRF 11,25
<b>1996</b> actions ordinaires	F 15 694 144	15 694 144	FRF 1,0	FRF 0,50	FRF 1,50
<b>1995 (1)</b> actions ordinaires	0	15 767 542	0	0	0

(1) L'Assemblée Générale Mixte réunie le 21 mai 1996, a décidé de ne pas distribuer de dividende pour l'exercice clos le 31 décembre 1995.

(2) A titre d'information, les dividendes s'élevaient pour l'exercice 1996 à EUR 0,152, pour l'exercice 1997 à EUR 1,143, pour l'exercice 1998 à FRF 7,61 et pour l'exercice 1999 à FRF 7,59.

(3) A partir de l'exercice 1998, avoir fiscal différent selon les catégories de bénéficiaires.

### II.6.2. DIVIDENDE RELATIF A L'EXERCICE 2000

Le Conseil d'Administration qui s'est tenu le 20 mars 2001 propose à l'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes, qui se tiendra le 29 mai 2001, de fixer le dividende afférent à l'exercice 2000 à EUR 1,16 net par action (avoir fiscal selon les bénéficiaires de EURO,58 ou de EURO,29).

### II.6.3. DELAI DE PRESCRIPTION DES DIVIDENDES

Tout dividende qui n'est pas réclamé dans les cinq ans de son exigibilité est prescrit dans les conditions prévues par la loi.

## III - ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE GESTION

### III.1. CONSEIL D'ADMINISTRATION - COMITE EXECUTIF - COMITE DE DIRECTION

#### III.1.1. CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 20 MARS 2001

<b>Pierre Marie VALENTIN</b>	<i>63 ans, Président du Conseil d'Administration, entré en fonction le 15 janvier 1996.</i>
<b>Maurice ALLEGRE</b>	<i>67 ans, Administrateur, entré en fonction le 21 juin 1994.</i> Ses mandats les plus significatifs à l'extérieur de Coflexip sont ceux d'Administrateur de RG-Euro Première, Gapset et RdG.
<b>Jacques BURGER</b>	<i>62 ans, Administrateur, entré en fonction le 16 décembre 1996.</i> Jacques Burger est Directeur-général adjoint d'Isis. Ses mandats les plus significatifs à l'extérieur de Coflexip sont ceux d'Administrateur de Prosernat, de Novasep et de Geoservices. Jacques Burger est le représentant permanent d'Isis aux Conseils d'Administration d'Isis Développement, de DV Offshore et de Transvalor.
<b>Daniel BURLIN</b>	<i>59 ans, Administrateur, entré en fonction le 14 avril 2000.</i> Daniel Burlin est Directeur-général Finances et Contrôle de Technip. Ses mandats les plus significatifs à l'extérieur de Coflexip sont ceux d'administrateur de Technip France, de Technip Italy, de Technip Americas, de Technip Upstream USA, de Technip CIS et de Technip UK. Il est également administrateur du GEIE Technip Eurocash, Président de Technip Holding Benelux BV et de Abay Engineering, et représentant permanent de Technip au Conseil d'Administration de Technip Seri Construction.
<b>Jean-Pierre CAPRON</b>	<i>57 ans, Administrateur, entré en fonction le 24 mars 1997.</i> Jean-Pierre Capron est Président-Directeur général de la Compagnie de Fives-Lille. Ses mandats les plus significatifs à l'extérieur de Coflexip sont ceux de Président-Directeur Général de FCB, de FCB Ciment et de Stein Atkinson Stordy Ltd et d'Administrateur de Coparex International et de La Carbone Lorraine et de membre du conseil de surveillance du Consortium de Réalisation.
<b>Jean DUNAND</b>	<i>61 ans, Administrateur, entré en fonction le 30 mai 2000.</i> Jean DUNAND est Directeur des Affaires Financières et Juridiques d'ISIS. Ses mandats les plus significatifs à l'extérieur de Coflexip sont ceux d'Administrateur de CGG-Compagnie Générale de Géophysique, de Novasep et de représentant permanent d'ISIS au Conseil d'Administration de Vinci.

<b>ISIS</b> représentée par <b>Charles PREVOT</b>	Administrateur, entré en fonction le 3 décembre 1975.  Charles Prévot, 54 ans, est Administrateur et Directeur Général d'ISIS. Ses mandats les plus significatifs à l'extérieur de Coflexip sont ceux d'administrateur de Technip, de Procatalyse et de représentant permanent d'ISIS au Conseil d'Administration de CGG- Compagnie Générale de Géophysique, Geoservices et Nomad.
<b>Pierre JACQUARD</b>	<i>66 ans, Administrateur, entré en fonction le 14 décembre 1999.</i> Pierre Jacquard est Président d'honneur d'ISIS. Ses mandats les plus significatifs à l'extérieur de Coflexip sont ceux d'Administrateur d'ISIS, de CGG – Compagnie Générale de Géophysique et de Communication et Systèmes. Il est également Président d'Armines et membre du Conseil de Surveillance de Beicip-Franlab et de Maurel & Prom.
<b>Michel LEVEQUE</b>	<i>67 ans, Ambassadeur de France, Administrateur, entré en fonction le 14 novembre 2000.</i>
<b>Roger M. MILGRIM</b>	<i>64 ans, Administrateur, entré en fonction le 2 juin 1999.</i> Il est Senior Partner du Cabinet PAUL, HASTINGS, JANOFFSKY & WALKER LLP et Administrateur de la Fulbright Association.
<b>Rolf E.ROLFSEN</b>	<i>60 ans, Administrateur, entré en fonction le 14 novembre 2000.</i> Ses mandats les plus significatifs à l'extérieur de Coflexip sont ceux d'Administrateur de UMOE-Mandal A.S et de HAG S.A et de Président du Conseil de la Fondation de l'Industrie pour l'Université Polytechnique Norvégienne
<b>Daniel VALOT</b>	<i>57 ans, Administrateur, entré en fonction le 14 avril 2000.</i> Daniel Valot est Président-Directeur général de Technip. Ses mandats les plus significatifs à l'extérieur de Coflexip sont ceux de Président de Technip Italy, de Technip Far East, de Technip Americas, de Technip Germany et Administrateur de Petrofina. Il est également représentant permanent de Technip au Conseil d'Administration de Technip France.

Au 31 décembre 2000, à la connaissance de la société, l'ensemble des membres du Conseil d'Administration, personnes physiques et morales, détenaient 3 268 386 actions.

### III. 1.2. CENSEURS

<b>Torvild AAKVAG</b>	<i>Censeur, entré en fonction le 30 mai 2000.</i>
<b>Jean-Bernard LARTIGUE</b>	<i>Censeur, entré en fonction le 23 mars 1999.</i> Jean-Bernard Lartigue est Directeur Général Adjoint d'Atofina et Président-Directeur Général d'Hutchinson. Ses mandats les plus significatifs à l'extérieur de Coflexip sont ceux d'Administrateur d'Atofina Chemicals Inc., d'Atofina Japan, de Président d'Atofina China et de Président d'Honneur de SICOS-Biochimie.

### III. 1.3 REPRESENTANTS DU COMITE CENTRAL D'ENTREPRISE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Didier CAVELIER**  
**Jean-Yves LAMOTTE**  
**Jean-Pierre LALANNE**  
**Jacques MILLET**

### III. 1.4 REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2000, le Conseil d'Administration s'est réuni huit fois.

### III.1.4. COMITES AU 14 AVRIL 2000

#### A) COMITE D'AUDIT

**M. ALLEGRE** – Président  
**D. BURLIN** (1)  
**J.P. CAPRON**  
**R.M. MILGRIM**  
**C. PREVOT**

#### Il a pour principales missions :

- le suivi de l'organisation et de l'efficacité des principaux systèmes de contrôle interne;
- l'examen des rapports d'audits externes et de leurs implications;
- l'examen des états financiers destinés au Conseil d'Administration en liaison avec la direction financière de la Société Coflexip;
- l'examen de toute information financière sur le Groupe destinée à l'extérieur;
- l'examen annuel de la charte du Comité d'Audit.

(1) Administrateur non indépendant dont la présence au sein du Comité d'Audit a été jugée par le Conseil d'Administration du plus grand intérêt pour la société et ses actionnaires en raison de ses compétences professionnelles.

#### B) COMITE STRATEGIQUE

**P.M. VALENTIN** - Président  
**J. BURGER**  
**P. JACQUARD**  
**C. PREVOT**  
**R. E. ROLFSEN**  
**D. VALOT**

#### Il a pour principales missions :

- l'examen des options stratégiques pour le Groupe;
- la revue du budget du Groupe, de la politique d'investissement et des plans de financement;
- l'analyse de la méthodologie et des conclusions contenues dans le plan pluriannuel préparé par la Société;
- la discussion des projets de développement et/ou d'organisation générale du Groupe.

#### C) COMITE DES REMUNERATIONS ET DES NOMINATIONS

#### Il a pour principale mission l'examen :

- du montant, de la révision et de la structure de la rémunération du Président et des Dirigeants mandataires sociaux;
- des projets de plans d'options d'achat ou de souscription d'actions;
- des propositions de montants des jetons de présence des Administrateurs et de la rémunération des Censeurs;
- de la gestion du personnel du Groupe appliquée par la Direction ainsi que la recherche, l'examen et la proposition de candidatures aux postes d'administrateur à pourvoir.

### III.1.5. COMITE EXECUTIF (20 MARS 2001)

**Pierre Marie VALENTIN** Président du Conseil d'Administration  
**Tom EHRET** Directeur Délégué Général, chargé du Développement et de la Coordination, des Moyens Offshore et de la Robotique. Opérations Brésil.  
**Sven EGGEN** Directeur Général Adjoint en charge de la Division Mer Profonde CSO Aker Maritime  
**Jean-Bernard FAY** Directeur Général Adjoint, Affaires Groupe  
**Claire GIRAUT** Directeur Exécutif, Directeur Financier et de la Communication  
**Jean-François MATTEI** Directeur Général Adjoint, Production et Systèmes d'Information, Ombilicaux, Applications Forage et Raffinage, Relations Humaines et Système Qualité, Sécurité, Santé & Environnement. Opérations Brésil.  
**Kevin WOOD** Directeur Exécutif, Opérations et Projets, Amérique du Nord, Mer du Nord et Asie-Pacifique

### III.1.6. COMITE DE DIRECTION (20 MARS 2001)

**Pierre Marie VALENTIN** Président du Conseil d'Administration  
**T. EHRET, S. EGGEN, J-B FAY, C. GIRAUT, JF MATTEI, K. WOOD**  
 Membres du Comité Exécutif

**K. BOE** Directeur Général de Coflexip Stena Offshore Norge AS.  
**D. CARMICHAEL** Directeur Général des Moyens Offshore.  
**D. CASSIE** Directeur Général de Coflexip Stena Offshore Ltd, Directeur Groupe des ventes.  
**F. DELORMEL** Directeur Général des filiales brésiliennes.  
**J.M. DUMAY** Président du Conseil d'Administration de Coflexip Stena Offshore International.  
**D. HENRI** Directeur de la Division Développement et Stratégie.  
**K. HULLS** Directeur Général de Coflexip Stena Offshore Inc.  
**A. LEATT** Directeur Général Robotique.  
**A. MARION** Directeur de la Division Optimisation et Développement des produits flexibles.  
**G. DE NAUROIS** Directeur de la Division Mer Profonde.  
**S. ROGERS** Directeur Général de Coflexip Stena Offshore Asia Pacific.  
**J.L. ROSTAING** Directeur de la Division Production.



## III.2. INTERETS DANS LE CAPITAL DE L'EMETTEUR ET REMUNERATION DES DIRIGEANTS

### III.2.1. REMUNERATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COMITE EXECUTIF VERSEES AU COURS DE L'EXERCICE 2000

Les jetons de présence versés par Coflexip aux membres de son Conseil d'Administration et aux Censeurs au titre de l'exercice 2000 représentent un montant global brut de 915.890 FRF (soit à titre informatif 139.626,53 EUR).

Les rémunérations et avantages en nature versés par Coflexip en 2000 aux membres du Comité Exécutif au titre du Groupe se sont élevés à 16.114.818 FRF (soit à titre informatif 2.456.688 EUR.). Les membres du Comité de Direction ne perçoivent pas de rémunération spécifique au titre de leur participation à ce Comité.

### III.2.2 OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS

En application des résolutions adoptées par le Conseil d'Administration les 21 juin 1994, 15 décembre 1994, 7 juin 1996, 24 mars 1997, 18 mai 1998 et 14 décembre 1999, le Conseil d'Administration a octroyé aux membres du Comité Exécutif de Coflexip la possibilité de souscrire un montant total de 197.650 actions.

Le tableau suivant présente certaines informations relatives aux différents plans d'options en vigueur au 31 décembre 2000 concernant les membres du Comité Exécutif de Coflexip :

Plan d'option (1)(8)	Date de départ de l'exercice Date d'expiration	Prix d'exercice en FRF par action (7)	Options attribuées	Nombre de membres du Comité Exécutif concernés	Options exercées	Options exerçables au 31/12/00	Options levées en 2000
Plan 7 (2)	21 juin 1994 21 juin 2001	205,00 (2)	7 650	1	7 650	0	0
Plan 8 (4)	15 décembre 1994 15 décembre 2001	207,60 (3)	17 000	1	17 000	0	600
Plan 9 (4) (5) 1ère tranche	7 juin 1996 6 juin 2006	189,00 (6)	120 000	4	32 300	87 700	30 300
2ème tranche	7 juin 1997 6 juin 2007	310,60 (6)	4 000	1	0	2 666	0
3ème tranche	7 juin 1998 6 juin 2008	811,40 (6)	39 000	5	0	12 999	0
Plan 10 (4) (5)	15 décembre 1999 14 décembre 2009	EUR 76,61(6)	10 000	3	0	0	0

(1) Certains plans contiennent des restrictions à l'exercice de l'option lorsque le bénéficiaire n'est plus salarié de la société ou si un certain pourcentage d'option n'est pas exercé avant l'expiration d'un certain délai préalablement fixé ou interdisent l'exercice de l'option pendant un certain délai à partir de l'attribution du plan.

(2) Plan d'options d'achat d'actions. Le prix d'exercice du Plan 7 a été fixé par référence au cours de bourse du titre résultant de l'introduction de Coflexip sur le NASDAQ de New York en novembre 1993.

(3) Le Conseil d'Administration a fixé le prix d'exercice des options du Plan 8 à 207,60 francs français, soit 90 % de la moyenne des valeurs d'une action Coflexip calculées par référence à la contre-valeur en FRF des cours d'un American Depositary Receipt (correspondant à une demi-action Coflexip sous-jacente) constatés aux vingt dernières séances du NASDAQ précédant le jour où les options sont attribuées, cette contre-valeur étant calculée par application du cours "vente" au comptant des devises à Paris à 16 heures.

(4) Plan d'options de souscription d'actions.

(5) Les options ne peuvent être exercées qu'après un délai de 2 ans à compter de la date d'attribution, soit à partir du 7 juin 1998 (Plan 9-1ère tranche), 7 juin 1999 (Plan 9-2ème tranche), 7 juin 2000 (Plan 9-3ème tranche) et 14 décembre 2001

(Plan 10). Pendant les deux années suivantes, les options ne peuvent être exercées qu'à concurrence d'un tiers par année, les options non levées au cours de l'année précédente venant se cumuler au quota des options exerçables au titre de l'année suivante.

(6) Le Conseil d'Administration a fixé le prix d'exercice des options du Plan 9 attribuées dans le cadre de la 1ère tranche, à 189 FRF, de la 2ème tranche à 310,60 FRF, de la 3ème tranche à 811,40 FRF et le prix d'exercice des options du plan 10 à 76,61 EUR chacune, soit 95 % de la moyenne des cours cotés de l'action Coflexip aux vingt dernières séances de bourse, au premier marché, d'Euronext Paris S.A, précédant les séances du Conseil d'Administration du 7 juin 1996, 24 mars 1997, du 18 mai 1998 et du 14 décembre 1999.

(7) A titre informatif, le prix d'exercice par action s'élève pour le plan 7 à EUR 31,25, le plan 8 à EUR 31,65, le plan 9-1 à EUR 28,81, le plan 9-2 à EUR 47,35, le plan 9-3 à EUR 123,70 et le plan 10 à FRF 502,52.

(8) Le Plan 7 a été autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 21 juin 1994, le Plan 8 par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 novembre 1994, le Plan 9 par l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 1996, et le Plan 10 par l'Assemblée Générale Mixte du 2 juin 1999

### III.2.3. PARTICIPATION DETENUE PAR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COMITE EXECUTIF

Au 31 décembre 2000, l'ensemble des membres du Conseil d'Administration, personnes morales et physiques, et du Comité Exécutif, détenait sous la forme nominative pure 2 565 473 actions soit environ 13,72 % du capital et 13,72 % des droits de vote.

### III.2.4. OPERATIONS CONCLUES ENTRE COFLEXIP ET SES DIRIGEANTS

Au titre d'une convention conclue entre Coflexip et l'Institut Français du Pétrole le 9 décembre 1974, soumise à l'approbation du Conseil d'Administration de Coflexip en application des articles L 225-38 du Nouveau Code de Commerce, et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice, les redevances comptabilisées au titre de l'exploitation des brevets s'élèvent en 2000 à 19.015.747,60 FRF (soit à titre informatif 2.898.932,03 EUR).

### III.2.5. PRETS ET GARANTIES ACCORDES AUX DIRIGEANTS

Au 31 décembre 2000, aucun prêt ou garantie n'était accordé aux dirigeants.

## III.3. SCHEMA D'INTERESSEMENT DU PERSONNEL

### III.3.1. CONTRATS D'INTERESSEMENT, PARTICIPATION ET PRIME DE RESULTAT

Les montants relatifs à l'intéressement jusqu'à 1996, à la prime de résultat Groupe (à partir de 1997) ainsi qu'à la participation s'élèvent à 8,2 millions d'euros en 2000, 8,6 millions d'euros en 1999, 9,5 millions d'euros en 1998, 7,2 millions d'euros en 1997 et 1,4 million d'euros en 1996.

#### A) PLAN D'EPARGNE ENTREPRISE

Un Plan d'Epargne Entreprise (PEE) a été mis en place chez Coflexip en 1988 dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986. Trois Fonds Communs de Placement (FCP) reçoivent les versements des salariés

dans le cadre du PEE, l'un majoritairement investi en actions de Coflexip (FCP "Actions Coflexip"), pour lequel, certaines années, l'entreprise abonde les versements des salariés, le second en titres de créances négociables, actions et parts d'O.P.C.V.M. (FCP "Sécurité") et le troisième en valeurs mobilières françaises et étrangères, d'actions et de parts d'O.P.C.V.M. et de titres de créances négociables ("Interval A").

Conformément aux textes, les parts de FCP acquises par les salariés sont bloquées pour une période de 5 ans.

Au 31 décembre 2000, les salariés du Groupe détenaient 49031 actions, par l'intermédiaire du FCP "Actions Coflexip".

#### B) PARTICIPATION

La participation des salariés de Coflexip résulte de l'accord signé au sein du Comité Central d'Entreprise. Chaque salarié ayant au moins six mois d'ancienneté ou trois mois de présence au cours de l'exercice, bénéficie d'une somme calculée à partir des résultats de l'entreprise, au prorata du temps de présence et proportionnellement au salaire.

Cette somme est bloquée pendant cinq ans. Elle est exonérée de cotisations sociales et d'impôt sur le revenu.

Les salariés peuvent la placer :

- soit en compte courant bloqué et rémunéré par l'entreprise,
- soit dans le Plan d'Epargne Entreprise (PEE).

#### C) PRIME DE RESULTAT GROUPE

Une prime de Résultat Groupe a été instituée au cours de l'exercice 1997. Cette prime est calculée pour partie sur les résultats du Groupe et pour partie sur les résultats de chaque unité opérationnelle par rapport à des objectifs fixés annuellement. Sur la base des résultats du Groupe, elle a été distribuée en 1998 et 1999 à l'ensemble du personnel du Groupe.

Plus de 10% de la masse salariale du Groupe ont ainsi été consacrés à la Prime de Résultat Groupe au titre de 1997, 1998 et 1999.

La prime de Résultat Groupe a été reconduite dans son principe en 2000. Cette prime est composée d'une part Groupe et d'une part locale pouvant atteindre chacune 6 % de la masse salariale de base. Une provision a été constituée au titre des résultats 2000. Le principe de cette prime, toujours liée à l'atteinte d'objectifs Groupe et d'objectifs locaux, a été de nouveau reconduit pour 2001.

### III.3.2. OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS

a) Les options de souscription d'actions confèrent à leur titulaire le droit de souscrire à des actions de Coflexip; leur levée entraîne la création d'actions nouvelles et donc une augmentation de capital social et des droits de vote existants.

b) Les options d'achat confèrent à leur titulaire le droit d'acquérir auprès de Coflexip des actions déjà existantes; pendant la période d'exercice des options, les actions correspondantes sont conservées par Coflexip et constituent des titres d'auto-contrôle privés de droit de vote et de droit aux dividendes; lorsque les bénéficiaires des options lèvent celles-ci, les actions retrouvent leur droit de vote et leur droit aux dividendes, le nombre de droits de vote existants étant donc augmenté, alors que le capital social demeure inchangé.

Le tableau ci-dessous présente des informations relatives aux différents plans d'options d'achat et de souscription d'actions en vigueur au 31 décembre 2000 :

Plan d'options (1)(8)	Date de départ de l'exercice Date d'expiration	Prix d'exercice par action (7)	Options attribuées	Options levées en 2000	Options exercées	Options exerçables au 31/12/00	Nombre de bénéficiaires
Plan 7 (2)	21 juin 1994 21 juin 2001	205,00 FRF(2)	124 941	3 425	76 915	15 200	33
Plan 8 (4)	15 décembre 1994 15 décembre 2001	207,60 FRF(3)	150 000	600	92 332	0	8
Plan 9 (4)(5) 1 <sup>re</sup> tranche	7 juin 1996 6 juin 2006	189,00 FRF(6)	237 500	60 304	88 965	105 200	15
2 <sup>e</sup> tranche	7 juin 1997 6 juin 2007	310,60 FRF(6)	200 000	31 162	40 125	92 526	89
3 <sup>e</sup> tranche	7 juin 1998 6 juin 2008	811,40 FRF(6)	123 400	0	0	40 133	50
Plan 10 (4) (5)	15 décembre 1999 14 décembre 2009	76,61 EUR (6)	127 386	0	0	0	100

(1) Certains plans contiennent des restrictions à l'exercice de l'option lorsque le bénéficiaire n'est plus salarié de la société ou interdisent l'exercice de l'option pendant un certain délai à partir de l'attribution du plan.

(2) Plan d'options d'Achat d'actions. Le prix d'exercice du Plan 7 a été fixé par référence au cours de Bourse du titre résultant de l'introduction de Coflexip sur le NASDAQ de New York en novembre 1993.

(3) Le Conseil d'Administration a fixé le prix d'exercice des options du Plan 8 à 207,60 FRF, soit 90 % de la moyenne des valeurs d'une action Coflexip calculées par référence à la contre-valeur en francs français des cours d'un American Depositary Receipt (correspondant à une demi-action Coflexip sous-jacente) constatés aux vingt dernières séances du NASDAQ précédant le jour où les options sont attribuées, cette contre-valeur étant calculée par application du cours "vente" au comptant des devises à Paris à 16 heures.

(4) Plan d'options de souscription d'actions.

(5) Les options ne peuvent être exercées qu'après un délai de 2 ans à compter de la date d'attribution, soit à partir du 7 juin 1998 (1<sup>ère</sup> tranche), du 7 juin 1999 (2<sup>e</sup> tranche), du 7 juin 2000 (3<sup>ème</sup> tranche) et du 14 décembre 2001 (plan 10).

Pendant les deux années suivantes, les options ne peuvent être exercées qu'à concurrence d'un tiers par année, les options non levées au cours de l'année précédente venant se cumuler au quota des options exerçables au titre de l'année suivante.

(6) Le Conseil d'Administration a fixé le prix d'exercice des options du Plan 9 attribuées dans le cadre de la 1<sup>ère</sup> tranche, à 189 FRF, de la 2<sup>ème</sup> tranche à 310,60 FRF, de la 3<sup>ème</sup> tranche à 811,40 FRF et le prix d'exercice des options du plan 10 à 76,61 EUR chacune, soit 95 % de la moyenne des cours cotés de l'action Coflexip aux vingt dernières séances de bourse, au premier marché Euronext Paris S.A, précédant la séance du Conseil d'Administration des 7 juin 1996, 24 mars 1997, 18 mai 1998 et du 14 décembre 1999.

(7) A titre informatif, le prix d'exercice par action s'élève pour le plan 7 à EUR 31,25, le plan 8 à EUR 31,65, le plan 9-1 à EUR 28,81, le plan 9-2 à EUR 47,35, le plan 9-3 à EUR 123,70 et le plan 10 à FRF 502,52.

(8) Le Plan 7 a été autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 21 juin 1994, le Plan 8 par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 novembre 1994, le Plan 9 par l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 1996, et le Plan 10 par l'Assemblée Générale Mixte du 2 juin 1999

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société COFLEXIP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2000 établis conformément aux règles et principes comptables applicables en France, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés en euros par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 21 mars 2001

## Les Commissaires aux Comptes

Ernst & Young Audit



John MACKEY

Amyot Exco Audit  
Membre de Grant Thornton International



Jean-Pierre CORDIER

## CHIFFRES CLES

(En milliers sauf données par action et effectifs)

	2000 EUR (1)	1999 EUR (1)	1998 EUR (1)	2000 FRF	1999 FRF	1998 FRF
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>						
Chiffre d'affaires	1 064 556	1 017 026	1 143 681	6 983 030	6 671 253	7 502 054
Résultat opérationnel	108 853	136 931	149 726	714 029	898 208	982 139
Résultat avant impôts	308 534	140 531	155 584	2 023 850	921 823	1 020 563
Résultat net	222 697	89 610	96 558	1 460 796	587 803	633 380
RESULTAT NET PAR ACTION (2)	11,79	4,93	5,49	77,33	32,34	36,02
<b>BILAN</b>						
Capital social	29 897	29 750	24 157	196 111	195 147	158 462
Capitaux propres	906 029	699 280	469 005	5 943 161	4 586 976	3 076 474
Dettes à long terme (hors partie à moins d'un an)	48 556	61 895	132 510	318 506	406 005	869 212
Total actif immobilisé	558 034	533 432	470 150	3 660 463	3 499 085	3 083 980
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 599 193</b>	<b>1 336 010</b>	<b>1 127 847</b>	<b>10 490 018</b>	<b>8 763 651</b>	<b>7 398 190</b>
Cash-flow (3)	317 577	174 488	190 339	2 083 169	1 144 566	1 248 544
Cash-flow par action (2)	16,81	9,46	10,58	110,27	62,05	69,39
Carnet de commandes non encore réalisées (non audité)	931 000	472 000	861 000	6 106 960	3 096 117	5 650 000
Dividende par action	1,16	1,16	1,16	7,61	7,61	7,61
Effectifs (4) (non audité)	4 214	3 829	4 039	4 163	3 829	4 039

(1) 1 euro = 6,55957 francs.

(2) Le nombre moyen d'actions en circulation (selon l'approche la plus dilutive) était de 18 891 262 en 2000, 18 754 551 en 1999 et 18 433 712 en 1998.

(3) Résultat net consolidé + dotations aux amortissements.

(4) Comprend la main-d'œuvre non salariée par le Groupe (1 462 à fin 2000, 1 184 à fin 1999 et 1 349 personnes à fin 1998); (non audité).

## COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES

(en milliers d'euros, sauf "par action")	December 31		
	2000	1999	1998
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	1 064 556	1 017 026	1 143 681
Coûts et charges d'exploitation	(756 532)	(690 026)	(804 265)
Dotations aux amortissements	(94 880)	(84 878)	(93 781)
Frais commerciaux et administratifs	(104 291)	(105 191)	(95 909)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>108 853</b>	<b>136 931</b>	<b>149 726</b>
Produits financiers	30 660	21 051	17 943
Frais financiers	(11 745)	(18 071)	(19 712)
(Perte) gain de change (net)	695	(2 416)	1 270
Autres plus-value de cession	10 400	-	463
Plus value de cession sur titres CAL Dive (Note 2)	167 400	-	-
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence (Note 8)	2 672	2 573	5 894
Intérêts minoritaires	(401)	463	-
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>	<b>308 534</b>	<b>140 531</b>	<b>155 584</b>
Impôts sur les sociétés (Note 5)	(85 837)	(50 921)	(59 026)
<b>RESULTAT NET CONSOLIDE</b>	<b>222 697</b>	<b>89 610</b>	<b>96 558</b>
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PAR ACTION (NOTE 13) :</b>			
Résultat net par action (en euros)	11,94	5,47	6,13
Résultat net dilué par action (en euros)	11,79	4,93	5,49
<b>NOMBRE MOYEN D'ACTIONS EN CIRCULATION :</b>			
Hors effet potentiel de dilution	18 645 182	16 386 682	15 751 894
Après effet potentiel de dilution	18 891 262	18 754 551	18 433 712

## BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)

	2000 EUR	1999 EUR	1998 EUR
<b>ACTIF</b>			
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Note 6)	52 024	49 267	54 396
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 7)	502 240	438 774	371 657
Titres et avances, sociétés mises en équivalence (Note 8)	-	41 288	38 710
Prêts, avances et autres actifs à long terme	3 770	4 103	5 387
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>558 034</b>	<b>533 432</b>	<b>470 150</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Contrats à long terme (Note 9)	72 677	66 300	86 194
Stocks (Note 10)	79 816	63 338	62 449
Clients et comptes rattachés (Note 11)	192 990	203 573	187 853
Impôts différés (Note 5)	32 075	28 652	21 790
Charges constatées d'avance et autres actifs d'exploitation	64 820	36 236	56 306
Trésorerie	598 781	404 479	243 105
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 041 159</b>	<b>802 578</b>	<b>657 697</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 599 193</b>	<b>1 336 010</b>	<b>1 127 847</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital social			
Nominal de 1,60 EUR au 31 décembre 2000, 1,60EUR au 31 décembre 1999, et de 10 francs(1,52EUR) au 31 décembre 1998			
Appelé et souscrit :			
18 685 759 actions à fin 2000, 18 593 693 actions à fin 1999, 15 846 195 actions à fin 1998 (Note 12)	29 897	29 750	24 157
Primes et actions propres	283 250	281 306	175 584
Réserves	316 190	246 335	169 281
Ecart de conversion	53 995	52 279	3 425
Résultat net de l'exercice	222 697	89 610	96 558
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>906 029</b>	<b>699 280</b>	<b>469 005</b>
Obligations remboursables en action (Note 12)			17 142
Dettes à long terme (Note 14)	48 556	61 895	55 569
Obligations convertibles en actions (Note 12)			76 941
Impôts différés (Note 5)	21 099	27 391	21 950
Autres passifs à long terme (Note 16)	47 757	39 628	26 384
<b>TOTAL PASSIF A LONG TERME</b>	<b>117 412</b>	<b>128 914</b>	<b>180 844</b>
Partie à moins d'un an des dettes à long terme (Note 14)	28 090	37 477	21 239
Fournisseurs et comptes rattachés	81 430	75 417	82 189
Acomptes émis sur contrats à long terme (Note 9)	93 433	71 022	49 061
Impôts différés (Note 5)			3 101
Autres passifs à court terme (Note 16)	365 176	318 133	301 713
Découverts et lignes bancaires court terme	7 623	5 767	3 553
<b>TOTAL PASSIF A COURT TERME</b>	<b>575 752</b>	<b>507 816</b>	<b>460 856</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 599 193</b>	<b>1 336 010</b>	<b>1 127 847</b>

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf indication contraire)

	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émissions	Actions propres	Réserves (d)	Ecart de conversion (e)	Total des capitaux propres
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 1998</b>	<b>15 821 032</b>	<b>24 119</b>	<b>176 366</b>	<b>(2 066)</b>	<b>187 278</b>	<b>25 421</b>	<b>411 118</b>
Vente nette d'actions propres	-	-	-	591	-	-	591
Augmentation de capital	25 163	38	693	-	-	-	731
Résultat net	-	-	-	-	96 558	-	96 558
Ecart de conversion de l'exercice	-	-	-	-	-	(21 996)	(21 996)
Dividendes distribués (a)	-	-	-	-	(17 997)	-	(17 997)
<b>AU 31 DÉCEMBRE 1998</b>	<b>15 846 195</b>	<b>24 157</b>	<b>177 059</b>	<b>(1 475)</b>	<b>265 839</b>	<b>3 425</b>	<b>469 005</b>
Vente nette d'actions propres	-	-	-	554	-	-	554
Augmentation de capital	2 747 498	5 593	105 168	-	(1196)	-	109 565
Résultat net	-	-	-	-	89 610	-	89 610
Ecart de conversion de l'exercice	-	-	-	-	-	48 854	48 854
Dividendes distribués (b)	-	-	-	-	(18 308)	-	(18 308)
<b>AU 31 DÉCEMBRE 1999</b>	<b>18 593 693</b>	<b>29 750</b>	<b>282 227</b>	<b>(921)</b>	<b>335 945</b>	<b>52 279</b>	<b>699 280</b>
Vente nette d'actions propres	-	-	-	107	-	-	107
Augmentation de capital	92 066	147	1 837	-	1 248	-	3 232
Résultat net	-	-	-	-	222 697	-	222 697
Ecart de conversion de l'exercice (e)	-	-	-	-	-	1 716	1 716
Dividendes distribués (c)	-	-	-	-	(21 003)	-	(21 003)
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2000</b>	<b>18 685 759</b>	<b>29 897</b>	<b>284 064</b>	<b>(814)</b>	<b>538 887</b>	<b>53 995</b>	<b>906 029</b>

(a) Au titre de l'exercice 1997, l'Assemblée Générale des actionnaires, tenue le 27 mai 1998 vota un dividende de FRF7,50 par action (EUR1,14337) (dividendes versés sur 15 740 449 actions).

(b) Au titre de l'exercice 1998, l'Assemblée Générale des Actionnaires, tenue le 2 juin 1999, vota la mise en distribution d'un dividende de 1,16 EUR par action, payable en numéraire (dividendes versés sur 15 740 449 actions).

(c) Au titre de l'exercice 1999, l'Assemblée Générale des Actionnaires, tenue le 30 mai 2000, vota la mise en distribution d'un dividende de 1,16 EUR par action, payable en numéraire (dividendes versés sur 18 087 630 actions; suite à la conversion des obligations mi-décembre, 454 746 actions ont reçu un dividende partiel de 0,04767 EUR).

(d) Le poste "Réserves" inclut la réserve légale et des réserves assimilées non distribuables pour 3 166 milliers d'euros au 31 décembre 2000, 2 606 milliers d'euros au 31 décembre 1999, 2 603 milliers d'euros au 31 décembre 1998.

(e) L'écart de conversion comptabilisé résulte principalement des variations du franc par rapport à la livre sterling et au dollar.



## TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

	En milliers d'euros		
	2000 EUR	1999 EUR	1998 EUR
<b>EXPLOITATION</b>			
Résultat net	222 697	89 610	96 558
Dotations aux amortissements	94 880	84 878	78 665
Dépréciation exceptionnelle de l'usine australienne		-	15 116
(Plus-values) sur cessions d'actifs corporels	(10 691)	(533)	(663)
(Plus-values) sur cessions des titres de CAL DIVE	(169 888)	-	-
Provision pour impôts différés	(10 445)	(9 842)	(4 736)
Intérêts minoritaires	401	(463)	-
Quote-part non distribuée du résultat des sociétés mises en équivalence	(2 672)	(2 573)	(5 894)
Augmentation (diminution) des autres passifs à long terme	7 550	(2 056)	4 765
Variation des autres actifs et passifs court terme :			
(Augmentation) des comptes clients et rattachés	11 023	8 643	(7 533)
Diminution (augmentation) nette des contrats et acomptes émis sur contrats à long terme	16 316	45 905	44 078
Diminution (augmentation) des stocks	(13 486)	8 488	4 553
(Augmentation) diminution des charges constatées d'avance et autres créances	(28 580)	28 857	(21 455)
(Diminution) augmentation des découverts et lignes bancaires court terme	1 828	7 287	(41 524)
Augmentation (diminution) des comptes fournisseurs et rattachés	6 231	(20 128)	1 709
Augmentation des autres passifs court terme	45 742	(24 121)	45 606
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION</b>	<b>170,906</b>	<b>213 952</b>	<b>209 245</b>
<b>INVESTISSEMENTS</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(148,726)	(83 487)	(65 725)
Prix payé pour les acquisitions	(15,189)	(11 480)	-
Trésorerie des sociétés acquises	111	547	-
Diminution (octroi) de prêts aux sociétés mises en équivalence	-	-	826
Augmentation des prêts, avances et autres actifs à long terme	(921)	(1 520)	(1 661)
Diminution des prêts, avances et autres actifs à long terme	316	2 293	6 810
Produits des cessions d'actifs corporels	15 256	1 075	2 959
Produits de cession des titres de CAL DIVE	213 676	-	-
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>64 523</b>	<b>(92 572)</b>	<b>(56 791)</b>
<b>FINANCEMENT</b>			
Remboursement d'emprunts à long terme	(39 423)	(8 279)	(25 886)
Nouveaux emprunts à long terme	12 788	40 149	10 793
Augmentation de capital	3 232	2 190	731
Dividendes versés par Coflexip S.A	(21 003)	(18 308)	(17 997)
Vente nette d'actions propres	107	554	591
<b>FLUX DE TRÉSORERIE (AFFECTÉS AUX) DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(44 299)</b>	<b>16 306</b>	<b>(31 768)</b>
Effet de change sur la trésorerie	3 172	23 688	(16 094)
<b>AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>194 302</b>	<b>161 374</b>	<b>104 592</b>
Trésorerie à l'ouverture	404 479	243 105	138 513
<b>TRÉSORERIE À LA CLÔTURE</b>	<b>598 781</b>	<b>404 479</b>	<b>243 105</b>
Informations complémentaires :			
Décaissements de l'exercice au titre :			
des frais financiers	8 988	19 923	21 095
de l'impôt sur les sociétés	66 639	63 331	69 936

## NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Le Groupe Coflexip Stena Offshore est l'un des principaux entrepreneurs de travaux sous-marins de l'industrie para-pétrolière, proposant une large gamme de services (gestion de projets, ingénierie, fourniture et mise en service de matériels et équipements, pose de conduites et connexion d'ombilicaux sous-marins, conception, réparation et maintenance) et de produits (conception et fabrication de conduites flexibles sous-marines, d'ombilicaux et de robots sous-marins télécommandés). Les contrats sont principalement conclus avec des compagnies para-pétrolières opérant en Mer du Nord, au Brésil, en Asie Pacifique et dans le Reste du Monde.

### NOTE 1 - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

#### Principes comptables

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en application du règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable. L'application de ce nouveau règlement n'a pas d'impact significatif sur les comptes des exercices antérieurs et de ce fait, ne nécessite pas la présentation de comptes pro-forma.

Les options retenues par le Groupe dans la mise en œuvre de ces principes les rendent compatibles avec les principes comptables généralement admis aux Etats-Unis. Selon les principes comptables généralement admis aux Etats-Unis, les obligations remboursables en actions auraient été classées en "dettes à long terme" dans le bilan (ne concerne que l'exercice 1998).

#### Principes de consolidation

Les états financiers des sociétés significatives dont Coflexip S.A ("Coflexip") détient directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés par intégration globale. Les sociétés significatives dans lesquelles Coflexip S.A. détient une participation de 20% à 50% sont mises en équivalence dès lors que le Groupe (Coflexip et ses filiales) exerce une influence notable. Toutes les transactions entre sociétés intégrées globalement sont éliminées du bilan et du compte de résultat.

#### Méthodes de conversion

Chaque filiale étrangère détermine son résultat dans la monnaie la plus représentative de son environnement économique: la monnaie fonctionnelle. La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères du Groupe est la monnaie locale à l'exception des filiales brésiliennes pour lesquelles la monnaie fonctionnelle est le dollar US.

Pour la conversion en francs français des comptes des filiales étrangères exprimés dans la monnaie fonctionnelle, les comptes d'actif et de passif sont convertis au taux de change officiel à la date de clôture tandis que les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de la période. L'écart de change qui résulte de cette conversion est isolé dans le poste écart de conversion des capitaux propres. Les transactions réalisées dans des devises autres que la devise fonctionnelle de l'entité sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de conversion du jour. Les pertes et gains de change en résultant figurent dans le compte de résultat.

#### Conversion en euros des comptes consolidés

Au 31 décembre 2000, la comptabilité des sociétés françaises du Groupe est tenue en francs français. Pour des besoins de communication financière et de meilleure comparabilité, les comptes consolidés au 31 décembre 2000 et au 31 décembre 1999 et les séries historiques de 1998 ont été convertis au taux fixé officiellement le 31 décembre 1998 (1 euro équivaut à 6,55957 francs français).

#### Prise en compte des résultats sur contrats à long terme

Le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires et le profit sur les contrats à long terme en utilisant la méthode de l'avancement des travaux. Le pourcentage d'avancement est donné par le coût des travaux et dépenses réalisés rapporté au coût total estimé du contrat. Le chiffre d'affaires et les coûts correspondants sont révisés périodiquement et les éventuels ajustements sont pris en compte pour déterminer les éléments de calcul de la méthode de l'avancement des travaux. La créance partielle sur travaux non facturés ainsi déterminée, nette des acomptes émis, est portée à l'actif du bilan en "contrats à long terme". Les contrats pour lesquels les acomptes émis excèdent la créance partielle sur travaux non facturés sont maintenus pour le solde au passif du bilan en "Acomptes émis sur contrats à long terme".

La majorité des contrats à long terme prévoient l'émission et le paiement de demandes d'acomptes au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

Le Groupe réalise également un nombre important de contrats dont les valeurs individuelles ne sont pas considérées comme significatives. Ces contrats sont comptabilisés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

Un contrat est considéré comme achevé lors du transfert contractuel de propriété des produits finis ou lors de la réception provisoire, même assortie de réserves, pour les contrats correspondant à la réalisation de systèmes intégrés comportant une obligation de résultat global.

Les pertes potentielles sur les contrats en cours de réalisation sont constatées pour leur intégralité.

## Stocks

Les stocks sont évalués au prix de revient ou à la valeur de marché si celle-ci est inférieure. Le prix de revient est principalement calculé par la méthode du coût moyen pondéré.

## Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, celui-ci pouvant comprendre les frais financiers supportés jusqu'à la mise en service du bien.

Les biens dont le Groupe a la disposition au moyen de contrats de crédit-bail sont traités au bilan et au compte de résultat comme s'ils avaient été acquis à crédit.

Ces biens sont amortis de manière linéaire sur la base de leur durée estimée d'utilisation :

Aménagements des terrains	5 à 10 ans
Constructions	15 à 20 ans
Matériel et outillage	3 à 8 ans
Navires	10 à 15 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans
Véhicules de tourisme	3 à 5 ans

Les dépenses de réparation ou de maintenance qui ne prolongent pas de manière significative la durée de vie de l'immobilisation concernée sont comptabilisées en charge de la période. Les frais de mise en cale sèche sont provisionnés au cours de la période précédant chaque mise en cale sèche.

## Immobilisations incorporelles

Les écarts d'acquisition, qui représentent la différence entre le prix payé pour acquérir les titres et la valeur de l'actif net réévalué reçu en échange sont amortis selon leur durée de vie économique fixée de 5 à 20 ans.

Les brevets, marques et autres immobilisations incorporelles sont amortis linéairement en fonction de leur durée de vie estimée, généralement fixée à 8 ans.

## Frais de recherche et développement

Ils sont comptabilisés en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont supportés.

## Aides à la recherche

Pour le financement de certains programmes de recherche, le Groupe bénéficie de concours extérieurs qui ne sont acquis à l'entreprise qu'en cas d'échec des recherches. Ces aides sont ainsi constatées en produit lorsque les conditions permettant de statuer sur l'échec d'un programme sont réunies. Les sommes reçues pour lesquelles ces conditions ne sont pas remplies sont maintenues au passif du bilan dans le compte "autres passifs à long terme".

## Impôts sur les sociétés

Le Groupe comptabilise les impôts différés résultant des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs du bilan. En application de la méthode du report variable, les impôts différés sont calculés en utilisant le dernier taux d'imposition en vigueur. Le Groupe ne comptabilise pas d'impôts différés sur les réserves non distribuées de ses filiales étrangères. Les impôts différés sont provisionnés en fonction de leur probabilité de réalisation.

## Engagements de retraite

Les filiales étrangères versent directement chaque année à des organismes habilités des montants correspondant à leurs engagements en matière de retraite. Pour les sociétés françaises, les engagements de retraite des sociétés françaises ont fait l'objet d'une opération d'externalisation auprès d'une société d'assurance sur la vie et de capitalisation.

Seuls sont maintenus dans le poste "Autres passifs à long terme", la part d'engagements non prise en charge par le dit organisme d'assurance.

## Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen d'actions ordinaires détenues durant l'année. Le résultat net par action sur une base diluée est calculée en divisant le résultat net par le nombre moyen d'actions y compris les stock options. L'hypothèse de calcul retenue est que toutes les stock-options sont exercées et que le groupe procède à un achat de ses propres actions au cours moyen de la période grâce aux bénéfices tirés de l'exercice de ces stock-options.

## Instruments financiers

Tous les instruments financiers détenus par le groupe ont un but de couverture. Le groupe ne détient pas d'instruments financiers spéculatifs. Tous les instruments financiers sont des engagements hors-bilan et ne font pas l'objet d'une comptabilisation au bilan.

De ce fait, les gains et pertes latentes ne sont pas comptabilisés. Lors de l'arrivée du terme du sous-jacent, les gains et pertes des instruments de couverture sont reconnus dans le compte de résultat ou rattachés au sous-jacent comptabilisé au bilan (actif ou passif selon les circonstances).

A l'exception de certains swaps de taux d'intérêt, tous les instruments financiers ont une échéance inférieure à deux ans avec un sous-jacent ayant lui aussi une échéance inférieure à deux ans.

## Dépréciation des actifs à long terme

Les actifs à long terme (immobilisations corporelles et goodwill) font l'objet de dépréciation exceptionnelle lorsque, à la suite d'évènements ou de circonstances intervenues dans l'année, il s'avère que leur valeur économique apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La nécessité d'un amortissement exceptionnel est appréhendé par groupe d'actif représentant une activité autonome par référence à la valeur des cash-flows futurs non actualisés attendus de ces actifs dans le cadre des hypothèses économiques retenues par le Groupe. Lorsque une dépréciation s'avère nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et celle des cash-flows futurs actualisés.

## NOTE 2 - ACQUISITIONS ET CESSIONS

### ACQUISITIONS DE 2000

En mars 2000, le Groupe a acheté 100% du capital de Perry Slingsby pour un montant de 7,8 millions de livres sterling (12,8 millions d'euros). En mai 2000, le groupe a acheté 100% du capital de RJ Brown Deepwater Inc pour un montant de 2,3 millions de dollars US (2,397 millions d'euros), dégageant un goodwill non affectés de 1,8 million de dollars US (1,9 million d'euros).

Ces deux filiales sont intégrées globalement dans les comptes consolidés depuis leurs dates d'acquisition par le Groupe. Compte tenu du caractère non significatif de ces deux acquisitions, les comptes pro forma 99 incluant ces acquisitions ne sont pas présentés.

### CESSIONS DE 2000

En septembre 2000, le Groupe a cédé sa participation (3 699 788 actions) dans Cal Dive International Inc, société mis en équivalence jusqu'au 30 septembre 2000, dégageant ainsi une plus-value de 167,4 millions d'euros avant impôts, soit 128,7 millions d'euros après impôts (cf note 8).

En Janvier 2000, le groupe a réalisé une plus value de 10,4 millions d'euros suite à la vente du CSO Installer, navire de pose de flexibles.

### ACQUISITIONS DE 1999

Le 25 octobre 1999 le Groupe a fait l'acquisition de 49,8% du capital de Peerless Shipping & Oilfield Services Ltd.(PSOS), portant ainsi sa participation à 58,2% du capital, pour un prix global de 11 480 milliers d'euros. Cette société est intégrée globalement à compter de sa date d'acquisition.

### CESSIONS DE 1999

Aucune cession significative n'a été effectuée par le Groupe en 1999.

### ACQUISITIONS DE 1998

Aucune acquisition significative n'a été effectuée par le Groupe en 1998.

### CESSIONS DE 1998

Le 9 octobre 1998, le Groupe a cédé la totalité de sa participation dans la société Travocéan, filiale détenue à 50% et mise en équivalence jusqu'au 30 septembre 1998, pour un prix de vente de 1,75 million d'euros, permettant ainsi de réaliser une plus-value de cession avant impôt de 0,46 million d'euros.

## NOTE 3 - ANALYSE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Le Groupe utilise la norme américaine SFAS 131. L'adoption du SFAS 131 n'affecte ni le résultat ni la situation financière de la société mais complète l'information sectorielle présentée en annexe.

Les secteurs sur lesquels est construit le reporting tirent leurs revenus de la fabrication de conduites flexibles, rigides et d'ombilicux; des activités d'Inspection, Réparation, Maintenance; de l'installation de systèmes Flottants, de Production et de Stockage; de la fabrication d'ombilicux, de robots sous-marins télécommandés, de l'installation de câbles de puissance et de télécommunications sous-marins.

Le Groupe distingue quatre secteurs dans son reporting : Mer du Nord, Brésil, Asie Pacifique, Reste du Monde. Le Groupe mesure et gère la performance projet par projet, depuis la fabrication jusqu'à la commercialisation. L'analyse de la performance de chaque secteur du reporting est fondée sur le résultat opérationnel avant dépréciations et amortissements (hors frais de Groupe) des projets vendus dans chaque zone géographique.

Les méthodes comptables appliquées dans chaque secteur du reporting sont les mêmes que celles décrites dans les "Principes et Méthodes Comptables".

Les actifs n'étant pas gérés en interne sur une base sectorielle, il n'est pas fourni d'information sur les actifs et les amortissements sectoriels. Les charges et produits financiers, ainsi que l'impôt sur les sociétés étant suivis au niveau du Groupe, ces postes ne donnent pas lieu à information sectorielle.

Un seul client a constitué 18% du chiffre d'affaires 2000, 13% du chiffre d'affaires 1999, 20% du chiffre d'affaires 1998. En 2000, deux autres clients ont constitué 10% et 7% du chiffre d'affaires chacun, tandis que deux clients ont constitué 12% et 8% du chiffre d'affaires chacun en 1999 et 8% du chiffre d'affaires chacun en 1998.

### Analyse par zone géographique selon la localisation des Unités de Gestion

Les tableaux suivants montrent le résultat opérationnel avant dépréciations et amortissements, ainsi que le résultat opérationnel.

Le résultat opérationnel se définit comme étant le chiffres d'affaires diminué de toutes les charges d'exploitation rattachées à la zone ou au secteur à l'exclusion des frais de Groupe. Les frais de Groupe comprennent les frais de direction générale Groupe, la direction administrative et financière ainsi que la direction commerciale et marketing, les frais de recherche et développement.

(en milliers d'euros)	Pour l'exercice clos au 31 décembre 2000					
	Mer du Nord	Brésil	Asie Pacifique	Reste du Monde	Eliminations	Total-Consolidé
<b>Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers</b>	506 803	196 995	84 377	276 381	-	1 064 556
Chiffre d'affaires entre zones	7 400	-	-	4 549	(11 948)	
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	514 202	196 995	84 377	280 930	(11 948)	1 064 556
<b>Résultat opérationnel avant dépréciation aux amortissements</b>	131 635	57 975	22 878	32 783		245 271
Frais de Groupe non répartis (1)						(41 538)
<b>Résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements</b>						203 733
Depreciation						(94 880)
<b>Operating income</b>						108 853

(1) Hors dépréciation de l'écart d'acquisition non affecté relatif à l'acquisition de Stena Offshore en 1994.

(en milliers d'euros)	Pour l'exercice clos au 31 décembre 1999					
	Mer du Nord	Brésil	Asie Pacifique	Reste du Monde	Eliminations	Total-Consolidé
<b>Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers</b>	506 067	129 920	116 740	264 299	-	1 017 026
Chiffre d'affaires entre zones	18 273	394	108	5 463	(24 238)	-
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>524 340</b>	<b>130 314</b>	<b>116 848</b>	<b>269 762</b>	<b>(24 238)</b>	<b>1 017 026</b>
<b>Résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements</b>	<b>138 892</b>	<b>44 598</b>	<b>23 256</b>	<b>56 780</b>	<b>-</b>	<b>263 526</b>
Frais de Groupe non répartis (1)						(41 717)
<b>Résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements</b>						<b>221 809</b>
Dépréciation et amortissements						(84 878)
<b>Résultat opérationnel</b>						<b>136 931</b>

(1) Hors dépréciation de l'écart d'acquisition non affecté relatif à l'acquisition de Stena Offshore en 1994.

(en milliers d'euros)	Pour l'exercice clos au 31 décembre 1998					
	Mer du Nord	Brésil	Asie Pacifique	Reste du Monde	Eliminations	Total-Consolidé
<b>Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers</b>	550 671	231 043	154 403	207 564	-	1 143 681
Chiffre d'affaires entre zones	18 800	3 402	332	13 176	(35 710)	-
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>569 471</b>	<b>234 445</b>	<b>154 735</b>	<b>220 740</b>	<b>(35 710)</b>	<b>1 143 681</b>
<b>Résultat opérationnel avant dépréciation aux amortissements</b>	<b>153 214</b>	<b>56 695</b>	<b>38 034</b>	<b>34 737</b>	<b>-</b>	<b>282 680</b>
Frais de Groupe non répartis (1)						(39 173)
<b>Résultat opérationnel avant dépréciation et amortissements</b>						<b>243 507</b>
Dépréciation et amortissements						(93 781)
<b>Résultat opérationnel</b>						<b>149 726</b>

(1) Hors dépréciation de l'écart d'acquisition non affecté relatif à l'acquisition de Stena Offshore en 1994.

## Analyse par zone géographique selon la localisation des filiales

Les tableaux suivants montrent le chiffre d'affaires,  
le résultat opérationnel et les actifs par zones géographiques  
selon la localisation des filiales.

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2000							
(en milliers d'euros)	France	Mer du Nord	Brésil	Asie Pacifique	Reste du Monde	Eliminations	Total consolidé
<b>Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers</b>	164 413	516 951	119 908	77 198	186 086		1 064 556
Chiffre d'affaires entre zones	110 003	93 038	5 246	643	7 131	(216 061)	
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>274 416</b>	<b>609 989</b>	<b>125 154</b>	<b>77 841</b>	<b>193 217</b>	<b>(216 061)</b>	<b>1 064 556</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>64 055</b>	<b>71 833</b>	<b>22 883</b>	<b>5 656</b>	<b>(11 188)</b>		<b>153 239</b>
Frais de Groupe non répartis (1)							(44 386)
<b>Résultat opérationnel</b>							<b>108 853</b>
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence					2 672		2 672
<b>Total des actifs</b>	<b>645 830</b>	<b>534 267</b>	<b>209 951</b>	<b>90 941</b>	<b>118 204</b>		<b>1 599 193</b>

(1) Y compris la dépréciation de l'écart d'acquisition non affecté relatif à l'acquisition de Stena Offshore en 1994.

Pour l'exercice clos au 31 décembre 1999							
(en milliers d'euros)	France	Mer du Nord	Brésil	Asie Pacifique	Reste du Monde	Eliminations	Total consolidé
<b>Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers</b>	153 946	541 109	65 546	115 962	140 463	-	1 017 026
Chiffre d'affaires entre zones	140 839	78 998	4 448	1 020	5 319	(230 624)	-
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>294 785</b>	<b>620 107</b>	<b>69 994</b>	<b>116 982</b>	<b>145 782</b>	<b>(230 624)</b>	<b>1 017 026</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>33 525</b>	<b>123 062</b>	<b>8 823</b>	<b>13 558</b>	<b>2 528</b>	-	<b>181 496</b>
Frais de Groupe non répartis (1)							(44 565)
<b>Résultat opérationnel</b>							<b>136 931</b>
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	2 573	-	2 573
<b>Total des actifs</b>	<b>431 769</b>	<b>543 200</b>	<b>186 386</b>	<b>99 093</b>	<b>75 562</b>	-	<b>1 336 010</b>

(1) Y compris la dépréciation de l'écart d'acquisition non affecté relatif à l'acquisition de Stena Offshore en 1994.

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2000							
(en milliers d'euros)	France	Mer du Nord	Brésil	Asie Pacifique	Reste du Monde	Eliminations	Total consolidé
<b>Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers</b>	144 021	581 550	156 000	152 637	109 473	-	1 143 681
Chiffre d'affaires entre zones	112 758	82 960	3 244	8 258	12 992	(220 212)	-
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>256 779</b>	<b>664 510</b>	<b>159 244</b>	<b>160 895</b>	<b>122 465</b>	<b>(220 212)</b>	<b>1 143 681</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>51 054</b>	<b>106 178</b>	<b>25 495</b>	<b>6 180</b>	<b>2 840</b>	-	<b>191 747</b>
Frais de Groupe non répartis (1)							(42 021)
<b>Résultat opérationnel</b>							<b>149 726</b>
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	2 042	-	-	-	3 852	-	5 894
<b>Total des actifs</b>	<b>334 470</b>	<b>457 809</b>	<b>184 993</b>	<b>72 472</b>	<b>68 103</b>	-	<b>1 127 847</b>

(1) Y compris la dépréciation de l'écart d'acquisition non affecté relatif à l'acquisition de Stena Offshore en 1994.

## NOTE 4 - RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	2000	1999	1998
Frais de recherche et développement	19 884	19 373	17 818
Aides publiques à la recherche reprises en résultat	(437)	(135)	(55)
<b>CHARGE NETTE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT</b>	<b>19 447</b>	<b>19 238</b>	<b>17 763</b>

## NOTE 5 - IMPOTS SUR LES SOCIETES

La charge d'impôts sur les bénéfices de l'exercice s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2000	1999	1998
<b>Impôts courants</b>			
France	46 935	15 385	13 337
Etranger	49 347	45 378	50 425
	96 282	60 763	63 762
<b>Impôts différés</b>			
France	2 757	(3 024)	746
Etranger	(13 202)	(6 818)	(5 482)
	(10 445)	(9 842)	(4 736)
<b>TOTAL</b>	<b>85,837</b>	<b>50 921</b>	<b>59 026</b>

Conformément à la loi portant mesures à caractère fiscal, votée en décembre 2000, le taux français d'impôt sur les sociétés a baissé de 40 % à 37,76 %. Cette modification s'applique aux bénéfices réalisés au cours d'exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000 et se traduit par une diminution de la charge d'impôt courante de 496 milliers d'euros .

La charge d'impôts différés résulte des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables de certains actifs et passifs du Groupe. Elle se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	2000	1999	1998
Profits sur stocks	2 296	(403)	(1 322)
Contrats à long terme et provisions rattachées	(4 021)	(9 131)	(1 630)
Déficits fiscaux	(5 207)	(937)	1 055
Crédit-bail	220	1 107	2 352
Autres	(3 733)	(478)	(5 191)
<b>CHARGE (PRODUIT) D'IMPÔTS DIFFÉRÉS</b>	<b>(10 445)</b>	<b>(9 842)</b>	<b>(4 736)</b>

La charge d'imposition du Groupe varie du taux légal d'imposition en France en raison des facteurs suivants :

(en milliers d'euros)	2000	1999	1998
Charge d'imposition théorique au taux légal	116,502	56 212	64 832
Résultat des sociétés mises en équivalence	(1 009)	(1 029)	(2 456)
Effet de la non-déductibilité des amortissements de "goodwill" et écart de réévaluation	4 682	4 205	4 471
Ajustement dû au différentiel entre le taux français et les taux applicables dans les entités étrangères	(7 549)	(10 934)	(14 740)
Cession des titres Cal Dive	(24 510)	-	-
Effet de la cessation des activités de l'usine australienne	(893)	(2 058)	9 117
Autres éléments	(1 386)	4 525	(2 468)
<b>CHARGE D'IMPOSITION AU TAUX EFFECTIF CONSTATÉ</b>	<b>85 837</b>	<b>50 921</b>	<b>59 026</b>



Les impôts différés au bilan s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre		
	2000	1999	1998
<b>Impôts différés actifs</b>			
Profits sur stocks	1 563	3 648	2 762
Contrats à long terme	25 487	19 170	6 911
Crédit-bail	824	1 044	1 213
Déficits fiscaux	10 260	4 122	1 037
Différence entre amortissements fiscaux et comptables	892	1 229	2 621
Participation, intéressement	1 835	1 987	1 854
Autres	9 874	41	12 133
	<b>50 735</b>	<b>31 241</b>	<b>28 531</b>
<b>MOINS : PROVISION POUR DÉPRÉCIATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS</b>	<b>(2 795)</b>	<b>(2 589)</b>	<b>(2 391)</b>
<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS NETS DE PROVISION</b>	<b>47 940</b>	<b>28 652</b>	<b>26 140</b>
<b>Impôts différés passifs</b>			
Différence entre amortissements fiscaux et comptables	22 525	17 001	19 070
Crédit-bail	6 097	5 789	4 226
Contrats à long terme	6 349	4 053	4 808
Autres	1 993	548	1 297
	<b>36 964</b>	<b>27 391</b>	<b>29 401</b>
<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS ACTIF/(PASSIF)</b>	<b>10 976</b>	<b>1 261</b>	<b>(3 261)</b>
<b>Montants mentionnés dans le bilan</b>			
Impôts différés actifs nets	32 075	28 652	21 790
Impôts différés passifs nets	21 099	27 391	25 051
<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS</b>	<b>10 976</b>	<b>1 261</b>	<b>(3 261)</b>

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993, Coflexip SA a opté pour le régime fiscal visé à l'article 223 A et suivants du Code Général des Impôts dit "d'intégration fiscale" pour une durée de 5 ans. Cette option a été renouvelée pour une durée de 5 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1998. Toutes les filiales françaises détenues dès l'ouverture de l'exercice à plus de 95 % ont été intégrées dans le périmètre en 1998, 1999 et en 2000.

## NOTE 6 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre		
	2000	1999	1998
Ecart d'acquisition non affectés ("Goodwill")	80 830	73 056	70 980
Brevets, marques et autres immobilisations incorporelles	3 709	5 771	9 317
<b>TOTAL</b>	<b>84 539</b>	<b>78 827</b>	<b>80 297</b>
Moins : amortissements cumulés	(32 515)	(29 560)	(25 901)
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES</b>	<b>52 024</b>	<b>49 267</b>	<b>54 396</b>

Le poste "Ecart d'acquisition non affectés" reflète principalement l'acquisition de Stena Offshore en 1994.

**NOTE 7 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2000

Montant brut	(en milliers d'euros)					31 décembre 2000
	31 décembre 1999	Evolution périmètre	Acquisitions	Cessions	Ecart de conversion et transferts	
Terrains	6 026	-	-	-	237	6 263
Constructions et aménagements des terrains	81 394	-	1 183	(5)	433	83 005
Navires	369 017	-	13 623	(631)	2 329	384 338
Matériel et outillage	326 288	3 464	17 624	(2 800)	15 815	360 391
Immobilisations en cours	52 072	-	106 991	(3 806)	(16 267)	138 990
Autres actifs corporels immobilisés	55 217	23	10 940	(2 217)	650	64 613
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES</b>	<b>890 014</b>	<b>3 487</b>	<b>150 361</b>	<b>(9 459)</b>	<b>3 197</b>	<b>1 037 600</b>

Amortissements	(en milliers d'euros)					31 décembre 2000
	31 décembre 1999	Evolution périmètre	Acquisitions	Cessions	Ecart de conversion et transferts	
Constructions et aménagements des terrains	39 357	-	10 913	(650)	219	49 839
Navires	159 560	-	39 649	(588)	(240)	198 381
Matériel et outillage	213 938	-	31 803	(2 638)	(1 735)	241 368
Autres actifs corporels immobilisés	38 385	-	7 642	(1 477)	1 222	45 772
<b>TOTAL AMORTISSEMENT</b>	<b>451 240</b>	<b>-</b>	<b>90 007</b>	<b>(5 353)</b>	<b>(534)</b>	<b>535 360</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES</b>						<b>502 240</b>

Pour l'exercice clos au 31 décembre 1999

Montant brut	(en milliers d'euros)					31 décembre 1999
	31 décembre 1998	Evolution périmètre	Acquisitions	Cessions	Ecart de conversion et transferts	
Terrains	4 966	-	667	(24)	417	6 026
Constructions et aménagements des terrains	76 193	21	2 800	(2)	2 379	81 391
Navires	291 751	32 986	9 004	-	26 428	360 169
Matériel et outillage	271 382	4 703	12 217	(8 914)	45 888	325 276
Immobilisations en cours	23 185	-	50 140	(1 558)	(19 695)	52 072
Autres actifs corporels immobilisés	44 071	130	10 525	(6 232)	6 636	55 130
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES</b>	<b>711 548</b>	<b>37 840</b>	<b>85 353</b>	<b>(16 730)</b>	<b>62 053</b>	<b>880 064</b>

Amortissements	(en milliers d'euros)					31 décembre 1999
	31 décembre 1998	Evolution périmètre	Acquisitions	Cessions	Ecart de conversion et transferts	
Constructions et aménagements des terrains	34 186		4 823	-	345	39 354
Navires	107 508		31 184	(127)	12 147	150 712
Matériel et outillage	166 855		37 278	(6 090)	14 883	212 926
Autres actifs corporels immobilisés	31 342		5 542	(2 245)	3 659	38 298
<b>TOTAL AMORTISSEMENT</b>	<b>339 891</b>		<b>78 827</b>	<b>(8 462)</b>	<b>31 034</b>	<b>441 290</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES</b>						<b>438 774</b>

## Pour l'exercice clos au 31 décembre 1998

Montant brut	(en milliers d'euros)					
	31 décembre 1997	Evolution périmètre	Acquisitions	Cessions	Ecart de conversion et transferts	31 décembre 1998
Terrains	5 146	-	-	(11)	(169)	4 966
Constructions et aménagements des terrains	76 284	-	1 405	(13)	(1 483)	76 193
Navires	308 720	-	2 211	-	(19 180)	291 751
Matériel et outillage	253 933	-	30 368	(9 820)	(3 099)	271 382
Immobilisations en cours	13 173	-	20 557	(1 010)	(9 535)	23 185
Autres actifs corporels immobilisés	38 802	-	9 466	(4 891)	694	44 071
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES</b>	<b>696 058</b>	<b>-</b>	<b>64 007</b>	<b>(15 745)</b>	<b>(32 772)</b>	<b>711 548</b>

Amortissements	(en milliers d'euros)					
	31 décembre 1997	Evolution périmètre	Acquisitions	Cessions	Ecart de conversion et transferts	31 décembre 1998
Constructions et aménagements des terrains	30 736	-	4 604	(225)	(929)	34 186
Navires	86 225	-	26 650	-	(5 367)	107 508
Matériel et outillage	132 556	-	46 541	(8 403)	(3 839)	166 855
Autres actifs corporels immobilisés	30 794	-	4 956	(3 634)	(774)	31 342
<b>TOTAL AMORTISSEMENT</b>	<b>280 311</b>	<b>-</b>	<b>82 751</b>	<b>(12 262)</b>	<b>(10 909)</b>	<b>339 891</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES</b>						<b>371 657</b>

- Les immobilisations corporelles incluent des biens dont le Groupe a la disposition au moyen de contrats de crédit-bail immobiliers et mobiliers.

La valeur brute des biens immobiliers concernés est de 13 989 milliers d'euros au 31 décembre 2000, 1999, 1998 pour une valeur nette de 4 347 milliers d'euros, 4 804 milliers d'euros, 5 262 milliers d'euros à ces mêmes dates.

La valeur brute des navires concernés est de 129 850 milliers d'euros au 31 décembre 2000, 126 285 milliers d'euros au 31 décembre 1999 et 63 871 milliers d'euros au 31 décembre 1998 pour une valeur nette de 4 217 milliers d'euros, 27 771 milliers d'euros et 28 559 milliers d'euros à ces mêmes dates.

La valeur brute des matériels et équipements concernés est de 4 068 milliers d'euros au 31 décembre 2000, 7 630 au 31 décembre 1999 et 7 244 milliers d'euros au 31 décembre 1998 pour une valeur nette égale à 0, 408 milliers d'euros et 956 milliers d'euros à ces mêmes dates.

L'amortissement économique relatif à ces immobilisations est comptabilisé comme si le Groupe en détenait la propriété juridique.

- Les coûts de réparation et de maintenance se sont élevés à 21 148 milliers d'euros en 2000, 19 374 milliers d'euros en 1999 et 18 953 milliers d'euros en 1998.
- Face à l'incertitude des perspectives du marché des services pétroliers dans la région Asie-Pacifique, le Groupe a décidé en 1998 de cesser la production de conduites flexibles de son usine de Fremantle. A ce titre, l'usine a été totalement dépréciée pour un montant de 15,1 millions d'euros sur l'exercice 1998.
- Une dépréciation exceptionnelle de 6 millions d'euros a été enregistrée en 2000 afin d'ajuster la valeur comptable de certains actifs industriels à leur juste valeur sur la base de la valeur des cash-flows futurs actualisés.
- Une dépréciation exceptionnelle de 5,2 millions d'euros a été enregistrée en 2000 sur le navire et les équipements du Flexservice 1 afin d'ajuster la valeur comptable à la juste valeur.

## NOTE 8 - TITRES ET AVANCES, SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

Au 31 décembre 2000, le Groupe ne détient plus de titres mis en équivalence. En septembre 2000, le Groupe a vendu les 3 699 788 actions de Cal Dive International Inc qu'elle détenait. Le groupe a réalisé une plus-value de 167,4 millions d'euros avant impôts et de 128,7 millions d'euros après impôts.

Les titres des sociétés mises en équivalence représentaient 23,6% du capital de Cal Dive (25,5% en 1999 et 1998), société située aux Etats-Unis qui fournit des services de construction sous-marine et d'installation aux entrepreneurs de travaux sous-marins de l'industrie para pétrolière.

Au 30 septembre 2000, la quote-part du Groupe dans le résultat de Caldive s'élevait à 3,54 millions d'euros (avant amortissement du goodwill pour euros 0,868 million), 4,04 millions d'euros (avant amortissement du goodwill pour 1,47 million d'euros) en 1999 et 5,53 millions d'euros (avant amortissement du goodwill pour 1,68 million d'euros) en 1998.

L'impact de cette cession sur les flux de trésorerie est mentionné sur deux lignes distinctes dans le tableau de financement.

Le goodwill était amorti linéairement sur 20 années. La part du prix alloué aux navires était déprécié sur la base de la durée de vie restante soit 6,7 ans.

La situation financière et le résultat de Cal Dive se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	1999	1998
<b>Situation financière</b>		
Actifs court terme	83 201	62 641
Immobilisations corporelles	134 038	67 846
Autres actifs	21 024	10 276
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>238 263</b>	<b>140 763</b>
Passifs court terme	43 621	23 287
Passifs long terme	194 642	117 476
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>238 263</b>	<b>140 763</b>
<b>Compte de résultat :</b>		
Chiffre d'affaires	151 023	136 615
Coûts et charges d'exploitation	(116 071)	(92 354)
Résultat net	15 856	21 699

Le 9 octobre 1998, le Groupe a cédé la totalité de sa participation dans la société Travocéan, filiale détenue à 50% et mise en équivalence jusqu'au 30 septembre 1998, pour un prix de vente de 1,75 million d'euros, permettant ainsi de réaliser une plus-value de cession avant impôt de 0,46 million d'euros.

La valeur des titres des sociétés mises en équivalence était supérieure à la quote-part de leurs actifs nets de 13 092 milliers d'euros au 31 décembre 1999 et 14 562 milliers d'euros au 31 décembre 1998, le goodwill étant affecté à la valeur des titres des sociétés mises en équivalence.

Aucun dividende n'a été reçu des sociétés mises en équivalence en 2000, 1999 et 1998.

La valeur boursière de notre participation dans Cal Dive représentait 121 992 milliers d'euros au 31 décembre 1999, 65 799 milliers d'euros au 31 décembre 1998.

## NOTE 9 - CONTRATS ET ACOMPTES EMIS SUR CONTRATS A LONG TERME

(en milliers d'euros)	au 31 décembre		
	2000	1999	1998
Contrats comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux			
Créances partielles sur contrats non facturés moins acomptes émis	68 737	59 111	63 376
Contrats comptabilisés selon la méthode de l'achèvement des travaux			
Travaux en cours, coûts engagés	3 940	7 189	22 818
<b>CONTRATS À LONG TERME</b>	<b>72 677</b>	<b>66 300</b>	<b>86 194</b>

(en milliers d'euros)	au 31 décembre		
	2000	1999	1998
Contrats comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux			
Acomptes émis moins créances partielles sur travaux non facturés	85 469	67 506	45 179
Contrats comptabilisés selon la méthode de l'achèvement des travaux			
Acomptes émis	7 964	3 516	3 882
<b>ACOMPTES ÉMIS SUR CONTRATS À LONG TERME</b>	<b>93 433</b>	<b>71 022</b>	<b>49 061</b>

## NOTE 10 - STOCKS

(en milliers d'euros)	au 31 décembre		
	2000	1999	1998
Matières premières	45 399	42 904	45 392
Travaux en cours	19 947	8 933	7 231
Produits finis	25 665	27 459	19 699
Moins : provision pour dépréciation des stocks	(11 195)	(15 958)	(9 873)
<b>STOCKS</b>	<b>79 816</b>	<b>63 338</b>	<b>62 449</b>

## NOTE 11 - CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

(en milliers d'euros)	au 31 décembre		
	2000	1999	1998
Clients et comptes rattachés	195 908	205 330	193 170
Moins : provision pour créances douteuses	(2 918)	(1 757)	(5 317)
<b>CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS – NET</b>	<b>192 990</b>	<b>203 573</b>	<b>187 853</b>

Compte tenu de l'activité du Groupe, les clients sont principalement de grandes compagnies parapétrolières.

La situation financière de chaque client est revue périodiquement et aucune caution n'est généralement demandée. Toutes les défaillances potentielles font l'objet de provisions qui ne sont jamais apparues dans le passé comme insuffisantes à l'échelle du Groupe.

Le Groupe a pour unique client sur la zone Brésil la compagnie pétrolière Petrobras. Les sommes à recevoir de Petrobras au 31 décembre 2000, 1999 et 1998 se montent respectivement à 35 250 milliers d'euros, 28 057 milliers d'euros et 31 627 milliers d'euros.

32 387 milliers d'euros au 31 décembre 1999 et 1 338 milliers d'euros au 31 décembre 1998 sont relatifs à des exportations directes au départ de la France faisant l'objet d'une couverture COFACE. Cette couverture COFACE ne s'applique plus au 31 décembre 2000.

Compte tenu de la taille très significative de certains contrats à long terme, d'autres clients peuvent représenter, à un moment donné, une part significative du poste "clients et comptes rattachés".

## NOTE 12 - CAPITAL SOCIAL ET OBLIGATIONS REMBOURSABLES EN ACTIONS

Au 31 décembre 2000, le capital social de Coflexip S.A. est composé de 18 685 759 actions au nominal de 1,60 euros, contre 18 593 693 actions au nominal de 1,60 euros au 31 décembre 1999 et 15 846 195 actions au nominal de 10 francs (1,52 euros) au 31 décembre 1998.

Au cours des exercices 1998, 1999 et 2000 les augmentations de capital sont imputables :

- 25 163 actions nouvelles émises en 1998, résultant de levées d'options de souscription d'actions, portant le capital social de Coflexip SA de 158 210 320 francs (24 119 008 euros) en 1997 à 158 461 950 francs (24 157 369 euros) en 1998 composé de 15 846 195 actions d'une valeur nominale de 10 francs (1,52 euros).

- 2 747 498 actions nouvelles émises en 1999 portant le capital social de Coflexip SA de 158 461 950 francs (24 157 369 euros) en 1998 à 195 146 609,24 francs (29 749 908,80 euros) en 1999 composé de 18 593 693 actions d'une valeur nominale de 1,60 euros :

- 2 227 272 résultant de la conversion des obligations convertibles

- 454 546 résultant du remboursement des obligations remboursables en actions

- 65 680 résultant de levées d'options de souscription d'actions.

- 92 066 actions nouvelles émises en 2000 résultant de levées d'options de souscription d'actions, portant le capital de Coflexip SA de FRF 195 146 609,24 (Euros 29 749 908,80) à FRF 196 112 870,69 (Euros 2 897 241 ,40).

### Options d'achat d'actions de la société mère

La société a retenu les règles applicables en France concernant le traitement comptable des plans d'options d'achat d'actions au bénéfice de ses salariés. Ce traitement ne génère aucune distorsion avec la norme américaine APB 25 dans la mesure où le prix d'exercice des options d'achat d'actions de la société est proche de leur valeur de marché.

Une information pro forma en terme de résultat net et de résultat par action est requise par la norme américaine SFAS 123, et a été déterminée dans l'hypothèse où la société aurait appliqué la méthode de comptabilisation fondée sur la valeur vénale des options d'achat d'actions attribuées à ses salariés.

(montants en milliers d'euros à l'exception des données par actions)	Year ended December 31		
	2000	1999	1998
Résultat net pro forma	222 272	89 413	95 608
Résultat pro forma par action:			
- Résultat par action	11,92	5,46	6,07
- Résultat par action après dilution	11,76	4,92	5,44

Le tableau suivant présente les valeurs vénales pondérées des options d'achat accordées en 2000, 1999, et 1998 :

(montants en euros par actions)	2000	1999	1998
	-	3,95	7,38

La valeur vénale de ces options a été estimée à leur date d'octroi, en utilisant le modèle de valorisation d'option de Black-Scholes sur les hypothèses moyennes suivantes :

	2000	1999	1998
Taux d'intérêt sans risque	-	5,34%	5,0%
Taux de distribution	-	20%	20%
Volatilité de l'action	-	0,46	0,44
Durée de vie moyenne	-	5	8

Le modèle de valorisation d'option de Black-Scholes a été développé afin d'estimer la valeur d'options non soumises à des restrictions de durée d'attribution ou de cessibilité. De plus, le modèle fait appel à des considérations hautement subjectives comme la volatilité des cours des actions. Dans la mesure où les options d'achat d'actions attribuées par la société à ses salariés présentent des caractéristiques très différentes de celles des options traditionnelles, et les changements dans les considérations subjectives peuvent influencer de façon significative sur l'estimation de la valeur vénale, la Direction considère que les modèles existants ne permettent pas nécessairement de donner une valeur vénale unique et fiable des options d'achat d'actions attribuées à ses salariés.

Une synthèse de l'activité de la société en terme d'options d'achat d'actions, et de l'information correspondante sur la période close

le 31 décembre 2000 peut être présentée ainsi :

	2000		1999		1998	
	Nombre d'options	Prix moyen de levée	Nombre d'options	Prix moyen de levée	Nombre d'options	Prix moyen de levée
Consenties à l'ouverture de l'exercice	609 568	EUR 63	570 366	EUR 56	536 259	EUR 36
Accordées	-	-	127 386	EUR 77	123 400	EUR 124
Levées	(95 391)	EUR 35	(85 450)	EUR 33	(44 058)	EUR 30
Annulées	(9 201)	EUR 60	(2 734)	EUR 47	(45 235)	EUR 33
<b>CONSENTIES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>504 976</b>	<b>EUR 68</b>	<b>609 568</b>	<b>EUR 63</b>	<b>570 366</b>	<b>EUR 56</b>

Corrélativement, la société disposait de 49 615 actions au 31 décembre 2000, 53 042 actions au 31 décembre 1999 et 70 763 actions au 31 décembre 1998.

La charge d'intérêts s'y rapportant s'élevait en 1999 à 1 461 milliers d'euros, (1 231 milliers d'euros en 1998) et était comptabilisée au compte de résultat consolidé dans le poste "frais financiers".

Le tableau suivant rassemble les informations concernant les options existantes et exerçables :

	Date d'attribution	Prix d'exercice	Durée de vie restante	Quantité restante	Quantité exerçable
Plan 7	1994	31,25	0,47	15 200	15 200
Plan 8	1994	31,65	0,96	0	0
Plan 9.1	1996	28,81	5,43	105 200	105 200
Plan 9.2	1997	47,35	6,43	138 790	92,526
Plan 9.3	1998	123,70	7,44	120 400	40,133
Plan 10	1999	76,61	8,96	125 386	0

Les stocks-options ont une échéance allant de deux à quatre ans après la date d'attribution. La durée de vie moyenne pondérée de ces options est de 6,9 ans.

## Obligations remboursables en actions

Suite à l'acquisition de Stena Offshore le 15 décembre 1994, Coflexip S.A. avait émis des obligations remboursables en actions au profit de Stena International B.V. pour un montant total de 20 000 milliers de dollars US (17 142 milliers d'euros). Ces obligations remboursables en actions portaient un intérêt au taux annuel de 8,25% payable semestriellement à terme échu et ont été remboursées en 454 546 actions ordinaires de Coflexip S.A. le 15 décembre 1999.

## Obligations convertibles en actions

Suite à l'acquisition de Stena Offshore le 15 décembre 1994, Coflexip S.A. avait émis des obligations convertibles en actions au profit de Stena International B.V. pour un montant total de 98 000 milliers de dollars US (76 941 milliers d'euros). Ces obligations convertibles en actions portaient un intérêt au taux annuel de 7,75% payable semestriellement à terme échu et étaient convertibles à tout moment entre le 15 décembre 1996 et le 15 décembre 1999 en 2 227 272 actions ordinaires de Coflexip S.A.

Stena International B.V. a converti ses obligations convertibles en 2 227 272 actions ordinaires le 13 octobre 1999.

La charge d'intérêts en 1999 s'élevait à 3 399 milliers d'euros (6 754 milliers d'euros en 1998) et était comptabilisée dans le poste "frais financiers".



## NOTE 13 - CALCUL DU RESULTAT CONSOLIDE PAR ACTION

(en milliers d'euros)	2000	1999	1998
<b>NUMÉRATEUR :</b>			
Résultat net	222 697	89 610	96 558
<b>Effet net de la dilution :</b>			
Obligations remboursables : taux d'intérêts à 8,25% (net d'impôts)		877	718
Obligations convertibles : taux d'intérêts à 7,75% (net d'impôts)		2 039	3 939
		2 916	4 657
<b>RÉSULTAT NET APRÈS CONVERSION DES OBLIGATIONS REMBOURSABLES ET DES OBLIGATIONS CONVERTIBLES</b>	<b>222 697</b>	<b>92 526</b>	<b>101 215</b>
<b>DÉNOMINATEUR :</b>			
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	18 645 182	16 386 682	15 751 894
<b>Effet de la dilution :</b>			
Stock options	246 080	188 043	-
Obligations remboursables		434 621	454 546
Obligations convertibles		1 745 205	2 227 272
	246 080	2 367 869	2 681 818
<b>NOMBRE MOYEN D' ACTIONS APRÈS CONVERSION DES OBLIGATIONS REMBOURSABLES ET DES OBLIGATIONS CONVERTIBLES</b>	<b>18 891 262</b>	<b>18 754 551</b>	<b>18 433 712</b>
<b>RÉSULTAT NET PAR ACTION ORDINAIRE EN CIRCULATION (EN EUROS)</b>	<b>11,94</b>	<b>5,47</b>	<b>6,13</b>
<b>RÉSULTAT NET PAR ACTION APRÈS CONVERSION DES OBLIGATIONS REMBOURSABLES ET DES OBLIGATIONS CONVERTIBLES (EN EUROS)</b>	<b>11,79</b>	<b>4,93</b>	<b>5,49</b>

NOTE 14 - DETTES A LONG TERME

Analyse par devises : (en milliers d'euros)	au 31 décembre		
	2000	1999	1998
Franç français	6 822	7 969	9 448
Dollar US	46 438	59 853	120 891
Livre sterling	-	6 288	12 167
Dollar australien	6 917	10 686	11 243
Autres devises	16 469	14 576	-
<b>TOTAL</b>	<b>76 646</b>	<b>99 372</b>	<b>153 749</b>
Moins : partie à moins d'un an (hors obligations convertibles)	(28 090)	(37 477)	(21 239)
<b>DETTE À LONG TERME</b>	<b>48 556</b>	<b>61 895</b>	<b>132 510</b>

Les taux variables sont généralement proches des taux de transfert interbancaires dans la devise concernée. En 1999, la ligne "taux variables" comprenait 24 885 milliers d'euros de dettes couvertes à des taux hors marge (17 176 milliers d'euros au 31 décembre 1998) allant de 5,79% à 6,37%. En 2000, ces dettes couvertes à des taux hors marges d'un montant de 16 120 milliers d'euros ont été reclassées sur la ligne : intérêts inférieur à 7,5%.

Le taux moyen d'intérêt sur les découverts s'est élevé à 6,39% au 31 décembre 2000 (7,94% au 31 décembre 1999 et 4,67% au 31 décembre 1998).

Analyse par échéance :

Echéances des dettes à long terme (en milliers d'euros)	au 31 décembre, 2000
2001	28 090
2002	15 732
2003	14 473
2004	12 318
2005	5 543
2006 et après	490
<b>TOTAL</b>	<b>76 646</b>

Analyse par taux d'intérêt:

Analyse par taux d'intérêt (en milliers d'euros)	au 31 décembre		
	2000	1999	1998
inférieur à 7,5%	17 079	3 359	853
de 7,5 à 10%	6 533	9 309	76 941
10% et plus	9 739	6 725	8 793
Taux variables (taux effectif au 31 décembre 2000 7,88%- 1999 -6,98%, 1998 - 6,70%)	43 295	79 979	67 162
<b>TOTAL</b>	<b>76 646</b>	<b>99 372</b>	<b>153 749</b>

- Analyse par type de dette

Analyse par type de dette (en milliers d'euros)	Au 31 décembre					
	2000			1999		
	Garanties	Non garanties	Total	Garanties	Non garanties	Total
Contrats de crédit-bail	6 663		<b>6 663</b>	13 901	-	<b>13 901</b>
Dettes bancaires	53 411	14 696	<b>68 107</b>	76 616	8 855	<b>85 471</b>
Autres		1 876	<b>1 876</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>60 074</b>	<b>16 572</b>	<b>76 646</b>	<b>90 517</b>	<b>8 855</b>	<b>99 372</b>

Analyse par type de dette (en milliers d'euros)	Au 31 décembre		
	1998		
	Garanties	Non garanties	Total
Obligations convertibles	-	76 941	76 941
Contrats de crédit-bail	21 466	-	21 466
Dettes bancaires	54 984	358	55 342
<b>TOTAL</b>	<b>76 450</b>	<b>77 299</b>	<b>153 749</b>

Au 31 décembre 2000, le crédit contracté pour le financement du projet *Sunrise 2000* s'élève à 23 672 milliers de dollars US (29 665 milliers de dollars US au 31 décembre 1999 et 35 943 milliers de dollars US au 31 décembre 1998), auquel s'ajoute une ligne de 8 millions de dollars US utilisée pour les travaux d'amélioration du *Sunrise 2000*.

Au 31 décembre 2000, l'emprunt contracté auprès d'un syndicat de banques, afin de financer la construction de l'usine en Australie, a été remboursé à hauteur de 4 880 milliers de dollars australiens. Au 31 décembre 2000, le crédit représente 11 600 milliers de dollars australiens (16 480 milliers de dollars australiens au 31 décembre 1999 et 21 360 milliers de dollars australiens au 31 décembre 1998).

Les obligations au titre des contrats de crédit-bail du Groupe, portant sur le CSO Wellservicer, sont garanties au moyen de dépôts et cautionnements pour un montant de 2 523 milliers d'euros au 31 décembre 2000, 2 425 milliers d'euros

au 31 décembre 1999 et 2 873 milliers d'euros au 31 décembre 1998. Les obligations au titre des contrats de crédit-bail, portant sur le CSO Wellservicer, sont également garanties par la délégation des revenus et indemnités d'assurance attachée aux navires. Ces dépôts et cautionnements sont comptabilisés dans le poste "prêts, avances et autres actifs à long terme".

En 2000, le Groupe a refinancé une partie de sa dette indienne existante par l'intermédiaire d'un crédit bancaire de 450 millions de roupies avec une garantie sur les navires SEAMEC 1 et 2. Au 31 décembre 2000, le montant restant dû s'élève à 250 millions de roupies.

En outre, au 31 décembre 2000, le Groupe disposait de 75 006 milliers d'euros de lignes moyen terme disponibles et non utilisées. Les lignes court terme disponibles et non utilisées s'élevaient quant à elles à 100 226 milliers d'euros au 31 décembre 2000.

## NOTE 15 - VALEUR ACTUELLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

- La politique du Groupe est de financer les principaux investissements par des emprunts à taux fixe afin de se couvrir contre le risque d'une hausse future de taux. Les dettes contractées en taux variables, principalement des lignes de crédit à court terme, sont converties en taux fixe par le biais de contrats de swaps. Les transactions mises en place par le Groupe sont des opérations de couverture et n'ont jamais de caractère spéculatif.
- La stratégie du Groupe consiste également à couvrir les risques de change sur les flux générés par les contrats dès leur signature.
- Dans ce cadre, le Groupe met en place avec ses clients des contrats multi-devises lui permettant une répartition par devises de ses facturations en ligne avec sa structure de coûts.
- Les filiales du Groupe sont également amenées à mettre en place des instruments financiers d'achat et de vente à terme de type forward afin de couvrir les marges futures estimées des projets contractés dans une devise différente de la monnaie fonctionnelle de la filiale concernée.
- Les méthodes et principes suivants ont été retenus par la société pour l'estimation de la valeur vénale de ses instruments financiers conformément à la norme SFAS 107 :

*Trésorerie et dettes à court terme* : La valeur comptable des éléments relatifs aux postes de Trésorerie et de dettes à court terme est proche de la valeur actuelle.

*Dettes à long terme* : La valeur actuelle de la dette à long terme est évaluée selon la méthode des "cash flows actualisés", sur la base des taux que la société pourrait obtenir pour des financements du même type. La valeur comptable des lignes de crédit à court terme est proche de la valeur actuelle.

*Contrats de couverture d'achat et de vente de devises (forwards)*: La valeur actuelle des contrats d'achat et vente de devises est estimée selon la valeur de marché de contrats équivalents ajustée par interpolation en cas d'échéance différente.

Le groupe utilise des instruments aux seules fins de couverture et non de spéculation.

Les contrats d'achat et de vente à terme de devises et les Swaps d'intérêts sont des instruments de couverture enregistrés et suivis en hors bilan. Les gains et pertes constatés sur ces contrats sont enregistrés en résultat uniquement au moment du dénouement des contrats.

Les valeurs comptables et les valeurs vénales relatives aux instruments financiers du Groupe sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre			
	2000		1999	
	Valeur comptable ou notionnelle	Valeur vénale estimée	Valeur comptable ou notionnelle	Valeur vénale estimée
Bilan				
Dettes long terme	76 646	77 260	99 372	100 180
Hors bilan				
swap de taux	16 120	26	44 058	(3)
Couverture de change	178 677	6 171	201 110	3 641
Options de change	17 195	128	-	-

## NOTE 16 - AUTRES PASSIFS

Les autres passifs à court terme se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	au 31 décembre		
	2000	1999	1998
Dettes fiscales et sociales	110 596	85 252	89 846
Charges à payer			
et provisions sur contrats	160 109	173 038	141 420
Charges à payer diverses	53 793	47 183	35 968
Dettes sur immobilisations	6 985	7 528	4 550
Autres passifs court terme	33 693	5 132	29 929
<b>AUTRES PASSIFS À COURT TERME</b>	<b>365 176</b>	<b>318 133</b>	<b>301 713</b>

Les autres passifs à long terme se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	au 31 décembre		
	2000	1999	1998
Aides publiques à la recherche	6 268	6 095	5 834
Provision pour mise en cale sèche	8 612	1 977	4 569
Réserve de participation	7 322	6 501	6 414
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	912	490	2 244
Intérêts minoritaires	13 000	13,306	843
Autres passifs long terme	11 643	11 259	6 480
<b>AUTRES PASSIFS À LONG TERME</b>	<b>47 757</b>	<b>39 628</b>	<b>26 384</b>

## NOTE 17 - PERSONNEL (NON AUDITE)

Le nombre de salariés employés par les sociétés du Groupe intégrées globalement se ventile comme suit :

	2000	1999	1998
France	959	869	919
Brésil	768	724	710
États-Unis	339	222	255
Royaume-Uni	1 847	1 669	1 773
Norvège	157	143	153
Asie Pacifique	144	202	229
<b>TOTAL</b>	<b>4 214</b>	<b>3 829</b>	<b>4 039</b>

Le nombre de salariés comprend la main d'œuvre non salariée par le Groupe, soit 1 462 personnes en 2000, 1 184 personnes en 1999 et 1 349 personnes en 1998.

## NOTE 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

### Garanties bancaires et garanties sur contrats commerciaux

Le Groupe a accordé des cautions de marché sous forme de garanties bancaires à ses clients pour un montant de 88 615 milliers d'euros en 2000, 86 129 milliers d'euros en 1999 et 85 382 milliers d'euros en 1998.

Le montant total des garanties émises par le Groupe sur des contrats commerciaux s'élève à 1 261 967 milliers d'euros au 31 décembre 2000 contre 1 435 646 milliers d'euros au 31 décembre 1999 et 1 241 830 milliers d'euros au 31 décembre 1998.

Le Groupe a accordé des garanties à des tiers (institutions financières, administration, fournisseurs) pour un montant de 94 289 milliers d'euros.

### Contrats de location

Le Groupe prend en location divers équipements, navires et biens immobiliers. Ceux-ci font généralement l'objet de contrats de location qui viendront à terme au cours des dix prochaines années. Le Groupe sera alors probablement amené à les renouveler ou à les remplacer.

### Loyers

La charge de loyer enregistrée en 2000 s'est élevée à 13 615 milliers d'euros (y compris les dépenses de location de navires pour un montant total de 7 353 milliers d'euros) contre 21 115 milliers d'euros en 1999 et 21 343 milliers d'euros en 1998.

Au 31 décembre 2000, le Groupe a des engagements au titre des contrats de crédit-bail et de location longue durée selon l'échéancier suivant :

(en milliers d'euros)	Crédit bail	Location longue durée
2001	1 811	8 949
2002	1 794	8 442
2003	1 830	9 459
2004	1 867	2 615
2005	952	946
2006 et au-delà	-	524
Total des engagements en terme d'échéances	8 254	30 935
Moins : partie représentant les intérêts	(1 670)	-
<b>VALEUR ACTUELLE NETTE DES ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL</b>	<b>6 584</b>	-

En 2000, 1999 et 1998, aucun nouveau contrat de crédit-bail n'a été souscrit par le Groupe.

### Litiges, engagements et autres éléments hors bilan

- Le Groupe était entré début 1999 en négociation avec Petrobras sur un certain nombre de litiges commerciaux liés à la crise financière qui affecte le Brésil, et qui portent notamment sur l'application des clauses d'indexation sur le dollar des contrats de fournitures locaux. A ce titre, le résultat opérationnel du quatrième trimestre 1998 avait été affecté par un impact négatif de 21,7 millions d'euros.

Au 31 décembre 1999, le résultat opérationnel avait bénéficié pour un montant de 19,1 millions d'euros de la conclusion favorable de certaines de ces négociations commerciales avec Petrobras.

- Le Groupe est impliqué dans plusieurs procédures juridiques et contentieuses avec des clients non résolues à ce jour. Ces litiges, sont de l'avis de la Direction, inhérents à l'activité normale du groupe. Lorsqu'une perte est considérée comme probable et que son montant peut être raisonnablement estimé, une provision est constatée dans le poste charges à payer et autres provisions sur contrats (cf note 12).

## NOTE 19 - TRANSACTIONS AVEC DES SOCIETES LIEES

En 1974, le Groupe a signé un accord de partenariat et de recherche avec l'Institut Français du Pétrole qui contrôle ISIS, un des principaux actionnaires du Groupe. Le contrat stipule que le Groupe a accès à la technologie et à certains brevets de l'IFP contre paiement d'une redevance. Ce contrat ne prendra fin que lorsque le Groupe cessera de produire et de vendre des biens qui font appel à ces technologies. La redevance au titre de 2000 s'est élevée à 2 899 milliers d'euros (2 720 milliers d'euros en 1999 et 2 597 milliers d'euros en 1998).

La production de certaines conduites flexibles incorpore des matériaux plastiques essentiellement vendus par ATOFINA S.A. détenue à 99 % par TotalElfina. Le contrat d'approvisionnement conclu aux conditions de marché est renouvelé en 2000. Les achats auprès d'ATOFINA S.A. se sont élevés à respectivement 15 373 milliers d'euros, 24 525 milliers d'euros et 41 145 milliers d'euros en 2000, 1999 et 1998.

Le Groupe réalise des flexibles et fournit des prestations d'installation à des filiales de Technip, actionnaire principal de Coflexip. Le chiffre d'affaires réalisé avec le groupe Technip s'est élevé en 2000 à 8 288 milliers d'euros.

## NOTE 20 - CARNET DE COMMANDES (NON AUDITE)

Le Groupe possède au 31 décembre 2000 un carnet de commandes non encore réalisé de 931 millions d'euros contre 472 millions d'euros au 31 décembre 1999 et 861 millions d'euros au 31 décembre 1998. Une commande est généralement réalisée entre un et trois ans à compter de sa réception.

## NOTE 21 - EVENEMENTS POST CLOTURE

Le 5 janvier 2001, le Groupe a acheté la branche Deepwater (Mer profonde) du groupe Aker pour 513 millions de dollars américains en cash après la prise en compte d'une dette nette estimée à 112 millions de dollars américains. Le prix final d'acquisition est soumis à des mécanismes d'ajustement de prix sur la base des comptes consolidés audités au 31 décembre 2000. La transaction étant intervenue en 2001, l'impact de cette acquisition n'a pas été enregistré dans les comptes 2000. Seuls certains frais d'acquisition, non significatifs, sont enregistrés sur l'exercice 2000.

L'acquisition a été financée sur les ressources propres du Groupe à hauteur de 285 millions de dollars américains et pour 370 millions de dollars américains par l'ouverture de nouvelles lignes de crédit court terme que le Groupe devrait refinancer en 2001 par la mise en place de crédits long terme. A l'exception des mécanismes d'ajustement de prix, le Groupe n'anticipe pas d'autres coûts que ceux liés aux intérêts relatifs à la dette levée .

La plate-forme P36, du champ de Roncador (Petrobras), a coulé en mars 2001. Ce sinistre n'a pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2000. Toutefois, un montant de 169,8 millions d'euros relatif à ce projet figure dans le carnet de commandes au 31 décembre 2000. Le groupe n'est pas en mesure à ce jour d'évaluer l'impact de ce sinistre sur le calendrier d'exécution de ce projet.

## NOTE 22 - LISTE DES PRINCIPALES SOCIETES CONSOLIDEES

AU 31 DÉCEMBRE 2000

	Localisation	Pourcentage d'intérêt du Groupe
<b>SOCIETES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION GLOBALE</b>		
Coflexip	Paris, France	Mère
Cofleximmo	Paris, France	100
Coflexip Stena Offshore Deep Water	Paris, France	100
Coflexip Stena Offshore International	Boulogne Billancourt, France	100
Coflexip Développement	Boulogne Billancourt, France	100
Coflexip Stena Offshore N.V.	Amsterdam, Pays-Bas	100
Coflexip Stena Offshore Contracting B.V.	Amsterdam, Pays-Bas	100
Coflexip Stena Offshore Holdings Ltd.	Aberdeen, Royaume-Uni	100
Coflexip Stena Offshore Ltd.	Aberdeen, Royaume-Uni	100
Coflexip Stena Offshore Ships One Ltd.	Aberdeen, Royaume-Uni	100
Coflexip Stena Offshore Ships Three Ltd.	Aberdeen, Royaume-Uni	100
Northern Coasters Ltd.	Aberdeen, Royaume-Uni	100
Technical Diving Services Ltd.	Aberdeen, Royaume-Uni	100
Anchortech Ltd.	Aberdeen, Royaume-Uni	100
Coflexip U.K. Stena Offshore Holdings Ltd.	Aberdeen, Royaume-Uni	100
Coflexip U.K. Ltd.	Aberdeen, Royaume-Uni	100
Perry Slingsby Ltd.	Aberdeen, Royaume-Uni	100
DUCO Ltd.	Newcastle, Royaume-Uni	100
Coflexip Stena Offshore Norge A/S	Oslo, Norvège	100
Coflexip Stena Offshore A/S	Lysaker, Norvège	100
Coflexip Stena Offshore U.S.A. Holding Inc.	Houston, Texas, Etats-Unis	100
Coflexip Stena Offshore Services Inc.	Houston, Texas, Etats-Unis	100
R.J. Brown Deepwater, Inc	Houston, Texas, Etats-Unis	100
DUCO Inc.	Houston, Texas, Etats-Unis	100
Perry Slingsby, Inc.	Jupiter, Floride, Etats-Unis	100
Coflexip Stena Offshore Newfoundland	St John's, Newfoundland, Canada	100
Stena Offshore (Jersey) Ltd.	Jersey	100
Coflexip Stena Offshore (Mauritius) Ltd.	Mauritius	100
Flexservice N.V.	Antilles Néerlandaises	100
Sunflex Offshore N.V.	Antilles Néerlandaises	100
Flexone N.V.	Antilles Néerlandaises	100
Brasflex	Rio de Janeiro, Brésil	100
Brasflex Overseas	Iles Vierges	100
Sea Oil	Iles Cayman, Antilles Anglaises	100
Flexibras	Vitoria, Brésil	100
Sigma	Vitoria, Brésil	100
Marflex	Rio de Janeiro, Brésil	100
Coflexip Stena Offshore Asia Pacific PTY Ltd	Perth, Australie	100
Coflexip Stena Offshore PTY Ltd.	Perth, Australie	100
Peerless Shipping & Oilfield Services Ltd.	Calcutta, Inde	58,2



## IV - INFORMATIONS FINANCIÈRES RÉSUMÉES SUR LA SOCIÉTÉ MÈRE

ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE . . . . .	75
RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES . . . . .	76
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE . . . . .	77
TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS . . . . .	78

### ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Les états financiers simplifiés de la société mère Coflexip SA présentés ci-dessous sont établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France pour les comptes sociaux. Ces principes diffèrent sensiblement de ceux retenus pour les comptes consolidés du Groupe.

Les états financiers complets, incluant l'annexe, sont disponibles sans frais sur simple demande auprès de la société.

### Comptes de résultats résumés de Coflexip SA

(en milliers d'euros)	2000	1999	1998
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>166 793</b>	<b>207 476</b>	<b>201 306</b>
Production stockée	14 186	(4 866)	34
Production immobilisée	213	105	260
Consommations externes	(150 337)	(152 095)	(160 248)
Charges de personnel	(47 421)	(45 567)	(45 552)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(35 820)	(43 268)	(18 066)
Autres reprises, produits et charges d'exploitation	(64 002)	45 332	67 022
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>11 616</b>	<b>7 117</b>	<b>44 756</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>68 722</b>	<b>38 201</b>	<b>15 321</b>
dont produit de participations	53 420	30 524	65 614
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>186 197</b>	<b>(4 554)</b>	<b>(1 768)</b>
Participation des salariés	(1 084)	(1 480)	(1 049)
Impôts sur les bénéfices	(43 529)	(8 564)	(6 212)
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>221 922</b>	<b>30 720</b>	<b>51 048</b>

## Bilans résumés au 31 décembre de Coflexip SA

(en milliers d'euros)	2000	1999	1998
<b>ACTIF</b>			
Immobilisations incorporelles	10 579	5 328	1 962
Immobilisations corporelles	39 272	48 924	54 005
Immobilisations financières	247 037	272 534	270 008
Stocks et travaux en cours	34 366	16 946	22 689
Clients et comptes rattachés	60 807	79 629	78 314
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	302 162	130 170	46 182
Autres actifs à court terme et comptes de régularisation	130 288	70 579	54 518
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>11 616</b>	<b>7 117</b>	<b>44 756</b>
<b>PASSIF</b>			
Capitaux propres	649 216	446 078	321 826
Autres fonds propres	0	-	16 464
Provisions pour risques et charges	30 287	33 222	18 955
Emprunts auprès des établissements de crédit	11 802	14 316	1 898
Obligations convertibles en actions	-	-	76 941
Emprunts et dettes financières divers	13 223	46 103	12 508
Avances et acomptes sur commandes	5 074	5 975	2 436
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 052	36 765	50 023
Autres dettes et comptes de régularisation	75 857	41 651	26 627
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>824 511</b>	<b>624 110</b>	<b>527 678</b>

## RESULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2000	1999	1998	1997	1996
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social (en francs)	196 112 871	195 146 609	158 461 950	158 210 320	157 968 200
Capital social (en euros)	29 897 214	29 749 909	24 157 369	24 119 008	24 082 097
<b>NOMBRE D' ACTIONS</b>					
- ordinaires	18 685 759	18 593 693	15 846 195	15 821 032	15 796 820
- à dividende prioritaire	-	-	-	-	-
<b>NOMBRE MAXIMUM D' ACTIONS À CRÉER</b>					
- par conversion d'obligations	-	-	2 227 272	2 227 272	2 227 272
- par remboursement d'obligations	-	-	454 546	454 546	454 546
- par droit de souscription	-	-	-	-	-
- par options de souscription	489 776	590 943	534 020	479 268	321 914
<b>OPERATIONS ET RESULTATS (en milliers d'euros)</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	166 793	207 476	201 306	221 671	186 080
Résultat avant impôts, participation, dot. amortissements et provisions	281 607	72 720	110 108	58 158	38105
Impôts sur les bénéfices (1)	43 529	8 564	6 212	17 565	-
Participation des salariés	1 084	1 480	1 049	2 382	1 269
Résultat net	221 922	30 720	51 048	40 082	14 976
Résultat distribué (2)	21 003	21 569	18 382	17 987	2 393
<b>RESULTAT PAR ACTION (en euros)</b>					
Résultat après impôt, participation, avant dot. amortissements et provisions	12,68	3,37	6,49	2,42	2,33
Résultat après impôt, participation, dot. amortissements et provisions	11,88	1,65	3,22	2,53	0,95
Résultat dilué	11,57	1,60	2,76	2,42	0,95
Dividende attribué	1,16	1,16	1,16	1,143	0,152
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés (3)	706	703	715	636	644
Masse salariale (en milliers d'euros)	32 216	29 430	31 365	29 260	26 435
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales...) (en milliers d'euros)	15 206	16 137	14 186	15 019	14 655

(1) Depuis 1993, la société est tête de groupe d'un périmètre d'intégration fiscale au sens des articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts qui comprend l'ensemble des sociétés du groupe qui remplissent les conditions requises pour y appartenir. Cette option a été renouvelée pour une durée de 5 ans au 1er janvier 1998.

(2) Au titre de l'exercice 1996, l'Assemblée Générale des Actionnaires, tenue le 29 mai 1997, a voté la mise en distribution d'un dividende de 0,152 EUR par action, payable en numéraire.

Au titre de l'exercice 1997, l'Assemblée Générale des Actionnaires, tenue le 27 mai 1998, a voté la mise en distribution d'un dividende de 1,143 EUR par action, payable en numéraire.

Au titre de l'exercice 1998, l'Assemblée Générale des Actionnaires, tenue le 2 juin 1999, a voté la mise en distribution d'un dividende de 1,16 EUR par action, payable en numéraire.

Au titre de l'exercice 1999, l'Assemblée Générale des Actionnaires, tenue le 30 mai 2000 a voté la mise en distribution d'un dividende de 1,16 EUR par action, payable en numéraire.

(3) Hors main d'œuvre non salariée.

Nous attirons votre attention sur la ligne "Résultat avant impôts, participation, et dot. aux amortissements et provisions".

Nous avons été amenés à modifier les données sur les années antérieures après avoir détecté une erreur matérielle de calcul sur ce résultat, qui s'était répétée depuis 1996. Le résultat par action a également été ajusté conformément aux nouveaux chiffres.

De même, une modification a été apportée au montant du nombre maximum d'actions par options de souscription. Le chiffre de 708 930 renseigné en 1999 était erroné. Il faut lire 590 943.

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIETE MERE

(en milliers d'euros)	Situation au 1/1/99	Affectation du résultat 1998 (2)	Mouvements de l'exercice 1998 (1)	Situation au 31/12/99	Affectation du résultat 1999 (2)	Mouvements de l'exercice 2000 (1)	Situation au 2000
Capital	24 157		5 593	29 750		147	29 897
Primes d'émission, de fusion et d'apport	174 997		105 168	280 165		3 085	283 250
Réserve de réévaluation	191			191			191
Réserve légale	2 412	4		2 416	559		2 975
Réserve spéciale des plus-values à long terme	10 503	5 858	(1 196)	15 165	8 090		23 255
Autres réserves	23 941			23 941			23 941
Report à nouveau	25 948	26 877	-	52 825	503	565	53 893
Résultat de l'exercice	51 048	(51 048)	30 720	30 720	(30 720)	221 922	221 922
Subventions d'investissement	-			-		6	6
Provisions réglementées	8 629		2 275	10 904		(1 019)	9 885
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>321 827</b>	<b>(18 309)</b>	<b>142 560</b>	<b>446 077</b>	<b>(21 568)</b>	<b>224 706</b>	<b>649 215</b>

(1) Au cours des exercices 1998, 1999 et 2000, les augmentations de capital sont imputables aux levées d'options de souscription d'actions et se sont traduites par :

- 25 163 actions nouvelles émises en 1998 portant le capital social de Coflexip SA de 158 210 320 francs (24 119 008 euros) en 1997 à 158 461 950 francs (24 157 369 euros) en 1998 composé de 15 846 195 actions d'une valeur nominale de 10 francs (1,52 euros).
- 2 747 498 actions nouvelles émises en 1999 portant le capital social de Coflexip SA de 158 461 950 francs (24 157 369 euros) en 1998 à 195 146 609,24 francs (29 749 908,80 euros) en 1999 composé de 18 593 693 actions d'une valeur nominale de 1,60 euros.

- 92 066 actions nouvelles émises en 2000 portant le capital social de Coflexip SA de 195 146 609 francs (29 749 909 euros) en 1999 à 196 112 871 francs (29 897 214 euros) en 2000 composé de 18 685 759 actions d'une valeur nominale de 1,60 euros.

(2) les dividendes relatifs aux actions propres détenues par Coflexip ont été maintenues en report à nouveau.

## V - RESPONSABLES DU PRESENT DOCUMENT

### V.1 RESPONSABLE DU PRESENT DOCUMENT

Monsieur **Pierre Marie VALENTIN**, Président du Conseil d'Administration.

### V.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU PRESENT DOCUMENT

"A notre connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Coflexip; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée".



Monsieur **Pierre Marie VALENTIN**, Président du Conseil d'Administration.

### V.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

**Commissaires aux Comptes titulaires :**  
**ERNST & YOUNG AUDIT**, 4 rue Auber, 75009 PARIS, représenté par M. John Mackey.

Date de début du premier mandat: 30 août 1971; dernier renouvellement: 21 mai 1996; date d'expiration: Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001.

**AMYOT EXCO AUDIT**, 104, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS, membre de GRANT THORNTON International, représenté par M. Jean-Pierre Cordier.

Date de début du premier mandat: 30 août 1971; dernier renouvellement: 21 mai 1996; date d'expiration: Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001.

**Commissaires aux Comptes suppléants :**

**M. André ZAGOURI**, 104, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS

Date de début du premier mandat: 16 mai 1985; dernier renouvellement: 21 mai 1996; date d'expiration: Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001.

**M. François CARREGA**, 13, bd des Invalides, 75007 PARIS

Date de début du premier mandat: 16 mai 1985; dernier renouvellement: 21 mai 1996; date d'expiration: Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001.

## Attestation des Commissaires aux Comptes

Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société COFLEXIP et en application du règlement COB 98-07, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité de Monsieur Pierre Marie Valentin. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre mission. S'agissant de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré, cette lecture a pris en compte les hypothèses retenues par les dirigeants et leur traduction chiffrée.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos le 31 décembre 1998, 1999 et 2000 arrêtés par le conseil d'administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentés dans ce document de référence.

**Paris, le 27 avril 2001**

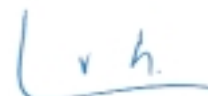
Les Commissaires aux Comptes

**Ernst & Young Audit**

**Amyot Exco Audit**  
Membre de Grant Thornton  
International



**John Mackey**



**Jean-Pierre Cordier**

## V.4 TABLE DE CORRESPONDANCE

Afin de faciliter la lecture du Rapport sur l'Exercice 2000 enregistré comme document de référence, le présent sommaire liste les principales informations exigées dans le cadre du règlement 98/01 de la Commission des Opérations de Bourse et renvoie aux sections correspondantes contenues dans le présent Rapport sur l'Exercice 2000.

Rubriques du rapport sur l'exercice 2000	Plaquette institutionnelle	Document de référence page
1.1. - Nom et fonctions des responsables du document		79
1.2. - Attestation des responsables		79
1.3. - Nom et adresse des contrôleurs légaux		79
3.1. - Renseignements de caractère général concernant l'émetteur		31
3.2. - Renseignements de caractère général concernant le capital	2	32
3.3. - Répartition actuelle du capital et des droits de vote	2	33
3.5. - Marché des titres de l'émetteur	3 <sup>e</sup> de couverture	36
3.6. - Dividendes	3 <sup>e</sup> de couverture	39
4.1. - Présentation de la société et du Groupe	4	6
4.2. - Faits exceptionnels et litiges		15
4.3. - Effectifs		15
4.4. - Politique d'investissement		16
5.1. - Comptes de l'émetteur et du Groupe		46
6.2. - Intérêts des dirigeants dans le capital (options + rémunérations)		43
7.1. - Evolution récente		28
7.2. - Perspectives d'avenir		28



En application de son règlement n°98-01, la Commission des opérations de bourse a enregistré le présent document de référence le 27 avril 2001 sous le numéro R.01-152. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission des opérations de bourse. Ce document de référence a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société, n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Le présent document est disponible auprès du Département Communication Financière  
du Groupe Coflexip Stena Offshore

23, avenue de Neuilly - 75116 PARIS - FRANCE

Tél. : 01 40 67 60 60 - Fax : 01 40 67 60 03



COFLEXIP

GRUPE COFLEXIP STENA OFFSHORE